

Législatives : le risque d'un pays ingouvernable

- A quelques jours du premier tour des législatives, la dissolution rend plausibles de nombreux scénarios qui semblaient jusqu'alors improbables
- Au-delà de l'hypothèse d'une cohabitation avec l'extrême droite ou la gauche, Macron pourrait se retrouver à la merci d'une Chambre ingérable
- Les oppositions anticipent déjà l'absence de majorité à l'Assemblée et des alliances impossibles à nouer entre trois blocs que tout oppose
- Dans une « lettre aux Français », le chef de l'Etat affirme qu'il ira au terme de son mandat, en mai 2027, quel que soit le résultat des élections
- Marine Le Pen estime au contraire qu'il ne restera au président que la démission en cas de majorité relative pour le RN

PAGES 2-3 ET IDÉES PAGES 26 À 28

Reportage

Au Creusot, malgré le regain industriel, l'envie que « ça change »

En plein redressement économique, la 3^e circonscription de Saône-et-Loire pourrait être remportée par l'extrême droite, qui fait du département une terre de conquête

PAGE 6

Droite

Laurent Wauquiez prépare son retour national avec une campagne locale

Le président (LR) de la région Auvergne-Rhône-Alpes mise sur son ancrage en Haute-Loire pour être élu député. Avec toujours l'ambition d'être candidat à la présidentielle en 2027

PAGE 7



LAURENT BERGER

« LA PREMIÈRE URGENCE, C'EST D'ÉVITER LE RN »

- L'ex-secrétaire général de la CFTD dit ne pas se poser « aujourd'hui » la question d'incarner la gauche à Matignon
- En convoquant ces législatives anticipées, le chef de l'Etat a pris un risque de « dissolution de la démocratie », estime-t-il

PAGES 4-5

A Paris, le 21 juin.
FLORENCE BROCHIRE
POUR « LE MONDE »

Sécurité

L'omniprésence des faits divers profite-t-elle à l'extrême droite ?

À CHÂTEAUROUX, dans l'Indre, quatre homicides se sont produits ces deux derniers mois. Une série inhabituelle, qui alimente la peur d'une insécurité galopante et le vote en faveur de l'extrême droite. Le Rassemblement national (RN) est arrivé en tête dans toutes les communes du département aux européennes. Dans tout le pays, le RN surfe sur le récit d'un « ensauvagement » de la France qui rebondit à chaque fait divers, en particulier lors de violences touchant les jeunes, à forte charge émotionnelle. Bien qu'il ne soit pas corroboré par des données scientifiques, le sentiment d'une hausse de la violence se généralise dans l'opinion.

PAGE 8

Culture

Le scrutin bouscule les festivals de l'été, dans un climat tendu

PAGE 20

ÉDITORIAL
RESTRUCTURER LA DETTE UKRAINIENNE
P. 29 ET NOS INFORMATIONS P. 18

Afrique
En Centrafrique, le Rwanda fait la guerre et des affaires
PAGE 9

Russie
Attaques terroristes contre des églises et des synagogues au Daghestan
PAGE 11

Israël
A l'hôpital Sheba, le retour à la vie des captifs du Hamas
PAGES 10-11

PYRAMIDE PRÉSENTE
LE BHOUTAN VOTE POUR LA PREMIÈRE FOIS
LE PAYS DU BONHEUR NATIONAL BRUT
S'INITIE À LA DÉMOCRATIE

SAVOUREUX PREMIÈRE ★★★
BRILLANT HOLLYWOOD REPORTER
ÉMOUVANT LE NOUVEL OBS ★★★

LE MOINE ET LE FUSIL

UNE COMÉDIE DE PAWO CHOYNING DORJI
APRÈS « L'ÉCOLE DU BOUT DU MONDE »

UN FILM DE PAWO CHOYNING DORJI

AU CINÉMA LE 26 JUIN

Nouvel Obs | Courrier International | SENS CRITIQUE | Le Monde | USC | DÉCOUVRIR

VU PAR ADENE (FRANCE)

CARTOONING FOR PEACE



ADENE

Le risque d'un pays ingouvernable

Cohabitation, gouvernement apolitique... La dissolution rend plausibles des scénarios qui semblaient jusqu'alors improbables

Le premier tour des législatives anticipées, dimanche 30 juin, approche à grands pas et le monde politique retient son souffle. Côté face, Emmanuel Macron nourrit l'espoir de retrouver une «majorité de gouvernement», malgré la déroute de son camp aux européennes du 9 juin. Côté pile, le désordre politique engendré par la dissolution de l'Assemblée nationale, avec une extrême droite au plus haut, menace d'éclater en crise institutionnelle après le second tour, le 7 juillet.

Alors, «qui pour gouverner la France?», demande le chef de l'Etat dans une lettre adressée aux Français, diffusée dimanche 23 juin au soir. Tout à sa volonté de dramatiser cette échéance, où il joue autant la survie de ses 250 députés que son héritage politique, le locataire de l'Élysée promet que «la manière de gouverner doit changer profondément», quel que soit le sort que lui réserveront les électeurs.

Car le Rassemblement national (RN) conserve, selon les différents sondages, sa dynamique électorale des européennes, après avoir capté près de 40 % des voix avec Reconquête!, la formation d'Éric Zemmour. Le RN est talonné par l'alliance de gauche, le Nouveau Front populaire (NFP), alors que le camp présidentiel demeure distancé, en troisième position. Entre le bloc d'extrême droite et celui de gauche, Renaissance et ses alliés «tendent à ressembler à ce qu'était le MoDem de François Bayrou en 2007, une force centrale autour de 15 %, pris dans la

LE CENTRE DE GRAVITÉ
DU QUINQUENAT
D'EMMANUEL MACRON
SE DÉPLACE
DE L'ÉLYSÉE
VERS MATIGNON
ET L'ASSEMBLÉE
NATIONALE

bipolarisation droite-gauche», note Jean-Yves Dormagen, professeur de science politique à l'université de Montpellier.

Si des inconnues majeures persistent (participation, nombre de triangulaires au second tour et front républicain), qui viennent brouiller tous les pronostics électoraux, un élément s'impose comme une évidence : avec l'impossibilité de dissoudre l'Assemblée nationale avant un an, soit d'ici à juillet 2025, le centre de gravité du quinquennat d'Emmanuel Macron se déplace de l'Élysée vers Matignon et l'Assemblée nationale. Une multitude de scénarios, qui semblaient improbables, semblent subitement plausibles. «Depuis sept ans, Emmanuel Macron sous-estime la dimension parlementaire de la V^e République», observe Thomas Ehrhard, maître de conférences en science politique à l'université Paris-II-Panthéon-Assas.

LE SCÉNARIO D'UNE COHABITATION

Une cohabitation avec l'extrême droite ou la gauche n'est pas à écarter. Mais Emmanuel Macron pourrait d'abord se retrouver à la merci d'une Chambre ingouvernable, marquée par une forte hostilité à son égard. Avec le risque que les députés des oppositions se coalisent pour censurer à la moindre occasion ses gouvernements. Et que les élus de son camp, éprouvés par cette dissolution, s'émancipent en vue de la présidentielle de 2027. Le ministre de l'économie, Bruno Le Maire, a très tôt sonné l'alerte. «Soit il y a une majorité claire, soit effectivement nous courons le risque d'une crise de régime», a-t-il avancé sur BFM-TV.

De leur côté, les oppositions anticipent déjà l'absence de majorité à l'Assemblée et des alliances impossibles à nouer entre trois blocs que tout oppose. «Le macronisme a tué la V^e République. Il faut une pratique plus collective du pouvoir», soutenait le premier secrétaire du Parti socialiste (PS), Olivier Faure, vendredi 21 juin dans *Le Parisien*, alors qu'au sein de l'alliance de gauche, le débat



fait rage autour du nom de l'éventuel premier ministre si le NFP parvenait à dominer l'Assemblée. Candidat du RN à Matignon, Jordan Bardella a déjà fait savoir qu'il refuserait d'être nommé premier ministre s'il n'avait qu'une majorité relative à l'Assemblée. «Sans majorité absolue, je serais à la merci d'une motion de censure et je partirais naturellement au bout de quelques jours», a admis le président du parti d'extrême droite dans un entretien au *Journal du dimanche*. En déplaçant dans le Pas-de-Calais, vendredi, l'ex-

cheffe de file des députés RN, Marine Le Pen, a signifié qu'en cas de blocage institutionnel, «il ne restera donc au président que la démission pour sortir potentiellement d'une crise politique», précisant qu'il ne s'agissait pas là d'«une demande» mais d'«un constat».

«Pour la première fois sous la V^e République, une dissolution aboutirait non seulement à ce qu'une majorité – qu'elle soit de circonstance, de coalition ou absolue – puisse dicter le nom du premier ministre au président de la République, mais aussi que cette majorité puisse

«Un premier ministre RN aurait un pouvoir très important»

Samy Benzina, professeur de droit public, explique que le chef du gouvernement devrait composer avec un chef de l'Etat et un Sénat hostiles

ENTRETIEN

Pour Samy Benzina, professeur de droit public à l'université de Poitiers, en cas de majorité absolue à l'Assemblée nationale, le RN «se trouverait dans la même situation que la gauche après la dissolution de 1997».

Si le Rassemblement national (RN) obtient le plus grand nombre de députés à l'Assemblée, à l'issue des législatives, le 7 juillet, en quoi cela constituerait-il un événement sans précédent ?

La France entrerait sans aucun doute dans une période inédite, traversée par de fortes incertitudes institutionnelles. Le RN, en tant que parti d'extrême droite, est historiquement et structurellement antilibéral, et n'adhère pas à certains principes constitutionnels qui sont au cœur de la République française, notamment le principe d'égalité ou le principe de solidarité nationale en faveur des personnes défavorisées.

Jamais, sous la V^e République, un parti d'extrême droite n'est arrivé en tête des élections législatives. Les conséquences d'une telle victoire ne sont pas entièrement prévisibles car elles dépendent aussi des stratégies des autres acteurs politiques.

L'accession au pouvoir du RN par la voie parlementaire représente-t-elle une menace à court terme pour le fonctionnement démocratique ?

Dans les Etats qui ont vu l'extrême droite accéder au pouvoir en Europe (Hongrie, Pologne, Turquie, Italie...), la nouvelle majorité s'attelle rapidement à saper les fondements de l'Etat de droit, en portant atteinte à l'indépendance de la justice, aux droits des minorités ou à la liberté de la presse. Le RN a, lui, déjà annoncé son projet de privatisation du service public audiovisuel, dans le contexte où de grandes fortunes rachètent des médias, afin d'en faire des plates-formes d'opinion, sacrifiant leur indépendance.

Quant au Conseil constitutionnel, il fait l'objet d'attaques régulières de l'extrême droite qui y voient un obstacle majeur à ses propositions les plus radicales.

De quelles marges de manœuvre disposerait le RN pour gouverner s'il obtenait la majorité absolue à l'Assemblée, seul ou avec un groupe d'élus Les Républicains (LR) ?

Le RN se trouverait dans la même situation que la gauche après la dissolution de 1997, c'est-à-dire en pleine maîtrise de l'Assemblée nationale et du gouvernement, mais avec un chef de

l'Etat et un Sénat qui lui sont hostiles. Il pourra faire adopter l'ensemble des textes législatifs qui lui paraîtraient opportuns puisque la Constitution donne la possibilité du dernier mot à l'Assemblée nationale lorsque le Sénat est opposé à un texte. Mais contrairement à la gauche plurielle de Lionel Jospin, le RN n'est pas un parti traditionnel de gouvernement.

Un premier ministre RN disposerait de l'administration et du pouvoir réglementaire au niveau national. Il pourrait, par exemple, prendre des décrets d'application des lois. Le chef du gouvernement aurait également un pouvoir très important : la nomination aux emplois civils et militaires, un enjeu stratégique fondamental pour les emplois supérieurs de l'Etat. On peut imaginer que le RN essaierait de nommer des personnes qui vont être des facilitateurs de son action afin d'éviter que l'administration ne devienne un obstacle.

Mais une majorité RN ne pourrait pas recourir aux référendums nationaux de l'article 11 de la Constitution car ils supposent l'accord du chef de l'Etat. Elle ne pourrait pas non plus réviser la Constitution, car cela impliquerait non seulement le soutien du chef de l'Etat, mais aussi celui du Sénat dominé par la droite et le centre. De même, au niveau régle-

«LE CHEF DE L'ÉTAT
DISPOSE D'UNE
VÉRITABLE CAPACITÉ
D'EMPÊCHEMENT,
IL PEUT RALENTIR,
VOIRE FAIRE
OBSTACLE À L'ACTION
GOUVERNEMENTALE»

mentaire, il faudrait que le RN compte avec le juge administratif devant lequel pourrait être contesté l'ensemble des actes administratifs adoptés par le gouvernement et qui ferait respecter notamment les libertés publiques.

Quelle place serait dévolue à Emmanuel Macron dans cette nouvelle configuration institutionnelle ?

Sous la V^e République, le président de la République est un colosse aux pieds d'argile. Ce ne sont pas tant les prérogatives que le chef de l'Etat tire de la Constitution qui lui confèrent sa puissance, mais sa capacité à s'emparer des pouvoirs qui ne lui appartiennent pas, en l'occurrence ceux du premier ministre et de son gouvernement.

La cohabitation produit ainsi une rupture en ce que le président n'a plus la possibilité de capter les pouvoirs du gouvernement, qui ne lui est plus fidèle, faute de majorité. Il se retrouve isolé, d'autant plus que le cœur de l'Etat, la machine administrative se trouve à Matignon et dans les ministères, non à l'Élysée.

Cela ne veut pas dire pour autant que le président de la République se trouve dénué de tout moyen d'action, notamment sur les domaines de la défense nationale ou des affaires étrangères. Le président nommant le gouvernement sur proposition du premier ministre, il pourrait refuser, comme l'a fait avant lui François Mitterrand en 1986, de nommer certaines personnes choisies par son premier ministre dans les ministères régaliens. Compte tenu des accointances du Rassemblement national avec la Russie, l'enjeu n'est pas anodin.

Ensuite, le chef de l'Etat dispose d'une véritable capacité d'empêchement, il peut ralentir, voire faire obstacle à l'action gouvernementale. L'article 9 de la Constitution prévoit que le chef de l'Etat préside le Conseil des ministres, il détermine son ordre du jour. Il peut s'opposer à l'inscription à cet ordre du jour de tout acte nécessitant une délibération (projets de loi, d'ordon-

nance ou de décret) ou refuser simplement de les signer.

Jordan Bardella refuse d'être nommé à Matignon si son parti n'obtient qu'une majorité relative. Est-ce un simple calcul électoral ?

La majorité relative pèserait en effet grandement sur la capacité du RN à former un gouvernement. Il faut rappeler que la seule raison pour laquelle les gouvernements d'Elisabeth Borne puis de Gabriel Attal ont pu se maintenir en fonction est liée à la dissuasion que constituait la dissolution. Or, cette menace a aujourd'hui disparu car elle ne peut plus être utilisée pendant un an. On peut donc aisément imaginer que les députés de gauche et macronistes refuseront une éventuelle investiture au gouvernement Bardella.

Et si d'aventure le gouvernement n'engageait pas sa responsabilité sur son programme (article 49.1), il risquerait de tomber rapidement sous le coup d'une motion de censure (art. 49. 2 ou 3). Et quand bien même Jordan Bardella réussirait à dépasser ce premier obstacle, il faudrait qu'il trouve une majorité de soutiens pour chacun de ses textes, comme l'a fait Elisabeth Borne avec la droite notamment. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
MARIAMA DARAME



SERGIO AQUINO

DANS UNE CAMPAGNE TRÈS CLIVÉE, L'HEURE N'EST PAS AU COMPROMIS, ENCORE MOINS AU CONSENSUS

refuser au chef de l'Etat la poursuite de son mandat», estime Jean-Pierre Camby, professeur associé à l'université de Versailles-Saint-Quentin (Paris-Saclay).

Preuve que le débat agite au-delà de l'arène électorale, l'ancien président du Conseil constitutionnel (2004-2007) Pierre Mazeaud est « de ceux qui pensent que le président de la République doit démissionner » pour prémunir le pays « du chaos » et éviter des « répercussions sur l'Europe et même dans le monde », a-t-il argué, dimanche, sur Radio J.

Dans sa missive aux Français, Emmanuel Macron réaffirme sa volonté d'« agir jusqu'en mai 2027 », manière d'éteindre les critiques naissantes sur son manque de légitimité à exercer le pouvoir si son camp venait à être battu dans les urnes pour la seconde fois en moins d'un mois. Parmi ses prédécesseurs de la V^e République, seul le général de Gaulle a démissionné de la présidence de la République après l'échec de son référendum sur la réforme du Sénat et la création des régions, en 1969. Dans ce cas, la Constitution prévoit que le président du Sénat assure l'intérim et que les élections doivent être convoquées vingt jours au moins et trente-cinq jours au plus après la démission du président de la République.

Menacés par une quasi-disparition des bancs de l'Assemblée si la tendance électorale se confirmait, les macronistes caressent néanmoins l'espoir de former une coalition majoritaire au centre, reléguant « aux extrêmes » le RN et La France insoumise. Edouard Philippe martèle son projet de réunir, sous un contrat de gouvernement, « de la droite conservatrice à la gauche sociale-démocrate ».

Comme lui, d'autres membres éminents du camp présidentiel estiment qu'une coalition majoritaire et donc un gouvernement ne pourront advenir qu'en écartant Emmanuel Macron de l'équation, usé par sept années d'une pratique verticale du pouvoir, accentuée par la vingtaine de recours à l'article 49.3 de la Constitution (qui permet de faire adopter un texte sans vote à l'Assemblée) depuis juin 2022. « La coalition que nous appelons de nos vœux, avec Edouard Philippe, avec François Bayrou, avec Gabriel Attal, moi-même,

elle va procéder du Parlement », a insisté dimanche la présidente sortante de l'Assemblée nationale, Yaël Braun-Pivet, en marge d'un déplacement au Vésinet (Yvelines).

Mais dans une campagne très clivée, où le camp présidentiel renvoie dos à dos la gauche et l'extrême droite et où une partie de la gauche assimile Emmanuel Macron à l'extrême droite, l'heure n'est pas au compromis, encore moins au consensus. « Ce qu'il faut, c'est une nouvelle politique, une autre politique », a fustigé le président Les Républicains des Hauts-de-France, Xavier Bertrand, dimanche sur France 3. A ses yeux, « les Français veulent sanctionner tous ceux qui ont bossé avec Emmanuel Macron, comme Edouard Philippe ». Les oppositions n'ont pas vraiment d'intérêt à devenir coresponsables du bilan d'un président en disgrâce, à moins de trois ans de la prochaine présidentielle.

ABSENCE DE CULTURE DE COALITION

La perspective d'une impasse vient alimenter une autre option, celle de nommer un gouvernement apolitique au lendemain des législatives, qui serait chargé de gérer les affaires courantes, le temps de former une coalition. Une méthode éprouvée dans de nombreuses démocraties parlementaires européennes, à l'instar de l'Allemagne, de la Belgique ou de l'Italie. « Mais qui pourrait être le chef de gouvernement d'une telle coalition ? On n'a pas de Mario Draghi français [l'ex-président de la Banque centrale européenne et chef d'un gouvernement technique en Italie entre 2021 et 2022] », a estimé Jacques Attali, ancien conseiller spécial de François Mitterrand et ex-mentor d'Emmanuel Macron, samedi, dans *Libération*.

L'absence de culture de coalition en France, encouragée par le scrutin majoritaire, fournit une partie de l'explication. Mais à la différence des autres pays européens, « c'est l'élection présidentielle qui continue de structurer la vie politique en France », rappelle Samy Benzina, professeur de droit public à l'université de Poitiers.

La dissolution est venue contrecarrer les stratégies de conquête du pouvoir de ceux qui espéraient être des alternatives au macronisme en 2027. Cette accélération du temps politique a provoqué le retour dans la vie parlementaire de certains visages de « l'ancien monde » – François Hollande, Laurent Wauquiez, et même Jérôme Cahuzac. D'autres assument de ne pas vouloir s'exposer, à l'instar de Marine Le Pen, qui préfère envoyer Jordan Bardella à Matignon en cas de victoire, ou d'Edouard Philippe, qui privilégie sa mairie du Havre. En attendant des jours meilleurs. ■

MARIAMA DARAME

Macron exclut de démissionner, quelle que soit l'issue du scrutin

Dans une « lettre aux Français », le chef de l'Etat affirme qu'il ira au terme de son mandat

Emmanuel Macron restera à l'Elysée « jusqu'en mai 2027 », quel que soit le résultat des élections législatives des 30 juin et 7 juillet. C'est l'engagement que prend le président de la République dans une « lettre aux Français », publiée lundi 24 juin, dans la presse quotidienne régionale. Alors que, sondage après sondage, la perspective d'une majorité relative en faveur du Rassemblement national (RN) se dessine, ce qui entraînerait un blocage de l'Assemblée nationale – le parti d'extrême droite ne peut espérer trouver des alliés au centre ou à gauche de l'Hémicycle –, la pression monte sur le chef de l'Etat pour qu'il remette sa démission dans cette hypothèse inédite.

La leader du RN, Marine Le Pen, l'a, d'ores et déjà, envisagée, vendredi 21 juin, en marge d'un déplacement à Courrières, dans la circonscription du Pas-de-Calais où elle bat la campagne pour se faire réélire. En cas de « blocage politique », « il ne restera au président que la démission pour sortir potentiellement d'une crise politique », a-t-elle estimé. Précisant qu'elle dresse là « un constat », et non « une demande », Emmanuel Macron « fera exactement ce qu'il veut et ce que la Constitution lui donne liberté de faire », a-t-elle ajouté.

Le président du parti d'extrême droite, Jordan Bardella, a, lui aussi, imaginé l'hypothèse d'une majorité relative, dimanche dans *Le Journal du dimanche*. Il a redit qu'il n'accepterait d'être premier ministre que si les Français accordent au RN une majorité absolue, car, « sans majorité absolue, je serais à la merci d'une motion de censure et je partais naturellement au bout de quelques jours », a-t-il observé. L'eurodéputé accentue la pression sur le président de la République en affirmant que ce dernier aurait à répondre à la question de sa démission dans ce cas de figure : « C'est lui qui a suscité cette situation, c'est lui qui a provoqué cette dissolution », argue-t-il.

Emmanuel Macron s'est empressé de répondre, excluant dans sa lettre aux Français de démissionner, quel que soit le résultat du scrutin. « Vous pouvez me faire confiance pour agir jusqu'en mai 2027 comme votre président, protecteur à chaque instant de notre République, de nos valeurs, respectueux du pluralisme et de vos choix, à votre service et à celui de la nation », écrit-il à ses « chers compatriotes ».

Même s'il serait très aventureux de faire de son maintien à l'Elysée

l'enjeu de ces élections législatives, ce n'est pas la première fois qu'Emmanuel Macron affirme qu'il ne démissionnera pas. Ce n'est pas la première fois non plus qu'il se place dans l'hypothèse d'une cohabitation avec un gouvernement issu d'un autre camp que le sien. Interrogé par la presse, le 13 juin, lors du G7 qui se déroulait en Italie, sur la valeur de sa parole dans ce sommet international, alors qu'il pourrait être délesté de ses pouvoirs le 7 juillet, il avait rétorqué que les chefs d'Etat étrangers « connaissent notre Constitution », même si la répartition des pouvoirs en matière de politique étrangère relève davantage de la tradition que de la Loi fondamentale.

« De l'inquiétude, du rejet »

« Ils savent quels sont les compétences et le rôle d'un président en France, sur les sujets internationaux et de défense. Donc, il n'y a pas de doute (...), la parole de la France est engagée par le président de la République. » Une référence à la mise au point du président François Mitterrand au sommet de Tokyo, en 1986, alors que le premier ministre de cohabitation, Jacques Chirac, prétendait s'exprimer, lui aussi, dans ce sommet. « Il n'y a qu'une voix de la France. »

Dans la missive adressée aux Français à une semaine du premier tour des élections législatives, Emmanuel Macron, en butte à de nombreuses critiques, y compris dans son propre camp, et à une forte impopularité, tente par ailleurs de dénouer les tensions autour de sa personne. Sa décision de dissoudre l'Assemblée nationale « suscite de l'inquiétude, du rejet, parfois même une colère contre moi », reconnaît-il, mais ce scrutin n'est « ni une élection présidentielle ni un vote de confiance envers le président de la République », mais la réponse à « une seule question : qui pour gouverner la France ».

A cet égard, Emmanuel Macron appelle les Français à donner une majorité au « bloc central », qui est, écrit-il, « la troisième voie », « la meilleure pour notre pays ». Et promet de s'amender au cas où il obtiendrait une majorité. L'objectif, écrit-il, « ne peut être seulement de continuer ce qui a été fait. J'ai entendu que vous vouliez que cela change ». Sur « l'insécurité », « l'impunité », « les vies perdues impossibles par les délinquants », qui ont « beaucoup nourri le choix de certains pour le Rassemblement national », « le gouvernement devra apporter des réponses beaucoup plus fortes et fermes », s'engage-t-il notamment.

Mesurant le « malaise démocratique », alors qu'il n'a « pas réussi à résorber la fracture entre le peuple et ceux qui dirigent le pays », M. Macron convient, peut-être un peu tard, que « la manière de gouverner doit changer profondément ». Pour cela, il semble vouloir prendre de la distance et s'en remettre au « gouvernement à venir », censé rassembler « les républicains de sensibilités diverses, qui auront su, par leur courage, s'opposer aux extrêmes ».

Alors que l'ancien premier ministre Edouard Philippe dit vou-

MESURANT LE « MALAISE DÉMOCRATIQUE », LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE CONVIENT QUE « LA MANIÈRE DE GOUVERNER DOIT CHANGER PROFONDÉMENT »

loir « créer une nouvelle majorité » dans l'Hémicycle au lendemain du 7 juillet, Emmanuel Macron, qui n'est pas parvenu à bâtir une coalition depuis 2022, se place désormais au-dessus de la mêlée et fait « confiance aux responsables politiques des forces de l'arc républicain » pour y parvenir.

A ce sujet, la présidente sortante de l'Assemblée nationale, Yaël Braun-Pivet, estimait, dimanche, que l'« on a la capacité de former une coalition de partis responsables, républicains, qui ont envie que le navire France puisse avancer ». « Aujourd'hui, la coalition, ça n'est pas une option, c'est une obligation pour préserver la France que l'on aime », déclarait-elle à l'Agence France-Presse. Une telle coalition, qui ne procéderait pas du chef de l'Etat, permettrait, souligne-t-elle, « d'avoir une pratique du pouvoir beaucoup plus parlementaire ».

« Le seul choix possible »

Dans sa lettre aux Français, la troisième depuis son accession au pouvoir – la première, en 2019, était consécutive à la crise des « gilets jaunes », et la deuxième, en 2022, précédait l'élection présidentielle –, Emmanuel Macron tente une nouvelle fois de justifier la dissolution de l'Assemblée nationale au soir des élections européennes. Cette décision, « difficile et soudaine pour les parlementaires et pour leurs collaborateurs », concède-t-il, a provoqué une profonde incompréhension parmi les députés de la majorité, auxquels il dit son « amitié et [son] respect ». Mais c'était, maintient-il, « le seul choix possible ».

Pour rédiger ce courrier, Emmanuel Macron, qui passait le week-end à la résidence d'Etat de la Lanterne, à Versailles, a consulté le premier ministre, Gabriel Attal, les chefs de parti François Bayrou (MoDem) et Edouard Philippe (Horizons), ou encore quelques-uns de ses proches, comme l'ancien ministre de l'agriculture Julien Denormandie ou l'ancien président de l'Assemblée nationale Richard Ferrand.

Quinze jours plus tôt, il avait pris seul la décision de dissoudre l'Assemblée nationale, nonobstant l'opposition des trois personnalités qu'il se devait de consulter, le premier ministre et les deux présidents d'assemblée, Gérard Larcher (Sénat) et Yaël Braun-Pivet. Cette dernière lui avait alors suggéré, en vain, de tenter de former une coalition, notamment avec Les Républicains, plutôt que de dissoudre. « C'est mon plus grand échec d'avocate », a-t-elle confessé, dimanche. ■

NATHALIE SEGAUNES

« Macron a pris un risque de dissolution de la démocratie »

Laurent Berger, l'ex-patron de la CFDT, ne se voit pas briguer Matignon « aujourd'hui ». Pour lui, « la première urgence, c'est d'éviter le RN »

ENTRETIEN

Raphaël Glucksmann l'a présenté comme la personnalité idéale pour occuper Matignon en cas de victoire de la gauche aux législatives des 30 juin et 7 juillet. Le 10 juin, le candidat du Parti socialiste et de Place publique aux élections européennes a proposé que Laurent Berger devienne premier ministre, au motif que cette « figure de la société civile » pourrait être « capable d'apaiser » et de « concilier les Français », en portant « un projet de justice sociale et d'écologie ».

L'ex-secrétaire général de la CFDT, qui n'avait pas encore réagi, a réservé au Monde sa réponse. « Le nom de la personnalité qui ira à Matignon est le cadet de mes soucis, aujourd'hui », explique-t-il dans cet entretien, en soulignant qu'avant de se poser cette question, « la première urgence, c'est d'éviter le Rassemblement national [RN] ». S'il dit vouloir rester « en recul » de la vie publique, après avoir quitté la tête de la CFDT en juin 2023, l'ex-syndicaliste n'écarte pas totalement la possibilité de s'engager, plus tard, si l'extrême droite arrive au pouvoir.

Vous avez accepté de vous exprimer sur la tenue d'élections législatives anticipées, dans un contexte où l'extrême droite peut l'emporter. Pouvez-vous nous dire pourquoi ?

Ma prise de parole est celle d'un citoyen très inquiet pour son pays, qui s'exprime en son nom personnel. Je crois avoir une responsabilité, en raison de mon histoire, de mon engagement en faveur d'une société juste, apaisée, démocratique. Mais j'avoue avoir hésité.

Vous craigniez de gêner l'organisation que vous avez dirigée jusqu'en juin 2023 ?

Oui. Je ne veux pas être une source d'embarras pour elle. La parole de la CFDT est très bien portée par sa secrétaire générale, Marylise Léon.

Que vous inspire la décision du chef de l'Etat de dissoudre l'Assemblée nationale ?

C'est grave et cela nous place dans une situation très difficile. C'est aussi le point d'orgue d'un processus qui vient de loin. Au moment de la réforme des retraites, en 2023, nous avons assisté à une forme de dissolution sociale : la mobilisation contre ce projet traduisait des attentes du monde du travail qui n'ont pas été écoutées. J'avais d'ailleurs dit à l'époque que ce déni pouvait déboucher sur un chaos démocratique.

Avant cet épisode, une sorte de dissolution territoriale s'est également produite dans le pays, à cause du mépris affiché à l'égard de tous ceux qui contribuent à la vie des territoires, c'est-à-dire les élus locaux et la société civile – les associations notamment. Et, enfin, il y a une fracture morale, qui résulte de la coupure entre le politique et les citoyens.

Depuis le printemps 2022, l'absence de majorité absolue à l'Assemblée nationale accentuait la nécessité de privilégier le dialogue et le compromis. Mais la pratique du pouvoir est à mille lieues de cela. Le choix du président de la République, le soir des élections européennes, constitue donc le paroxysme d'une vision de la société et du débat public qui fonctionne par clivages, avec des gagnants et des perdants. Alors même que les citoyens aspirent à une autre vie, à un débat démocratique plus paisible, plus partagé. Le 9 juin, le chef de l'Etat, par sa décision, a pris un risque ultime, celui de la dissolution de la démocratie. En même temps, il fait peser une menace sur ce qui fonde les valeurs de la République : l'égalité, la liberté, la fraternité.

Emmanuel Macron est-il responsable de l'évolution que vous décrivez ?

C'est lui qui a dissous ! Mais il n'est pas responsable à lui seul de la montée du RN. Celle-ci n'a pas commencé avec son arrivée au pouvoir. Aujourd'hui, le président de la République n'est presque plus le sujet. Le sujet, désormais, la première urgence, c'est d'éviter le RN. Cette formation n'apporte aucune réponse aux enjeux économiques, sociaux, écologiques et démocratiques auxquels nous sommes tous confrontés. Elle nous mène vers une impasse.

C'est une impasse, dites-vous, mais ce parti défend des mesures, comme l'abrogation de la réforme de l'assurance-chômage ou l'augmentation des salaires, qui peuvent donner satisfaction aux travailleurs...

Le RN, c'est la France de la peur. La peur du déclassement, de l'invisibilité. Ce qui intéresse les dirigeants de ce parti, c'est que cette peur existe et ils sont prêts à faire n'importe quelle promesse pour accéder au pouvoir. Mais ils ne sont pas la France des solutions et encore moins la France de la fraternité, unie, apaisée, respectueuse des différences. Ils sont l'antithèse des valeurs de la République et représentent un danger pour notre démocratie. Dans tous les pays où elle est arrivée au pouvoir, l'extrême droite n'a jamais produit de progrès social, économique et environnemental. Les droits et les libertés ont reculé. Et les plus fragiles en ont toujours subi les conséquences.

Ce n'est pas le moment de donner les clés du pouvoir à ceux qui rêvent d'un monde d'hier qui n'a jamais existé, autour d'une vision identitaire rabougrie. Il y a une guerre en Ukraine attaquée par la Russie de Poutine – un régime que Marine Le Pen et ses amis soutiennent –, tandis que les tensions géopolitiques peuvent s'aiguiser après l'élection présidentielle de novembre aux Etats-Unis. Par ailleurs, l'énorme chantier de la transition écologique est devant nous. Le 9 juin au soir, nous avons aussi découvert l'inquiétante poussée en Europe des partis populistes et de la droite extrême. La France ne doit pas emprunter ce même chemin sans issue pour le futur d'une Europe du progrès social, écologique et démocratique.

Raphaël Glucksmann a cité votre nom pour devenir premier ministre en cas de victoire de la gauche aux législatives. Est-ce que vous êtes tenté ?

Je ne m'inscris pas dans le registre des tentations au regard de la situation très grave que nous vivons. Nous ne sommes pas dans une course de petits chevaux. La question qui se pose à tous est de savoir si nous allons être gouvernés par le RN. C'est un enjeu démocratique, un enjeu de société, un enjeu de valeurs. Après, le nom de la personnalité qui ira à Matignon est le cadet de mes soucis, aujourd'hui. L'urgence du moment, c'est qu'il n'y ait pas une Assemblée nationale dominée par le RN, le 7 juillet au soir.

Mais des gens pensent à vous, et vous ne répondez ni oui ni non...

La question ne se pose pas. Tout le monde le sait, je suis en recul de la vie publique. Je n'ai ni vocation ni la volonté de réinvestir la vie publique. Si certains pensent que Matignon m'intéresse, je peux vous assurer que ma vie actuelle me satisfait totalement.

Est-ce que le contexte peut vous amener à reconsidérer l'idée d'un engagement politique, en exerçant un rôle à gauche ?

Si j'avais voulu créer un parti social-démocrate, je l'aurais déjà fait. Après, je vais regarder la situation. Mon combat, c'est contre

« LE 7 JUILLET, EN CAS DE TRIANGULAIRES, IL FAUDRA QUE LE CANDIDAT ARRIVÉ EN TROISIÈME POSITION SE RETIRE EN CAS DE POSSIBLE VICTOIRE DU RN »

LAURENT BERGER



toutes les formes d'autoritarisme, de société totalitaire. Et je crois que, progressivement, le RN peut nous faire glisser vers une société totalitaire. S'il arrive au pouvoir, je resterai un militant, qui agit avec ses tripes, son cœur et sa tête.

Pensiez-vous que l'hypothèse d'une victoire du RN pouvait devenir crédible aussi rapidement ?

Non, même si je voyais bien, depuis longtemps, en allant sur le terrain, qu'il y avait un énorme ras-le-bol et le sentiment de ne pas être écouté.

Au fond, le chaos démocratique est-il un aboutissement ?

C'est un moment. Au printemps 2023, lorsque j'avais parlé de crise démocratique, j'avais été critiqué.

Notamment par le président de la République...

Depuis, j'ai constaté que c'était une formule utilisée par beaucoup de monde.

La victoire du RN est-elle acquise ?

Non, ils ne sont pas encore au pouvoir. Les élections n'ont pas eu lieu, rien n'est inéluctable.

Les enquêtes d'opinion montrent que les candidats RN ont le vent dans le dos...

Je souhaite que le plus grand nombre possible de citoyens glissent un bulletin dans l'urne pour faire obstacle au RN.

Vous invitez les électeurs qui hésiteraient à voter en faveur du Nouveau Front populaire (NFP), du fait de la présence de La France insoumise (LFI), à dépasser leurs réticences ?

Chacun doit voter selon ses convictions mais résumer l'alliance faite à gauche à LFI est un abus grossier. Et si je peux convaincre des citoyens d'aller voter contre le RN, tant mieux : c'est pour cela que je prends la parole aujourd'hui. Mon souhait le plus grand est que les candidats autres que ceux du RN recueillent le maximum de voix pour que le nombre de députés d'extrême droite soit le plus faible possible. Je ne mets pas le signe égal entre l'extrême droite et l'extrême gauche. Ceux qui établissent cette équivalence se livrent à un jeu mortifère qui fait exploser le front républicain.

Autrement dit, vous êtes favorable à la constitution d'un front républicain ?

Ceux qui n'ont pas envie de se réveiller, au lendemain du deuxième tour, avec une majorité de députés RN, doivent prendre leurs responsabilités. Le 7 juillet, en cas de triangulaires, il faudra que le candidat arrivé en troisième position se retire en cas de possible victoire du RN. Je ne roule pour personne, mais je crois que c'est ainsi qu'il convient d'agir.

Les accusations d'antisémitisme lancées contre LFI sont-elles de nature à vous faire hésiter dans cette prise de position ?

J'ai toujours combattu l'antisémitisme et le racisme et donc je ne voterai jamais pour un candidat qui ne serait pas clair sur ces sujets, quel que soit son camp politique. Il ne peut y avoir aucune ambiguïté sur le poison de l'antisémitisme.

Comment faire pour éviter que le RN s'empare des commandes ?

Cela nécessite d'apporter des réponses concrètes au ressentiment social qui s'exprime à travers les suffrages accordés au RN. C'est un vote de la difficulté à vivre correctement de son travail, de la contestation de la réforme des retraites, de la relégation sociale, des déserts médicaux, de la disparition des services publics et des dispositifs de solidarité dans les territoires, de l'inégale répartition des richesses. Les solutions sont à chercher dans une vision apaisée, constructive et de progrès humain, qui offre des perspectives de vie en commun et d'attention aux plus fragiles. Je crois à une sortie par le haut, à travers un processus de réconciliation démocratique qui reste à construire. Nous avons encore quelques jours pour y parvenir. Faisons des propositions à hauteur de femmes et d'hommes.

Que pensez-vous des différentes façons d'agir des syndicats face au RN ?

Je suis très en phase avec ce que fait la CFDT. Elle met toute son énergie pour expliquer en quoi le RN est un danger. Je pense que ce n'est pas le rôle d'une organisation syndicale de donner une consigne de vote autre que celle recommandant de voter contre l'extrême droite.

Etes-vous surpris par la position du patronat qui met à égalité le RN et le NFP, en affirmant même que le programme du NFP est peut-être pire ?

Une forme de pragmatisme un peu dange-reux peut émerger chez certains, qui consisterait à dire que, comme le RN est en capacité de prendre le pouvoir, il vaudrait mieux ne pas taper trop fort sur lui avant le scrutin.

Votre successeure, Marylise Léon, évoque le départ d'adhérents après le choix qui a été fait par la CFDT d'appeler à voter contre l'extrême droite. Etes-vous étonné ?

Il faudrait être aveugle, sourd ou malhonnête – ou les trois à la fois – pour prétendre que des institutions et, au-delà, le monde du travail soient à l'abri des idées d'extrême droite. D'abord, cela voudrait dire qu'ils sont à l'écart de phénomènes qui traversent l'ensemble de la population, ce qui serait un peu inquiétant à certains égards. Et puis ce serait une forme de mépris vis-à-vis des électeurs de ce parti : il n'est pas question de lutter contre eux, mais de s'engager pour que la colère qui les anime ne profite pas au RN.



Laurent Berger, ex-secrétaire général de la CFDT, à Paris, le 21 juin.
FLORENCE BROCHOIRE
POUR « LE MONDE »

Est-ce qu'il n'y a pas eu une forme d'aveu-
glement collectif vis-à-vis du vote RN,
y compris parmi les élites de gauche ?

Oui. Quand vous abordez des sujets très éloignés de la vie quotidienne des Français, quand vous ne parlez pas suffisamment du travail, quand vous considérez que les questions de sécurité sont des questions de droite, il y a une forme de déconnexion. Nous devons aussi être capables d'arrêter les caricatures sur l'immigration. Les gens veulent des réponses à leurs attentes du quotidien : gagner suffisamment au boulot pour remplir leur frigo jusqu'à la fin du mois, trouver un médecin traitant, disposer d'un système éducatif qui ne s'écroule pas, etc. Ils veulent aussi qu'on leur présente les choix à faire, les grandes perspectives et je n'ai pas peur de parler de perspectives utopiques. Soit nous sommes capables d'affronter tous ces sujets – en nous appuyant sur la société civile et les associations –, soit nous tomberons dans le chaos, parce que nous ne saurons pas où nous emmènera le RN. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
BERTRAND BISSUEL,
JULIE CARRIAT ET THIBAUD MÉTAIS

Laurent Berger, l'espoir d'une partie de la gauche

L'ex-syndicaliste est perçu comme une figure capable de répondre au manque d'incarnation du pôle social-démocrate

Depuis maintenant deux semaines, son téléphone sonne presque en permanence. Messagerie saturée, SMS en pagaille. Laurent Berger est un homme sollicité. Poussé, de tous les côtés, à se positionner. Incité à revêtir les habits de l'homme providentiel face au chaos qui pointe. Pour l'ancien secrétaire général de la CFDT, les choses se sont emballées dès le dimanche 9 juin, au soir des élections européennes. A peine Emmanuel Macron a-t-il prononcé le mot « dissolution » que les coups de fil pleuvent de manière ininterrompue. Un an après son départ de la centrale cédétiste, voilà l'ancien syndicaliste perçu par certains comme la personne idoine pour incarner la social-démocratie et faire barrage au Rassemblement national (RN), désormais aux portes du pouvoir. Comme le recours à gauche capable de faire bifurquer l'histoire du bon côté.

La situation prend encore une autre tournure lorsque, lundi 10 juin, Raphaël Glucksmann, qui vient de finir troisième du scrutin européen avec sa liste Parti socialiste-Place publique, cite son nom pour s'installer à Matignon en cas de victoire de la gauche aux élections législatives des 30 juin et 7 juillet. « Je pense qu'il y a une figure de la société civile qui est capable d'apaiser, qui est l'antithèse du président actuel, qui ne jouera pas avec les institutions, qui réconciliera les Français, qui portera un projet de justice sociale et d'écologie, lance-t-il sur France 2. Oui, je pense à Laurent Berger. »

Depuis, l'ancien syndicaliste s'était muré dans le silence. La plupart de ses proches également. « La question ne se pose pas », affirme-t-il, lundi 24 juin au Monde, assurant que « le nom de la personnalité qui ira à Matignon est le cadet de [s]es soucis, aujourd'hui ». Une façon de fermer la porte sans vraiment jeter la clé non plus.

Laurent Berger avait été clair lors de son départ de la CFDT, en juin 2023 : « Non, je ne serai pas candidat en 2027. » Après le mouvement social historique contre la réforme des retraites en 2023, ils étaient déjà nombreux à voir en lui un potentiel sauveur de la gauche. Mais, en septembre 2023, plutôt qu'en politique, c'est au Crédit mutuel qu'il s'engage pour piloter un cercle de réflexion spécialisé dans la transition écologique.

Un sauveur venu de l'extérieur
« Il y a trois raisons pour lesquelles Laurent Berger a dit qu'il ne voulait pas s'engager en 2027, décrypte un de ses proches. D'une, il n'y pense pas tous les matins en se rasant, condition assez indispensable à cette ambition. Ensuite, il ne croit pas en l'homme providentiel. Et, enfin, il ne veut pas nuire à son ancienne organisation. »

Il reste qu'en juin 2024, le climat n'est plus le même qu'un an auparavant. Pour un homme qui a fait du combat contre l'extrême droite un marqueur essentiel de sa vie, l'éventuelle arrivée au pouvoir du RN est une déflagration. Pendant la campagne des européennes, parmi ceux qui échangent régulièrement avec lui, certains estiment qu'il commencerait à infléchir sa position. Maintenant qu'il est surtout question d'éviter le pire, il réfléchirait au rôle qu'il pourrait jouer.

Raphaël Glucksmann sert d'accélérateur. Le 10 juin, quelques heures avant d'être interrogé

LA CAPACITÉ D'ÉCOUTE
DE CET HOMME
DE CONSENSUS
ET SON EXPÉRIENCE
DE L'UNION
SONT DES APTITUDES
RECHERCHÉES

sur le plateau de France 2, il appelle Laurent Berger pour lui faire part de son plan. « Je vais citer ton nom comme possible premier ministre », lui dit-il. Mauvaise idée, répond l'ancien syndicaliste, sans s'y opposer non plus. Cela fait en réalité plusieurs mois que Raphaël Glucksmann y pense. Déjà, lors de la cérémonie de l'entrée au Panthéon de Misak et Mélinée Manouchian, en février, il avait fait part de l'hypothèse Berger à d'autres invités. Les contacts entre les deux hommes sont anciens et réguliers. Le représentant de Place publique voit l'ancien secrétaire général de la CFDT comme quelqu'un de central pour reconstituer les forces sociales-démocrates. Homme de consensus, il est perçu comme rassembleur. Sa capacité d'écoute et son expérience de l'union sont des aptitudes recherchées.

Pour la gauche, en manque d'incarnation, c'est aussi l'occasion de combler un vide. Ou d'évacuer un trop-plein plutôt, tant les noms des candidats pour Matignon sont légion en cas de victoire du Nouveau Front populaire (NFP) aux législatives. Parmi tous ces ambitieux, aucune figure ne parvient à se rendre incontournable. Si Jean-Luc Mélenchon tente de s'imposer, il est particulièrement rejeté à gauche. Alors la tentation de trouver un sauveur venu de l'extérieur est grande.

« Si l'on considère que la qualité première du personnage est sa densité, son image, son charisme, que l'on ajoute sa notoriété, notamment hors de la sphère politique, ainsi que son aptitude à l'union, ça fait peu de doute qu'il y a peu de gens comme lui sur le marché », souligne l'ancien conseiller social de François Hollande à l'Élysée, Michel Yahiel, qui fait partie de ceux qui défendent « cette bonne idée » depuis « très longtemps ».

« Laurent Berger a mené son organisation syndicale de manière exemplaire, il a su trouver des compromis à la fois avec le patro-

nat et les autres syndicats, notamment la CGT, ajoute le président de l'Union nationale interfédérale des œuvres et organismes privés non lucratifs sanitaires et sociaux, Daniel Goldberg. Il a mené un combat exemplaire et républicain lors de la réforme des retraites. Forcément, il coche beaucoup de cases. » Pour l'ancien député socialiste de la Seine-Saint-Denis, « vu comment la France est fracturée, notamment politiquement, on peut se dire que c'est hors du jeu politique qu'il faudra chercher quelque chose pour rassembler après le 7 juillet ».

« Crise d'incarnation »

Ce qui en dit long, aussi, sur l'état de la gauche. « Quand on appelle de ses vœux une figure hors du champ politique, c'est le reflet de la crise d'incarnation que connaît le pôle social-démocrate pro-européen depuis la fin de la période Hollande », analyse Frédéric Dabi, directeur général de l'IFOP et à la tête du pôle opinion.

Car l'hypothèse Berger circule avant tout dans la gauche hors partis. Au sein du NFP, chaque camp a déjà son ou ses candidats pour devenir premier ministre en cas de victoire. Même au sein des écologistes, où personne ne se détache, certains, en coulisses, jugent que l'idée ne tient pas debout, le personnage manquant, selon eux, d'expérience politique, alors qu'il sera nécessaire de parfaitement connaître les rouages de l'Etat pour diriger un gouvernement dans ce contexte si particulier.

Pour M. Yahiel, il n'y a pas qu'à Matignon que Laurent Berger pourrait être utile à la gauche, d'autant qu'au vu des sondages, une victoire du NFP est loin d'être acquise. « Il peut jouer un rôle en surplomb, partager son expérience de l'union. Il ferait un excellent conseiller », considère le haut fonctionnaire. Il y a fort à parier que le téléphone de Laurent Berger n'a pas fini de sonner. ■

THIBAUD MÉTAIS

Mélenchon veut Matignon, « qu'il se taise » répond Hollande

« J'ai l'intention de gouverner ce pays », a lancé le leader de La France insoumise, malgré les réticences de plusieurs personnalités de son camp

Le leader de La France insoumise (LFI), Jean-Luc Mélenchon, a affirmé samedi 22 juin qu'il était « bien évidemment » prêt à devenir premier ministre si l'alliance de gauche l'emportait aux législatives, malgré les réticences de plusieurs voix dans son camp. « J'ai l'intention de gouverner ce pays », a-t-il déclaré sur France 5, en revenant sur la nécessaire unité à gauche qui impose que ce ne soit « pas le foutoir, pas le bazar, pas l'assemblée générale permanente, le piapia des gauchistes qui passent leur temps à s'engueuler entre eux ».

Alors que le député LFI François Ruffin a affirmé que M. Mélenchon avait « raison de se mettre en retrait » et que la tête de liste du Parti socialiste (PS) aux élections européennes, Raphaël Glucksmann, a estimé que l'« insoumis » ne serait pas premier ministre, pourrait-il tout de même accéder à Matignon ? « Bien évidemment, répond M. Mélenchon. Je ne m'élime pas et je ne m'impose pas. Je pense que c'est une formule qui est

assez respectueuse du collectif. » Quant aux propos de M. Glucksmann, « il ne faut pas parler comme ça trop vite. On va discuter », insiste celui qui s'était dit, il y a dix jours, « capable » d'être premier ministre en cas de victoire du Nouveau Front populaire (NFP) constitué par LFI, le PS, le Parti communiste français (PCF) et Europe Écologie-Les Verts (EELV).

Au sein de la gauche, l'hypothèse d'une entrée de Jean-Luc Mélenchon à Matignon, en cas de victoire, est vivement rejetée. Dimanche, François Hollande a exhorté le leader des « insoumis » à

« S'IL VEUT RENDRE
SERVICE AU NOUVEAU
FRONT POPULAIRE,
IL FAUT QU'IL SE METTE
DE CÔTÉ »

FRANÇOIS HOLLANDE
ancien chef de l'Etat

« se taise » au regard du « rejet » qu'il suscite. « Si j'ai un message à faire passer, c'est que Jean-Luc Mélenchon (...) s'il veut rendre service au Nouveau Front populaire, il faut qu'il se mette de côté, qu'il se taise », a déclaré M. Hollande à quelques journalistes depuis son fief de Corrèze, où il est candidat lors de ces législatives anticipées. « Ça ne veut pas dire que je nie la sensibilité qu'il représente, a-t-il poursuivi. Mais quand il y a plus de rejet sur Jean-Luc Mélenchon que sur [Marine] Le Pen ou [Jordan] Bardella, il y a un moment où il faut avoir conscience de quel est l'intérêt général. »

Quelques heures plus tard, M. Mélenchon a répondu à M. Hollande depuis Montpellier, où il tenait meeting, en affirmant que « la popularité n'est pas du côté qu'il croit », en réaction aux huées du public quand il a mentionné le nom de l'ancien président. « Vous connaissez quel type d'homme je suis (...). Si je suis là où je me trouve, c'est parce que tout ce temps je n'ai jamais cédé »,

s'est targué l'« insoumis », paraphrasant Edmond Rostand : « Je ne renoncerai jamais à l'honneur d'être une cible, comme dit Cyrano de Bergerac. » « Pour que l'offense atteigne sa cible, il faut qu'elle parte du même niveau que celle-ci. Et ce n'est pas le cas », a encore ironisé M. Mélenchon.

« Faux et insupportable »

Samedi, ce dernier avait affirmé qu'un consensus avait été trouvé parmi les alliés de gauche pour que ce soit « le groupe parlementaire le plus important qui présente le candidat à la primature ». Le patron du PS, Olivier Faure, a cependant évoqué la nécessité d'un vote pour trancher quel serait l'éventuel premier ministre de gauche.

Et dimanche, le secrétaire national du PCF, Fabien Roussel, a déclaré qu'une éventuelle entrée à Matignon de M. Mélenchon en cas de victoire de la gauche, hypothèse que le leader « insoumis » a lui-même remis sur la table, n'avait « jamais fait l'objet d'un ac-

cord du Nouveau Front populaire ». « C'est faux et insupportable », a insisté le député sortant du Nord dans un communiqué.

D'autres que M. Mélenchon sont sur les rangs, dont la députée LFI Clémentine Autain qui a déclaré à La Tribune faire « partie de celles et ceux qui peuvent occuper cette fonction ». Quant au chef des « insoumis », « force est de constater qu'aujourd'hui il n'est pas la personnalité qui peut faire consensus, c'est factuel », a-t-elle grincé.

Ce positionnement de M. Mélenchon a fait le miel de ses opposants qui brandissent la figure de l'« insoumis » comme celle d'un épouvantail. Le patron du Rassemblement national, Jordan Bardella, a ainsi salué sur X « une clarification bienvenue : les Français savent désormais qu'ils font face au danger de la gauche la plus brutale et la plus sectaire ». « Au moins c'est clair. Voter NFP c'est voter pour Jean-Luc Mélenchon à Matignon. Et pas une tête ne dépassera », a écrit sur le même réseau social le ministre de

l'industrie, Roland Lescure, comme d'autres membres du camp présidentiel.

Par ailleurs, M. Mélenchon a estimé que les élections européennes avaient tranché en sa faveur la question de sa « divergence » idéologique avec François Ruffin, qui a, selon lui, « pris la responsabilité d'une rupture » en protestant vivement contre la décision de ne pas réinvestir d'autres élus sortants aux voix discordantes, Raquel Garrido et Alexis Corbière.

Attribuant à M. Ruffin une ligne « sociale-démocrate » qu'il a opposée à la sienne consistant à « rompre avec la logique du système », il a estimé que les résultats des européennes lui avaient donné raison. Selon lui, le « bloc social-démocrate » formé par EELV et les socialistes a perdu 440 000 voix aux européennes par rapport à 2019, alors qu'« [eux], les "insoumis", d'une élection européenne à l'autre, [ils] gagn[ent] 1 million de voix ». ■

SERVICE POLITIQUE ET AFP



A gauche, Mathieu Chevalier, directeur du Parc des Combes, et, ci-contre, Paulo Antunes, ouvrier dans l'imprimerie, au Creusot (Saône-et-Loire), le 19 juin. Ci-dessus : Bénédicte, employée dans un supermarché, et son fils Enzo, le 18 juin.

PHOTOS : CAMILLE MILLERAND/DIVERGENCE POUR « LE MONDE »

Au Creusot, on veut que « ça change »

LA TENTATION DU RN En plein redressement industriel, le territoire pourrait être emporté par l'extrême droite

REPORTAGE

LE CREUSOT (SAÔNE-ET-LOIRE) -
envoyé spécial

Dans son bureau qui donne pourtant sur des jardins et une roseraie des plus apaisants, David Marti peine à masquer sa colère froide. Ce mardi 18 juin, le maire socialiste du Creusot et président de la communauté urbaine accuse le coup. Il n'en revient toujours pas de la dissolution, « irresponsable » selon lui, de l'Assemblée nationale, décidée neuf jours plus tôt par Emmanuel Macron. Depuis l'annonce présidentielle, l'homme, en poste depuis 2016 mais élu municipal depuis 1995, n'a qu'une angoisse : que la 3^e circonscription de la Saône-et-Loire, qui englobe notamment Le Creusot, tombe entre les mains du Rassemblement national (RN). « Quand on imagine une chose comme ça, on est en colère. Oui, il y a du ras-le-bol aussi chez les élus locaux ! », explique l' élu, les traits tirés par les derniers jours de stress et de fatigue.

Le risque est réel, tant la poussée du RN est puissante dans ce département à la fois rural et fortement industrialisé. Lors des élections européennes, le parti d'extrême droite est arrivé en tête dans toutes les plus grandes communes de la Saône-et-Loire (Chalon-sur-Saône, Mâcon, Autun, Le Creusot, Montceau-les-Mines) et dans de très nombreux villages, avec des scores frôlant ou dépassant les 40 %.

Aux législatives de 2022, le RN n'avait réussi à ravir aucune des cinq circonscriptions du département, gagnées alors par trois députés macronistes, un socialiste et un élu Les Républicains. Mais, deux ans plus tard, fort de sa dynamique et de la brièveté de la campagne, le parti lepéniste entend faire de la Saône-et-Loire une terre de conquête. « Dans le

département, Jordan Bardella a réalisé 37,8 % [aux élections européennes], c'est 6 points au-dessus de sa moyenne nationale. C'est le signe que le travail que l'on a effectué depuis des années paie », explique, dans *Le Journal de Saône-et-Loire*, Aurélien Dutremble, délégué départemental du RN – il n'a pas répondu aux sollicitations du *Monde* – et candidat dans la 3^e circonscription aux élections législatives, qui « vise la gagne dans chaque circonscription ».

« Je veux que Macron perde ! »

Au Creusot, la liste menée par Jordan Bardella a réalisé 36,6 % des voix. Pas facile, pour autant, de croiser un électeur du RN dans cette ville de plus de 20 000 habitants. Dans les rues, les cafés ou les commerces, les pro-Bardella ou pro-Le Pen ne s'affichent guère. « Ici, on ne dit pas vraiment que l'on vote RN. Cela reste encore un peu caché, contrairement à d'autres endroits dans le pays », confirme le maire. Plusieurs habitants préfèrent rester anonymes. « Je ne veux pas que l'on me reconnaisse. Avec Internet, on ne sait pas comment ça peut tourner », prévient Bénédicte, 28 ans, qui se promène avec son fils Enzo, casquette de l'équipe italienne de football sur la tête. Mais cette employée de supermarché ne cache pas son

vote : « J'ai toujours voté Marine [Le Pen] depuis dix ans, je suis Bardella sur TikTok, j'espère qu'il va tenir ses promesses parce qu'on a un petit salaire et on galère. »

Pouvoir d'achat, retraite, immigration... Les mêmes mots reviennent dans la bouche de ces électeurs : « On aide trop les étrangers et pas assez les Français », « ce sont toujours les petits qui trinquent », « il y a trop d'incivilités, pas assez de respect pour la France ». Pour résumer, « il faut que ça change ». Mélanie, 32 ans, vendeuse, n'a « pas de doute » : elle choisira le RN aux législatives, « comme tout le monde ». Marie, retraitée, a passé « quarante-deux ans comme aide-soignante ». « Les services publics de la santé, ça ne va plus du tout », explique-t-elle. Voter pour le RN ? « Pourquoi pas ? », répond cette électricienne « déçue » d'Emmanuel Macron.

La déception, voire la haine, contre le chef de l'Etat est un moteur puissant chez ces électeurs, presque autant que l'envie d'« essayer autre chose ». « C'est devenu leur phrase magique », se désole André, travailleur dans le secteur social, qui votera pour le Nouveau Front populaire, mais qui voit plusieurs de ses collègues basculer vers le RN – « Ils ne le disent pas clairement, mais je le sens bien à certains mots qui leur échappent... »

« J'ai envie de voir le RN au pouvoir pour voir ce qu'ils vont faire, et surtout j'ai envie que Macron perde ! », assume Paulo Antunes, avant d'attaquer une partie de pétanque avec ses amis. Agé de 62 ans, cet ouvrier dans l'imprimerie, né au Portugal, sera à la retraite « dans deux ans, pas avant ». « Je toucherai environ 1 200 euros net de pension par mois. Vous trouvez ça normal, vous ? », demande l'homme qui ne « veut [t] pas finir aux Restos du cœur ».

A plusieurs endroits du Creusot, de grandes banderoles « Framatome recrute » – le géant du nucléaire est le premier employeur privé du département – s'affichent pourtant fièrement. Dans l'imaginaire français, Le Creusot symbolise la ville de l'industrie. C'est ici, au XIX^e siècle, que les frères Schneider, Adolphe et Eugène, ont bâti leur empire sidérurgique et mécanique : tout porte encore la trace de la puissance des deux maîtres de forges, des noms des rues aux statues sur les places.

Le Creusot a connu les difficultés économiques, carburant électoral pour l'extrême droite, dans les années 1970 et 1980, avec la désindustrialisation qui a frappé la France de l'époque. En 1984, le groupe Schneider, devenu Creusot-Loire, dépose le bilan. Un cataclysme pour la ville, avec 6 000 emplois perdus, un taux de chômage frôlant les 20 % et autant de casse sociale. Mais, quarante ans plus tard, Le Creusot a rebondi depuis longtemps et la ville « crève l'écran par sa vitalité industrielle », applaudit le magazine *L'Usine nouvelle* en mars.

Le taux de chômage est au niveau national (autour de 7 %) et « le nombre d'emplois augmente continuellement », assure David Marti. En 2023, « il y a eu plus de 4 000 offres d'emploi sur douze mois dans le bassin du Creusot, soit 37 % de plus en un an. C'est quand même significatif », plaide le maire. Le chômage reste néanmoins plus important chez les plus de 50 ans et les travailleurs non qualifiés.

Sur le terrain des valeurs

Au cœur même de la cité, on aperçoit, à côté des usines de Framatome, celles d'ArcelorMittal et de sa filiale Induteel, de Safran, de Thermodyn, qui produisent des aciers spéciaux, des pièces pour les centrales nucléaires, des disques pour les réacteurs d'avion, ou des compresseurs pour les turbines à vapeur. Que de la haute tech-

« JE SUIS BARDELLA SUR TIKTOK, J'ESPÈRE QU'IL VA TENIR SES PROMESSES PARCE QU'ON A UN PETIT SALAIRE ET ON GALÈRE »

BÉNÉDICTE
employée de supermarché

nologie industrielle, jusqu'aux start-up du XXI^e siècle, comme la société Jimmy, qui va fabriquer des miniréacteurs nucléaires.

« Au Creusot, le chômage est en baisse et les services publics fonctionnent, explique Mathieu Chevalier, directeur du Parc des Combes, un parc d'attractions installé sur les hauteurs de la ville, créé autour de l'imaginaire du chemin de fer. Dans les années 1980, Le Creusot a été une ville sinistrée, désindustrialisée. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Les salaires y sont plutôt bons grâce à l'industrie, et l'insécurité n'y est pas plus importante qu'ailleurs. »

Le quadragénaire creusotin soutient le candidat sortant aux législatives, le député Renaissance Rémy Rebeyrotte. Il veut lire les résultats dans sa ville comme l'effet d'une vague nationale, sans réel rapport avec la situation sur le territoire. « Aux européennes, les gens n'ont pas voté pour le programme du RN mais pour ou contre Macron. C'est un ras-le-bol national qui s'est traduit localement, au Creusot comme ailleurs », estime-t-il.

Quel angle d'attaque faut-il alors choisir aux législatives pour repousser la vague ? Pour le député sortant, il faut d'abord se placer sur le terrain des valeurs. « Macron a eu tort de penser que l'ex-

trême droite se combattait plus par les résultats économiques que par les valeurs. La préférence nationale est une préférence raciale. Il faut le marteler ! », assure Rémy Rebeyrotte, 58 ans, qui estime que « le RN porte atteinte à l'Etat de droit ».

Face à lui, son adversaire du Nouveau Front populaire, Richard Beninger, préfère miser sur la mobilisation des abstentionnistes – ils ont été 52,5 % aux européennes au Creusot. « Convaincre un électeur du RN de changer son vote, c'est peine perdue en si peu de temps, estime ce membre de La France insoumise, déjà candidat en 2022. Mais rallier des indécis ou des abstentionnistes, c'est possible si on leur parle de choses concrètes, des retraites, des salaires, de la gratuité des transports ou des frais scolaires. »

Le maire socialiste du Creusot, David Marti, a fait le choix de soutenir la liste du Nouveau Front populaire, alors qu'il était opposé à l'ancienne Nouvelle Union populaire écologique et sociale, et qu'il a réclamé un candidat socialiste pour la circonscription. « Je n'ai pas été entendu, mais je prends mes responsabilités. L'heure est trop grave », explique-t-il.

A 60 ans, ce politique à l'ancienne n'imagine pas « sa » ville avoir un député d'extrême droite. Et il ne cache pas son amertume contre Emmanuel Macron, plusieurs fois alerté par les élus locaux depuis sept ans. « Il y a eu les "gilets jaunes" en 2018, puis les émeutes en 2023, rappelle-t-il. A chaque fois, on a été reçus à l'Elysée pour s'entendre dire "vous êtes des héros". A chaque fois, on a fait des propositions, à chaque fois elles sont restées lettre morte. Le macronisme, depuis le début, a voulu gouverner seul en laissant de côté les élus locaux, les partenaires sociaux et le monde associatif. On voit maintenant le résultat. » ■

BASTIEN BONNEFOUS



Wauquiez espère reprendre la main sur la droite

Le président LR d’Auvergne-Rhône-Alpes veut se relancer en étant élu aux élections législatives en Haute-Loire

SAINT-PAL-DE-CHALENCON (HAUTE-LOIRE) - envoyé spécial

A Saint-Pal-de-Chalencon, le cinéma a été transformé depuis longtemps en salle communale. Laurent Wauquiez arrive dans l’ancien Rex au pas de charge mais sans jouer les vedettes américaines. Dans son fief de la Haute-Loire, sa popularité le précède et le tutoiement s’impose avec la centaine de personnes présentes lors de sa deuxième réunion publique, jeudi 20 juin, dans le cadre de la campagne des élections législatives des 30 juin et 7 juillet. Comme les autres candidats du parti Les Républicains (LR), le président de la région Auvergne-Rhône-Alpes ne met pas en avant son étiquette partisane et mise sur son ancrage local. En presque une heure et demie, l’ancien député de la 1^{re} circonscription de Haute-Loire (2004-2007 puis 2012-2017) ne mentionne pas une seule fois le nom de son parti. Dans un commentaire général, il admet « ne pas être fier du spectacle offert ces derniers jours, y compris dans [sa famille politique] ». Mais sans jamais évoquer Eric Ciotti, l’« ami » censé lui garder une place au chaud pour être le candidat de la droite à l’élection présidentielle de 2027. Le même jour, le président contesté

de LR s’affichait avec son nouvel allié, le chef du Rassemblement national (RN), Jordan Bardella, devant les dirigeants du Medef. Loin des yeux et du cœur désormais pour celui à qui Eric Ciotti donnait encore du « cher Laurent », le 5 juin, lors du dernier meeting du parti de droite pour les européennes, au Cannet (Alpes-Maritimes). Le chemin pour l’Assemblée nationale passe ce jeudi par « Saint-Pal ». La route est sinueuse, mais les locaux disent que la vue sur les monts du Forez vaut le détour. « Laurent mûrissait l’idée de se présenter aux législatives si l’opportunité devait arriver, explique son ami Brice Hortefeux. Elle est arrivée plus vite que prévu. Cela montre sa grande détermination concernant ses ambitions nationales. » L’ex-ministre de l’intérieur ne trahit aucun secret. Dans ce cas de figure, la députée sortante, Isabelle Valentin (LR), avait prévu de laisser sa place à M. Wauquiez, son suppléant.

Sortir du bois
Celui-ci file la métaphore sportive devant les jeunes joueurs du club de football local, venus baisser la moyenne d’âge de l’assistance : « Quand ça va mal pour votre équipe, pour votre pays, vous ne restez pas sur le banc de touche. J’ai considéré que vous ne pouvez pas avoir des convictions pour la

France et rester de côté, à faire des commentaires, en regardant le pays s’effaisser sans s’engager. » Avec ou sans Eric Ciotti, l’ancien ministre, aujourd’hui âgé de 49 ans, entend s’imposer comme le « candidat naturel » de la droite. Laurent Wauquiez avait prévu d’accélérer sa marche escarpée vers l’Elysée à la rentrée, pourquoi pas lors de sa traditionnelle montée annuelle du mont Mézenc, fin août. La dissolution le force à sortir du bois plus tôt et sans chaussures de randonnée. Impossible de s’échapper cette fois, sous peine de voir ses détracteurs moquer un nouveau refus d’obstacle. « Il a quitté un certain confort à la région pour retourner – s’il est élu – dans une Assemblée nationale qui risque de ressembler à un chaudron », observe Brice Hortefeux.

Mais avec quelles troupes autour de lui ? Chez Les Républicains opposés à M. Ciotti, les plus optimistes prédisent 40 députés pour le parti à l’issue des législatives, contre 61 lors de la précédente législature. Un groupe réduit à peau de chagrin, mais qui offrira à son chef de file une visibilité médiatique enviable. Le 19 juin, *Le Canard enchaîné* prête au président de région d’avoir déjà réservé le poste. « A ce stade, il met toute son énergie à déjà être élu député », balie son entourage. Chez LR, certains sont dubitatifs sur sa stratégie. Pourquoi quitter maintenant sa tour d’ivoire de la région pour prendre la tête d’un possible groupe croupion entre le camp présidentiel et le RN, allié avec les amis d’Eric Ciotti ? « C’est une très bonne chose qu’il s’engage

AVEC OU SANS ÉRIC CIOTTI, L’ANCIEN MINISTRE ENTEND S’IMPOSER COMME LE « CANDIDAT NATUREL » DE LA DROITE

pour incarner une droite républicaine et indépendante de l’extrême droite. Vu le contexte actuel, on en a besoin », juge le sénateur LR de la Haute-Loire Laurent Duplomb. Pour l’instant, M. Wauquiez a une campagne locale à mener. Et dans une commune où la liste RN a dépassé les 40 % aux européennes du 9 juin, il joue le champion

de la ruralité et met en avant son bilan à la région. « On a construit des choses en Haute-Loire et on peut s’en servir comme un guide pour le pays, dit-il. Ne pas être harcelé de normes, refuser la fatalité sur le système de santé, défendre le “made in France”, transmettre à nos enfants des repères, vivre en sécurité sur notre territoire. » M. Wauquiez veut croire qu’une majorité RN à l’issue des législatives, relative ou absolue, ouvrirait une séquence d’instabilité majeure dans le pays, et offrirait une fenêtre de tir à la droite pour apparaître comme le seul recours possible. Une façon de rester fidèle à sa prophétie répétée depuis deux ans : « En 2027, ça sera Marine Le Pen ou moi. » Mais avec peut-être Bardella à Matignon avant. ■

ALEXANDRE PEDRO

Regain de tensions en Nouvelle-Calédonie

La détention d’indépendantistes en métropole a entraîné de nouveaux heurts

NOUMÉA - correspondant


C’est le scénario du pire et il n’est désormais plus à exclure. Jusqu’ici, la contestation violente de la réforme du corps électoral était restée contenue à Nouméa et sa banlieue. Mais elle pourrait bien s’étendre aux communes de « brousse », ces immenses territoires très peu urbanisés, où les insurgés ont l’avantage du terrain. Lundi 24 juin au matin, à Poya, dans le Nord, des centaines de militants ont affronté les blindés de la gendarmerie, venus de Koné pour lever le barrage installé sur la RT1, la route stratégique qui traverse toute l’île principale. Dimanche, à Bourail dans le centre de la Grande Terre, un homme a été blessé au cours d’affrontements avec les forces de l’ordre. Dans l’archipel des Loyauté, jusqu’à maintenant épargné par la violence, la gendarmerie a été prise pour cible par des assaillants sur l’île de Maré, tandis que l’île de Lifou est désormais coupée du reste du pays, suite à un incendie volontaire qui a endommagé la piste de l’aérodrome local. Nouméa et sa banlieue, où plusieurs incendies se sont déclarés, n’ont pas été épargnées. A peine rouvertes, la grande majorité des écoles ont refermé leurs portes, lundi matin. Cette nouvelle flambée de violence est liée à l’incarcération en France de sept militants de la Cellule de coordination des actions de terrain (CCAT), placés en détention provisoire. Interpellés mercredi 19 juin, ils ont été présentés à un juge d’instruction samedi, et mis en examen pour sept chefs d’accusation, notamment pour « complicité de tentative de meur-

tre » ou encore « participation à une association de malfaiteurs en vue de la préparation d’un crime ». Dans la foulée, le juge des libertés et de la détention leur a notifié l’envoi dans des maisons d’arrêt situées en métropole, à 17 000 kilomètres de là. Tous informés de leur destination vers 2 h 30 du matin, ils ont aussitôt été transférés à l’aérodrome de Magenta, d’où ils se sont envolés pour l’Hexagone, par un vol spécialement affrété, a confirmé dimanche le procureur de la République, Yves Dupas, pour qui leur détention sur le territoire était impossible pour des questions de sécurité. « Prisonniers politiques » Une organisation qui démontre que « tout était très bien planifié, indique la CCAT dans un communiqué diffusé lundi soir. *L’Etat français et sa justice néocoloniale veulent réduire toute la mobilisation pacifique et la révolution qui s’est déclenchée le 13 mai au soir à des actes de terrorisme, afin de justifier aux yeux du monde les coups de force et les arrestations abusives* ». Le président de l’Union calédonienne, Daniel Goa, a dénoncé pour sa part « des déportations coloniales ». Un abus de langage mais qui démontre à quel point, politiquement, l’éloignement des militants de la CCAT renvoie pour les indépendantistes aux pires répressions de l’histoire néo-calédonienne. De quoi donner du grain à moudre à la CCAT qui qualifie désormais les sept militants de « prisonniers politiques ». Les sept militants incarcérés en métropole ont fait appel, la justice a désormais quinze jours pour statuer. ■


CHARLOTTE MANNEVY

Si 98,8% de nos adhérents nous renouvellent leur confiance*, c’est parce que :

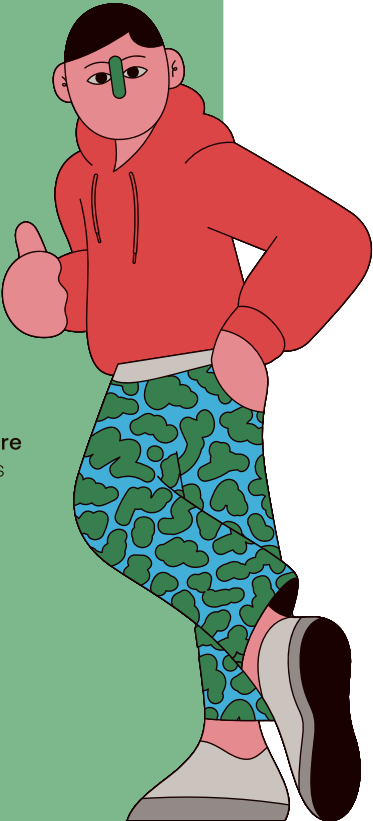
(cochez les bonnes réponses)



- ☒ Nous remboursons les soins en 72h.
- ☒ Nous gérons de manière fluide 49 000 demandes entrantes par jour.
- ☒ Basés partout en France, nos 4000 collaborateurs MGEN dédiés à la relation client sont à leur écoute.
- ☒ Selon les besoins de chacun, nous sommes disponibles à distance : téléphone, e-mail, application, espace personnel en ligne.
- ☒ Et aussi en proximité sur tout le territoire dans nos 130 agences départementales et espaces d'accueil.



On vous le prouve ici



Vous auriez raison de choisir la première mutuelle des agents du service public.**



GRUPE **vyv**

On s'engage mutuellement

*Taux de résiliation (hors contrat obligatoire) de 12%, à fin novembre 2023 (source interne MGEN). **MGEN, membre du Groupe VYV, est une mutuelle immatriculée sous le n° SIREN 775 686 399 et soumise au livre II du code de la mutualité, et la première mutuelle en cotisations santé individuelle. Classement Argus de l'assurance, oct 2023. Crédit illustrations : Camilo Hünca.



Le récit d'un « ensauvagement » de la France profite-t-il au RN ?

QUESTIONS DE CAMPAGNE Ces derniers mois, une succession de drames ont touché des jeunes, contribuant à un « climat d'opinion anxieux »

Thomas, Shanon, Nahel, Matisse, Shemseddine, Enzo : certains prénoms résonnent désormais de façon particulière dans l'inconscient collectif. Ceux d'enfants et d'adolescents qui ont perdu la vie en France ces douze derniers mois dans des circonstances tragiques, et dont les histoires, diverses, ont en commun d'avoir agité le débat public. Comme rarement, l'actualité de l'année écoulée, ouverte avec les émeutes urbaines de juin et juillet 2023, a été marquée par l'irruption de nombreux faits divers à forte charge émotionnelle. Ils ont nourri une interrogation globale sur une possible croissance de la violence, de la délinquance et de l'insécurité, notamment chez les mineurs, un thème dont le premier ministre depuis janvier, Gabriel Attal, a voulu faire

un marqueur politique. Le viol à caractère antisémite d'une fille de 12 ans à Courbevoie (Hauts-de-Seine), le 15 juin, a encore ébranlé l'espace public. Ces événements pèsent-ils dans le vote en faveur de l'extrême droite ? A cette question, il n'est pas possible d'apporter une réponse définitive. Faute de recul sur les élections européennes du 9 juin, aucun travail de recherche suffisamment vaste et sérieux n'a évidemment pu être mené. Il viendra plus tard. Restent des indices, communiqués notamment par les sondages d'opinion. D'après une étude de l'institut Ipsos, menée en ligne auprès de 9 000 personnes juste avant le scrutin, la « sécurité des biens et des personnes » n'est que le sixième sujet de préoccupation des Français, cité par 21 % des gens interrogés.

Ce résultat est en phase avec celui de la livraison, en octobre 2023, de l'enquête annuelle sur les « fractures françaises », réalisée par Ipsos-Sopra Steria pour *Le Monde*, la Fondation Jean Jaurès, le Centre de recherches politiques de Sciences Po et l'Institut Montaigne : le niveau de la délinquance était cité comme le cinquième sujet dans l'ordre des priorités, loin derrière le pouvoir d'achat mais assez proche des autres : environnement, système social, immigration.

Hausse des homicides
« Ce constat est à nuancer selon les préférences politiques. Plus les électeurs sont à droite, plus l'enjeu est important pour eux », prévient Mathieu Gallard, directeur d'études chez Ipsos. La sécurité est un facteur de mobilisation important pour les électeurs du Rassemble-

ment national (RN) et de Reconquête !. Mais elle ne se limite pas à cette seule tranche de la population, alors que le pays dans son ensemble vit dans un « climat d'opinion anxieux », selon Mathieu Gallard : « L'impression que la société est violente est partagée par tout le monde. » D'après l'enquête sur les « fractures françaises », 91 % des Français ont ce sentiment, et la part de ceux qui jugent la société « très violente » est en forte hausse, de 7 points sur un an. Ce sentiment grandissant correspond-il à une réalité objective ? Les derniers chiffres officiels du ministère de l'intérieur sur la délinquance, publiés en janvier, montrent des augmentations sur plusieurs indicateurs. En remonte continue depuis 2020 (823 cette année-là) après avoir structurellement baissé depuis des dé-

cennies, les homicides ont encore grimpé en 2023, de 5 % sur un an, pour atteindre le nombre de 1 010, tandis que les tentatives d'homicide ont presque doublé entre 2016 et 2023 (de 2 259 à 4 055). L'autre statistique inquiétante concerne les coups et blessures volontaires, dont le nombre de victimes enregistrées est en ascension depuis huit ans (227 000 en 2016, 384 100 en 2023). Cette progression est en grande partie due à celle des violences intrafamiliales, mieux traitées depuis le Grenelle des violences conjugales de 2019, mais pas seulement : les autres coups et blessures volontaires ont crû de 8 % en 2021, 13 % en 2022, 4 % en 2023. Ces chiffres sont cependant à prendre avec précaution, les critères de classification des faits pouvant évoluer avec les politiques de répression et les qualifications pénales : des actes jugés comme des coups et blessures volontaires il y a quelques années peuvent être considérés comme des tentatives d'homicide, et des infractions autrefois sanctionnées par de simples contraventions sont désormais incluses dans les délits.

Une construction politique
« Il s'est installé dans l'opinion l'idée qu'il y a une augmentation et une intensification des phénomènes de violence, mais elle n'est pas corroborée à ce stade par les données scientifiques », met en garde Antoine Jardin, ingénieur de recherche CNRS au centre de recherches sur le droit et les institutions pénales. Car les données administratives brutes ne peuvent être confrontées, pour les années les plus récentes, aux classiques enquêtes de victimation, menées par interrogation de panels représentatifs : « Sur la période 2021-2024, nous sommes dans le flou », dit ce docteur en science politique : en 2022, le ministère de l'intérieur a changé de méthodologie de recueil de témoignages. Dans une enquête pour la Fondation Jean Jaurès, en 2023, Antoine Jardin a par ailleurs analysé, avec le chercheur Julien Noble, le poids de la question sécuritaire lors de la campagne présidentielle de 2022. « A notre surprise, nous avons constaté une baisse de la préoccupation pour ce sujet au moment de l'élection, qui s'est plutôt concentrée sur des questions internationales », relève M. Jardin, qui note que cela n'a pas empêché Marine Le Pen de progresser au second tour par rapport à 2017. Pour le chercheur, cela traduit une « normalisation » du vote en faveur du RN, qui perce dans des électors moins préoccupés par la délinquance.

« L'IMPRESSION QUE LA SOCIÉTÉ EST VIOLENTE EST PARTAGÉE PAR TOUT LE MONDE »

MATHIEU GALLARD
directeur d'études
chez Ipsos

Sur la base des enquêtes de victimation qu'il connaît bien, il constate une décorrélation entre les personnes qui déclarent vivre des situations d'insécurité leur créant un sentiment de peur et celles qui se disent préoccupées par l'insécurité. Le signe, selon lui, que cette thématique prend chez les votants une dimension électorale moins par expérience personnelle que par construction politique. Spécialiste de cartographie électorale, le géographe Aurélien Delpiou partage cet avis : « Si l'on superpose la carte des votes d'extrême droite et celle de la délinquance, qui est un phénomène d'abord urbain, on trouve tout et son contraire... »

D'où vient cette construction politique ? Si elle obéit à des facteurs multiples, l'un d'entre eux est fortement monté en puissance ces trois ou quatre dernières années : le récit médiatique d'un « ensauvagement » de la société, souvent lié par ses auteurs à la question migratoire. Il est notamment porté par les médias détenus par le milliardaire Vincent Bolloré, qui a ajouté à ses chaînes C8 et CNews (passée première chaîne d'info de France en mai) d'autres puissantes caisses de résonance, la radio Europe 1 et *Le Journal du dimanche*, à la faveur de son OPA sur le groupe Lagardère en 2022. Sur ces antennes, les faits divers tragiques occupent une place prépondérante, qui n'est pas sans effet sur le débat public et le reste de l'espace médiatique. En novembre 2023, l'auteur d'extrême droite Laurent Obertone était ainsi l'invité de BFM-TV pour commenter le drame de Crépol – un adolescent de 16 ans avait été poignardé à mort lors d'un bal dans ce village de la Drôme. Il est le théoricien d'une « France Orange mécanique », expression employée – sans la reprendre à son compte – par Emmanuel Macron lors de sa conférence de presse du 12 juin. « Dès qu'il y a un fait divers, il est monté en épingle partout », constatait alors le chef de l'Etat. A son détriment électoral, sans doute. ■

JÉRÔME LEFILLIÂTRE

A Châteauroux, des faits divers et le cercle vicieux de « la peur »

Aux élections européennes, le Rassemblement national est arrivé en tête dans l'Indre, où de récentes violences nourrissent les inquiétudes

REPORTAGE

CHÂTEAUROUX - envoyé spécial

Bar, tabac, épicerie, jeux à gratter, restaurant... Le Saint-Cyran est le point névralgique de Saint-Michel-en-Brenne, un village rural de 322 habitants, dans l'Indre. Ce midi-là, la télévision de l'établissement est branchée sur M6 et un délicieux chili maison est au menu de la formule complète (14,50 euros). On se presse au comptoir en attendant qu'une place se libère dans la salle pour déjeuner. L'actualité politique rend vite les clients bavards. Pisciculteur, Jean-Claude (les personnes interrogées ont requis l'anonymat) commence par tancer « les sportifs qui s'engagent, avec les millions qu'ils gagnent, les youtubeurs, les donneurs de leçons », et explique avoir voté aux élections européennes en tant qu'« entrepreneur », en pensant aux « charges à fond les ballons » et au « prix du carburant ». Il n'est

pas clair sur le bulletin qu'il a déposé dans l'urne, mais a cette formule lorsque l'on évoque le Rassemblement national (RN) : « Il faut l'essayer pour l'adopter. » A Saint-Michel-en-Brenne, l'extrême droite, RN et Reconquête ! confondus, a réuni, le 9 juin, 62 % des suffrages. Dans l'Indre, elle est arrivée en tête dans chaque commune. Antoine et Clément, 23 ans, se sont abstenus il y a deux semaines, mais se déplaceront pour les législatives, en faveur du parti présidé par Jordan Bardella. « On n'a jamais vraiment essayé l'extrême droite », justifient-ils, un argument souvent avancé dans le café-restaurant. L'autre motif qu'ils invoquent est la montée de la délinquance, le fait, selon eux, de « jeunes récidivistes ». « Cela ne nous touchait pas avant. C'était à Paris, à Marseille. Mais c'est arrivé à un petit jeune d'ici, qui aurait pu être mon cousin », explique l'un des deux hommes, dans une allusion

à la mort récente à Châteauroux d'un garçon de 15 ans, Matisse. Fils d'un restaurateur réputé de la préfecture de l'Indre, cet adolescent a été poignardé, fin avril, par un Afghan du même âge, lors d'une bagarre. L'histoire a marqué tout le département, et Saint-Michel-en-Brenne en particulier, où vit une partie de la famille de Matisse. Elle s'inscrit dans une série inhabituelle pour la région : ces deux derniers mois, quatre homicides se sont produits à Châteauroux. Outre le décès de Matisse, il y a eu une rixe de rue, un conflit entre personnes alcoolisées ayant dégénéré et un règlement de comptes dans un quartier sur fond de trafic de drogue. Le signe, pour beaucoup, que la grande criminalité a rattrapé les villes moyennes et les zones rurales. Dans les conversations politiques au Saint-Cyran, la sécurité n'est pas forcément la première thématique évoquée – les clients parlent d'abord de pouvoir

d'achat, des aides auxquelles « les autres » ont droit et pas eux, ou de la figure honnie d'Emmanuel Macron. « Un sujet social » Mais le sujet finit toujours par tomber. « Châteauroux, ça craint maintenant, affirme Louis, ouvrier agricole. Le soir, les jeunes ne veulent plus sortir. Ils se font agresser, interpeller, racketter. Moi, quand j'y vais, c'est avec un fusil et je mets une douille. » La Brenne est un pays de chasseurs. Le même prévient, sans que l'on sache où s'arrête la forfanterie : « Si des casseurs débarquent ici, on prendra les armes. » Ses deux amis ne le contredisent pas. La discussion passe vite de la délinquance à l'immigration et à l'islam, avec des mots très durs. Le maire du village est là aussi, pour déjeuner. Guy Valet, qui ne votera « jamais pour les extrêmes », affiche son désarroi face au vote de ses administrés : « Je me pose des questions, je ne com-

prends pas. Ici, c'est calme. Mais, à la télé, on nous répète que ça va mal. » Il rappelle un fait, preuve que l'extrême droite n'est pas une fatalité : lors des élections municipales de 2020, il a été réélu avec 214 voix sur 224. Au comptoir, on trouve un seul autre client pour ne pas dire du mal du chef de l'Etat : Gary, 70 ans, vit dans le coin. Anglais, il n'a pas de carte d'électeur. Châteauroux est-elle devenue la cité du crime décrite ? Ses habitants relativisent. Présidente de l'association des commerçants, Cathie Delvallée, reconnaît qu'il existe « des incivilités, des problèmes d'amabilité ou d'alcoolisme », mais pas de quoi fuir pour autant. Elle observe néanmoins « de l'inquiétude » dans la population, notamment chez les plus âgés. « Les gens ont peur », constate le maire (ex-Les Républicains) Gil Avérous, qui pointe un cercle vicieux : « Plus ils ont peur, plus ils s'arment. Plus ils s'arment, plus ils se blessent. Au moindre problème,

certaines sortent un couteau ou une bombe lacrymo. » L'édile, qui a augmenté les effectifs de la police municipale et déployé des patrouilles canines, constate une hausse de la délinquance depuis 2022. Elle est surtout due, selon lui, aux attrouplements nocturnes et à l'usage de drogues et alcool. Un arrêté d'interdiction de la vente d'alcool dans la ville, entre 21 heures et 7 heures, vient d'être pris par la préfecture. « Quatre homicides en si peu de temps, c'est inédit à Châteauroux. D'habitude, on a un ou deux crimes par an », confirme une source officielle souhaitant rester anonyme, qui observe aussi une augmentation des délits. Comment l'expliquer ? « On a un sujet de violence, avec une facilité du passage à l'acte, à cause des toxiques ou d'une incapacité à gérer la frustration, analyse cette source. Mais c'est un sujet social, pas propre à la ville, qui n'a rien à voir avec la nationalité des auteurs ou leur milieu. » ■

JÉ. LE.

La Centrafrique, terre de conquête du Rwanda

Kigali mise sur ses investissements civils et militaires en RCA pour asseoir son rôle de puissance régionale

BANGUI - *envoyé spécial*

Depuis dix ans, le Rwanda est progressivement devenu un acteur de premier plan en République centrafricaine (RCA), que ce soit au sein de la mission de maintien de la paix de l'ONU, dans l'entourage du président, Faustin-Archange Touadéra, à la tête des antennes locales des organisations internationales ou dans le secteur privé. « *A tel point, remarque un ancien ambassadeur européen à Bangui, que l'on se dit que la RCA est une forme de laboratoire de la politique d'influence rwandaise en Afrique.* »

Une politique, marque de fabrique du président rwandais Kagame, qui a lancé samedi 22 juin sa campagne pour sa réélection – assurée – à un quatrième mandat. Elle lui permet de se rendre incontournable, notamment auprès des Occidentaux. Au Mozambique, l'autre pays où les militaires rwandais sont déployés, leurs 2500 hommes sont chargés de sécuriser le Cabo Delgado (Nord), où se trouve un énorme projet de l'entreprise TotalEnergies.

En Centrafrique, c'est en 2013 que le Rwanda apparaît sur le devant de la scène. Quelques mois auparavant, les guérilleros de la Séléka, une coalition rebelle venait de s'emparer d'un pouvoir en déliquescence. Huit cent cinquante militaires des Forces de défense du Rwanda avaient débarqué dans la foulée à Bangui, au sein de la Mission internationale de soutien à la Centrafrique de l'Union africaine qui, en 2014, s'est muée en une mission de l'ONU : la Minusca.

Cette mission de la paix, la plus importante au monde en termes d'effectifs, est devenue progressivement « rwando-dépendante ». Kigali est très largement son premier contributeur. Au 31 mars 2024, le Rwanda fournissait environ 2100 soldats, 30 officiers et plus 700 policiers à la Minusca. Soit, au total, près de 20 % des casques bleus et policiers des Nations unies en RCA.

Le retrait de la France

« *Le contingent rwandais de la Minusca est l'un des rares à avoir la discipline et le professionnalisme requis pour se voir confier des missions très sensibles ou nécessitant des combats* », peut-on lire dans le rapport du think tank International Crisis Group, daté du 7 juillet 2023, consacré au « rôle croissant du Rwanda en République centrafricaine ». Depuis 2015, des casques bleus rwandais assurent ainsi la protection de personnalités politiques dont le chef de l'Etat, Faustin-Archange Touadéra. « *La capacité des Rwandais à se projeter militairement est intéressante et rare en Afrique* », souligne-t-on à l'Elysée.

Cette appréciation de l'efficacité rwandaise n'est sans doute pas étrangère au lobbying exercé par Paris pour porter une Rwandaise, Valentine Rugwabiza, à la tête de la Minusca, en 2021. Un ancien ambassadeur européen à Bangui est formel : « *Ce fut sur une proposition de la France au Conseil de sécurité de l'ONU* ».

Le précédent chef de la Minusca (2019-2022), le Sénégalais Mankeur Ndiaye, avait quitté son poste en étant accusé par Bangui de passivité. Plusieurs observateurs confirment que les casques bleus, pas seulement rwandais, ont adopté une attitude plus offensive depuis l'arrivée de la nouvelle cheffe de mission.

L'empire sécuritaire rwandaise ne se limite pas à la mission onusienne. En octobre 2019, Paul Kagame, alors en visite à Bangui, et son homologue centrafricain, Faustin-Archange Touadéra, si-

gnaient un accord de coopération militaire dont le contenu demeure secret. Le contexte, lui, est connu : à ce moment-là, la Centrafrique était à nouveau au bord de l'implosion. Depuis sa première élection en 2016 – il a été réélu cinq ans plus tard –, le chef de l'Etat centrafricain cherchait du soutien à l'étranger pour éradiquer la menace des groupes armés issus de la crise de 2013 qui contrôlaient encore l'essentiel du territoire. Sollicitée, la France avait refusé. Pire, aux yeux de Bangui, en 2016, Paris avait mis un terme à l'opération « Sangaris » déployée trois ans plus tôt et rappelé ses derniers soldats. En revanche, le Rwanda ainsi que la Russie, avec l'aval du Conseil de sécurité de l'ONU, ont répondu favorablement à l'appel du président centrafricain.

Aussi, en décembre 2020, alors qu'une énième rébellion, emmenée cette fois-ci par l'ancien prési-

Les hommes de Moscou et de Kigali cohabitent pacifiquement en Centrafrique, où ils n'exploitent pas les mêmes minerais

dent François Bozizé, menace Bangui, le Rwanda avertit l'ONU qu'il envoie « *un bataillon d'infanterie équipé d'un armement intégral pour prêter main-forte aux soldats de la paix rwandais en cas d'attaque et pour aider les autorités centrafricaines à garantir le déroulement pacifique des élections prévues le 27 décembre* ». Cette intervention est décisive pour sauver la capitale, dans un premier temps. « *Après l'échec de la prise de*

Bangui, le 12 janvier, les FACA [forces armées centrafricaines] épaulées par des instructeurs russes et des forces rwandaises ont lancé une contre-offensive et repris progressivement les principales villes aux rebelles », notent les experts du comité des sanctions des Nations unies pour la RCA dans leur rapport de juin 2021. Le Rwanda poursuit sur sa lancée en prenant, avec l'Ouganda, la tête d'une initiative qui aboutit le 16 septembre 2021 à l'adoption de la feuille de route de Luanda, ponctuée par l'adoption d'un cessez-le-feu unilatéral puis l'ouverture de négociations avec les groupes armés.

« Contrepartie évidente »

« *Le président [Touadéra] n'a pas oublié ce qu'il doit au Rwanda* », confie l'un de ses conseillers. Kigali non plus. « *Il y a une contrepartie économique évidente* », affirme l'ex-présidente de la Cour constitutionnelle centrafricaine

Danièle Darlan. La Russie et sa société privée de sécurité, anciennement Wagner, se nourrissent également sur la bête centrafricaine en échange de leur protection, mais les hommes de Moscou et Kigali cohabitent pacifiquement en Centrafrique, tant sur le plan sécuritaire qu'économique, où ils n'exploitent pas les mêmes minerais (diamant, or, bois pour les premiers ; terres rares pour les seconds).

La présence rwandaise comporte aussi sa dose d'opacité. En août 2021, une série d'accords économiques ont été signés entre les ministres chargés de l'agriculture, des mines et de l'énergie. « *De nouveaux accords devraient être conclus cette année* », affirme Pascal Bida Koyagbé, ministre centrafricain des grands travaux et des investissements stratégiques. Il décrit « *un partenariat durable et une coopération constructive* », notamment pour le renfor-

cement des institutions étatiques. Selon lui, parmi les nouveaux projets figurerait « *l'installation d'une succursale d'un établissement bancaire rwandais, qui permettrait de fluidifier leurs investissements dans le pays* ».

Prospection des terres rares

Dans la région du Lobaye, selon plusieurs sources, des filiales de la holding Crystal Ventures, le bras financier du Front patriotique rwandais, le parti de Paul Kagame, s'intéressent au secteur minier. « *Ils prospectent les terres rares, sous la protection de soldats rwandais déployés en RCA, comme la plupart de leurs gros investissements* », affirme un homme d'affaires centrafricain. « *Ils laissent aux Russes l'exploitation de l'or et du diamant* », précise un banquier étranger.

Alors que les petits commerces, tenus par d'anciens casques bleus rwandais, fleurissent dans Bangui, certains Centrafricains dénoncent une concurrence déloyale. « *A cause du chômage dans leur pays d'origine, les Rwandais sont incités à trouver des emplois et à investir ailleurs. Nous leur accordons des avantages, notamment des exemptions fiscales et un accès aux crédits* », reconnaît Pascal Bida Koyagbé.

Les principaux griefs portent sur l'accès aux terres arables, légalement inaccessibles aux étrangers. Le foncier est un point de crispation majeur dans le pays. Il a nourri les frustrations communautaires à l'origine de la crise de 2013. Pourtant, plusieurs dizaines de milliers d'hectares – 40 000 selon une bonne source – auraient été allouées à des Rwandais à Damara, fief du président Touadéra. « *Notre pays compte 45 millions d'hectares de terres arables pour 6 millions d'habitants, suffisamment pour tout le monde* », tranche le ministre des investissements stratégiques. « *Le chef de l'Etat leur est redevable pour sa sécurité, il leur accorde ce qu'ils veulent, mais les Centrafricains n'en voient pas les retombées, ni l'Etat les recettes fiscales* », critique Danièle Darlan. ■

CHRISTOPHE CHÂTELOT



Les forces rwandaises de maintien de la paix de la Minusca patrouillent à l'extérieur de Bangui, le 23 janvier 2021. ADRIENNE SURPRENANT/AP

Kigali parvient à torpiller la nomination d'un représentant de l'UE

À BRUXELLES, l'affaire embarrasse au plus haut point. Alors que le chef de la diplomatie européenne, Josep Borrell, devait nommer mi-juin son premier représentant spécial pour la région des Grands Lacs, qui réunit le Rwanda, le Burundi et la République démocratique du Congo (RDC), il vient de décider de prolonger la procédure de recrutement jusqu'au 5 juillet. Le sujet doit être abordé lors du conseil des ministres des affaires étrangères européens qui se tient lundi 23 juin à Luxembourg.

Au printemps, deux candidats avaient été auditionnés : Pekka Haavisto, ex-ministre finlandais des affaires étrangères, non francophone, qui a fini par se désister. Restait le Belge Bernard Quintin, ex-directeur Afrique du service diplomatique européen, qui faisait l'unanimité des Etats membres. Il ne sera pourtant pas non plus le prochain envoyé spécial dans la région.

Paul Kagame, le président rwandais, n'a pas attendu de voir Emmanuel Macron, jeudi 20 juin. Dès la fin avril, lors d'un entretien téléphonique, il a dit à son homologue français son opposition à ce choix, selon le média *Africa Intelligence*. A la suite de cet échange, Paris, mais également d'autres

pays comme la Suède ou le Danemark, ont fait savoir qu'avant toute nomination d'un envoyé spécial, il fallait s'assurer de sa bonne réception dans les pays de la région.

« *Si l'on veut qu'un tel représentant soit efficace, il faut qu'il puisse parler à tout le monde. Si un pays s'y oppose, cet envoyé spécial européen sera affaibli* », résume une source diplomatique. Alors que les ambassadeurs doivent soumettre leurs lettres de créance à l'Etat hôte, la procédure est plus floue pour un envoyé spécial. Théoriquement, un pays tiers n'a pas voix au chapitre.

« Cette procédure a été une disgrâce »

La Belgique, historiquement proche de la République démocratique du Congo, où le Rwanda est militairement engagé auprès des rebelles du M23 qui déstabilisent l'est de la RDC, paie ses mauvaises relations avec Kigali. En 2023, le royaume avait refusé l'agrément de Vincent Karega, choisi par Kigali pour être ambassadeur à Bruxelles.

Un diplomate belge n'aurait pas dû être présélectionné pour une telle fonction, estime-t-on à Bruxelles. Plusieurs Etats membres ont ainsi réclamé un profil plus neutre. Reste un sentiment d'humiliation

pour l'Europe, de se faire dicter la marche à suivre par le Rwanda, déjà coutumier des ingérences, comme l'a montré l'enquête « Rwanda Classified » du *Monde* et de Forbidden Stories en mai.

« *Le choix de M. Quintin par le panel de sélection était unanime et était connu de très peu de personnes*, confie un diplomate. Comment M. Kagame l'a-t-il appris ? Que le Rwanda fasse ensuite pression pour éviter la nomination d'un envoyé spécial dans la région, c'est son droit, mais il n'aurait jamais dû être informé si tôt de cette nomination. »

« *Cette procédure a été une disgrâce* », peste un autre diplomate. « *Laisser un pays tiers nous dicter notre conduite envoie un très mauvais message. Un tel processus de recrutement ne peut pas se reproduire. Ce n'est pas possible* », renchérit une troisième source qui appelle à la nomination d'un nouvel envoyé spécial le plus vite possible.

« *Avec le Rwanda, vous avez deux options : soit vous vous opposez et vous vous faites respecter, soit vous cédez, et vous vous faites marcher sur les pieds*, relève un diplomate. *L'Europe a choisi la pire option.* » ■

PHILIPPE JACQUÉ
(BRUXELLES, CORRESPONDANT)

En Israël, un hôpital au service des « revenants »

Un établissement proche de Tel-Aviv prend en charge d'anciens otages du Hamas. Rencontre avec des médecins et un proche d'un jeune Israélien libéré le 8 juin

REPORTAGE

JÉRUSALEM - correspondance

Le samedi 8 juin a été un jour où tout s'est mêlé. Vie et mort. Joie et deuil. Euphorie et désespoir. « J'ai reçu un appel de l'officier qui assurait la liaison avec l'armée. Il m'a dit en criant que mon neveu était libéré. Cinq minutes plus tard, nous étions en route pour l'hôpital Sheba », près de Tel-Aviv, se souvient Aviram Meir, l'oncle d'Almog Meir Jan, kidnappé lors du festival de musique électronique Nova qui, ce 7 octobre 2023, s'achevait au moment où le Hamas commençait le pire massacre de l'histoire d'Israël. Quelque 1200 Israéliens ont été tués ce jour-là. Almog, un jeune homme de taille moyenne, l'air timide sur les photos, devait commencer le lendemain un nouveau travail dans le secteur des nouvelles technologies, après avoir effectué son service militaire.

Pour le jeune otage de 21 ans, désormais hospitalisé à l'hôpital Sheba, près de Tel-Aviv, qui accueille les anciens captifs, les deux premiers mois furent les plus difficiles. Il a été emmené de cache en cache. La nourriture était rare. Mais il n'était pas seul : deux autres otages ont partagé avec lui ses huit mois de détention : Shlomi Ziv, 41 ans, et Andreï Kozlov, 27 ans, israélo-russe. Deux agents de sécurité du festival. Les trois hommes ont ensuite été installés au premier étage d'une maison d'un quartier de Nousseirat, camp de réfugiés situé au centre de l'enclave de Gaza qui s'est transformé en ville de près de 100 000 habitants. La demeure appartenait à Ahmad Al-Jamal, un notable proche du Hamas. Les otages ont passé six mois dans une chambre aux rideaux fermés, surveillés en permanence par des gardes armés – « entre deux et cinq », selon Aviram Meir. A partir de ce moment, leur sort s'est quelque peu amélioré. « Ils n'ont plus souffert de la faim », ajoute l'oncle.

Les Israéliens pouvaient échanger entre eux. Une famille vivait au rez-de-chaussée de la maison. Ils ne l'ont jamais vue, mais l'ont entendue. Ils ont identifié les voix de cinq enfants. Le reste du temps, ils jouaient aux cartes et se donnaient des cours de langue. Andreï apprenait l'hébreu et enseignait le russe ; Shlomi, le plus âgé à 41 ans, était celui qui pratiquait le mieux l'arabe.

« INVENTER UNE NOUVELLE MÉDECINE »

Les gardes ont exercé une pression mentale et physique sur les détenus, mais Aviram Meir n'entre pas dans les détails : « On ne lui a pas demandé comment ça s'était passé. Les médecins nous ont demandé de ne pas le faire. » Les moments les plus traumatisants de cette expérience ressortiront – peut-être – dans plusieurs semaines ou plusieurs années. Le *Wall Street Journal* a évoqué des punitions telles qu'être enfermé dans une chambre isolée ou être recouvert par plusieurs matelas pendant de fortes chaleurs.

Tout juste l'oncle reconnaît-il que les géoliers avaient leurs « moments » : « Les otages ne savaient jamais dans quelle humeur ils se réveillaient. » Son neveu semble avoir été maintenu dans l'ignorance sur la situation en Israël. Mais, un jour qu'il passait devant la chambre des gardes vissés devant Al-Jazira, Almog a vu son portrait brandi lors d'une manifestation. « Il a compris qu'il n'était pas oublié. Ça lui a donné des forces », dit son oncle. Aviram Meir, 58 ans, travaillait dans l'événementiel. Depuis le 7 octobre, cet homme réservé se consacre à la cause des otages. Sa mère, survivante de la Shoah, et son père, originaire de Turquie, sont toujours vivants, à respectivement 84 et 88 ans : « Ça fait beaucoup d'épreuves pour une même famille... »

Le 8 juin, l'armée israélienne a lancé une opération planifiée durant de longues semaines : libérer les trois otages, ainsi que Noa Argamani, 26 ans, une jeune femme également présente au festival, rendue célèbre par la vidéo déchirante de son enlèvement par des hommes armés à moto. Le raid a été mené en plein jour à Nousseirat, au cœur de la zone résidentielle, à proximité d'un marché. Il a tourné au cauchemar. L'un des véhicules est tombé en panne. La zone a été bombardée par de multiples frappes aériennes. Si l'opération a permis de sauver la vie des otages, plus de 270 Palestiniens ont été tués dans les combats, selon le ministère de la santé local. Et un soldat israélien, Arnon Zamora, a été grièvement blessé lors de l'intervention, avant de succomber à ses blessures.

Les otages ont été transférés à l'hôpital Sheba, le plus grand du pays, non loin de Tel-Aviv, considéré comme l'un des meilleurs au monde. C'est ici que, dès les premiers jours de la guerre, les médecins se sont préparés à recevoir les captifs du Hamas. « Le 7 octobre est probablement le plus grave traumatisme vécu par Israël depuis sa fondation – et nous en avons eu un certain nombre. En tant que personnel médical, nous avons pensé que les otages finiraient par être libérés. Nous avons commencé à nous préparer, de notre propre initiative. Et nous avons compris que nous serions appelés à inventer une nouvelle médecine », raconte la docteure Noya Shilo.

Cheveux poivre et sel, 45 ans, elle parle d'une voix claire, qui porte un discours précis. Cette spécialiste en médecine interne à l'hôpital Sheba anime aussi un podcast, conversations à cœur ouvert entre professionnels de santé, sur l'expérience humaine d'être médecin, écouté non seulement en Israël, mais aussi dans le monde arabe – Cisjordanie et bande de Gaza comprises. Depuis le 7 octobre, le podcast est consacré au conflit, sous le titre « Parler de guerre et de guérison ».

Noya Shilo fait partie de l'équipe qui a conçu le service de réception des « otages revenants », un projet qui s'inscrit sur le long terme. Elle en est même la responsable médicale. Elle utilise plus volontiers l'expression « revenants », car ceux qui sont sortis de détention ne sont plus considérés comme otages. Parmi les 116 captifs israéliens libérés, 36 sont passés par ce service, le plus grand nombre reçu parmi les autres hôpitaux.

Les responsables de l'équipe n'ont pas contacté d'homologues ayant pu travailler sur des situations similaires, comme les enlèvements massifs en Irak par l'organisation Etat islamique, au Nigeria par Boko Haram ou encore en Colombie par les FARC... « Nous étions convaincus que nous gérerions cela du mieux que nous pouvions », estime M^{me} Shilo.

Pour mieux se préparer, l'équipe s'est entraînée. L'hôpital Sheba dispose d'un centre de simulation fondé en 2001 par le professeur Amitai Ziv, ancien pilote de chasse et instructeur, devenu l'un des responsables de l'établissement. Pour se préparer à accueillir les otages, l'équipe médicale a élaboré des scénarios et les a joués avec des acteurs professionnels. La docteure Ronit Wachsberg-Lachma-

novich, responsable du service psychologique de l'hôpital, spécialiste en réadaptation, a préparé quelques simulations : « Je voulais que l'équipe se sente la plus en confiance possible dans des situations dont on ignorait tout. J'ai écrit des scènes totalement imaginaires, mais qu'on a réellement vues après coup, comme des enfants qui avaient été mis ensemble [par leurs ravisseurs] et sont arrivés sans leur mère biologique ou des personnes âgées qui étaient désorientées. »

Simulations et premiers retours d'expérience ont permis de construire peu à peu une réponse adéquate pour mieux accueillir les revenants. Le service ressemble moins à un hôpital qu'à une maison. On y trouve des chaussons, des serviettes, de petites décorations et un petit restaurant où un chef prépare les plats que souhaitent les anciens captifs. « Ces gens ne sont pas des soldats qui savent qu'ils peuvent être capturés. Ce sont des civils – des femmes, des enfants, des personnes âgées. On veut qu'ils se sentent chez eux », reprend la docteure Shilo.

UNE IDENTITÉ À RECRÉER

L'arrivée des ex-otages constitue un moment décisif. Sur la porte du service, il est écrit : « Bienvenue aux revenants. » « Nous essayons d'être aussi doux, sensibles et flexibles que possible. Je me présente, je leur demande s'ils ont besoin de quoi que ce soit. Je ne leur pose aucune question intrusive. Je les laisse être avec leur famille, leurs amis. Nous utilisons notre intuition clinique en les observant : leur couleur, leur façon de respirer, de marcher, de parler. Eventuellement leurs gémissements », explique M^{me} Shilo. Les médecins sont prêts à intervenir en cas d'urgence.

Les épreuves subies en détention sont de trois ordres, selon elle. D'abord, celles suscitées par l'enlèvement lui-même : « Le 7 octobre a été un épisode très violent. Il y a eu des blessures par balles, des brûlures. Nombre d'entre eux ont vu leurs maisons détruites, leurs proches tués. » Ensuite, les maladies causées par la captivité, le manque d'exercice, de lumière, de nourriture, voire d'air, ajouté au stress d'être gardé et menacé par des hommes armés. Enfin, pour les personnes âgées en particulier, les maladies chroniques qui n'ont pas été traitées. « Ils ont été maintenus en captivité en tant que civils par des terroristes pendant près de neuf mois. Ils ont eu peur pour leur vie. Ils ont subi des maltraitances. Quotidiennement », insiste M^{me} Shilo.

Revenir de ces épreuves demande un accompagnement attentif, insiste la docteure Lachmanovich : « Au début, c'est comme des premiers pas d'enfant dans le monde, avec des choses très simples, comme manger, parler... »

La reprise de contact avec le réel s'opère « très graduellement », pour Noya Shilo : « Les terroristes du Hamas ont beaucoup désinformé les otages, en espérant casser leur moral, en leur disant qu'Israël les avait abandon-



« LES REVENANTS ONT ÉTÉ EN QUELQUE SORTE KIDNAPPÉS DEUX FOIS. IMAGINEZ LA CULPABILITÉ DE CELUI QUI SENT QUE, POUR RENTRER CHEZ LUI, QUELQU'UN A ÉTÉ TUÉ »

NOYA SHILO
spécialiste en médecine interne à l'hôpital Sheba

nés, que l'Etat avait été annihilé. Certains revenants ignorent que leur kibboutz a été détruit, que des membres de leur famille ont été tués. Ils n'ont aucune idée de l'ampleur de la guerre. Je leur dis que beaucoup de mauvaises choses sont arrivées. Et de bonnes choses, aussi. »

Les informations s'entremêlent, les émotions aussi. Quand Almog Meir Jan est revenu de captivité, il a sauté dans les bras de ses proches. Puis il a demandé des nouvelles de l'ami qui était présent avec lui au festival. Celui-ci avait été assassiné. Drame supplémentaire : son père était mort le matin même de sa libération. Il n'a pas vu le retour de son fils. « [Il] est mort de tristesse et il n'a pas vu le retour d'Almog. Il ne pouvait plus supporter cela, chaque tentative d'accord [avec le Hamas pour libérer les otages] qui s'écroulait brisait son cœur », a affirmé sa sœur à la radio publique Kan Bet.

Alors que le jeune homme était pris entre la joie du retour et la douleur de la perte des siens, dans la chambre à côté, on se réjouissait. Le père de son camarade de captivité, Andreï Kozlov, fêtait bruyamment son anniversaire. Dans le même bâtiment, quelques salles plus loin, le soldat Arnon Zamora, touché lors du raid du 8 juin, décédait de ses blessures. « Etre dans le service n'est pas une expérience heureuse. C'est une expérience intense », tranche Ronit Wachsberg-Lachmanovich.

Les revenants refont leurs premiers pas dans le monde réel mais aussi virtuel. Une large part de leur identité a, en effet, été effacée par les autorités pour des raisons de sécurité. « Almog n'avait plus de compte bancaire, de carte d'identité, de téléphone... Ses mots de passe ont été changés, ses profils sur les réseaux sociaux effacés. On l'a enlevé de la vie », raconte Aviram Meir. Les services administratifs sont présents à l'hôpital pour refaire tous les documents. Les ex-otages sont accompagnés lors de la réouverture de leurs comptes Facebook, Instagram, où certains messages et commentaires peuvent être très violents.

RETROUVER UNE FORME DE ROUTINE

Les revenants doivent aussi retrouver leur capacité à faire preuve de volonté, alors que, pendant plusieurs mois, leurs géoliers décidaient de tout. Là encore, c'est comme rééduquer un muscle atrophie : « Ils choisissent ce qu'ils veulent manger, quand ils veulent dormir, où ils veulent être, avec qui, quand ils veulent faire leurs analyses de sang, quand ils veulent rentrer à la maison et, pour ceux qui ne le peuvent pas, s'ils veulent aller à l'hôtel ou louer un appartement », décrit la docteure Shilo.

« Almog a dressé toute une liste de films à voir », dit en souriant son oncle. Une fois les examens effectués et les premiers jours passés, médecins comme revenants veulent en général retrouver le plus vite possible une forme de routine. Mais le suivi ne s'arrête pas. L'équipe de la docteure Shilo a créé la « clinique des revenants », qui permet de les

POUR SE PRÉPARER À ACCUEILLIR LES OTAGES, L'ÉQUIPE MÉDICALE A ÉLABORÉ DES SCÉNARIOS ET S'EST ENTRAÎNÉE AVEC DES ACTEURS



Aviram Meir, oncle d'Almog Meir Jan, otage du Hamas libéré le 8 juin. A la Knesset, le 17 juin, avec des membres du Forum des familles d'otages.

LUCIEN LUNG/RIVA PRESS
POUR « LE MONDE »

suivre sur le long terme : « *Nous n'avons pas beaucoup d'expériences avec les otages civils, mais nous savons que beaucoup de choses peuvent ressortir des années plus tard et qu'il y a un risque qu'ils développent toutes sortes de maladies, auto-immunes, cancers, etc.* »

Il est pour le moment impossible de prédire comment seront surmontées ces épreuves, reconnaît Ronit Wachsborg-Lachmanovich : « *Cela dépend des ressources émotionnelles, des caractéristiques des personnes, des circonstances de la détention...* » « *A présent, Almog est très calme. Il veut être seul, faire ce qu'il a à faire. C'est étrange, il parle à voix très basse, à peine plus fort qu'un chuchotement* », constate son oncle. « *Retrouver la vie prendra du temps* », analyse M^{me} Lachmanovich.

Pour la docteure Shilo, les circonstances de la libération sont au moins aussi importantes que celles de la capture : « *Les revenants libérés dans le cadre de mission de sauvetage militaire ont été en quelque sorte kidnappés deux fois. Il faut le prendre en compte. C'est très différent de sortir dans le cadre d'un accord diplomatique, sans que personne ne soit blessé, sans fusillade... Imaginez la culpabilité de celui qui sent que, pour rentrer chez lui, quelqu'un a été tué. La dissonance est très difficile à gérer. C'est comme des cris de bonheur et des cris de douleur et de deuil dans le même lieu.* » Le lendemain de la libération, le père du revenant Shlomi Ziv s'est rendu aux funérailles du soldat israélien tué lors de l'intervention, avec des couronnes de fleurs indiquant qu'elles venaient des familles des otages secourus.

De ces traumatismes peuvent sourdre des sentiments de haine et de colère, envers les Hamas, les Palestiniens, mais aussi le gouvernement israélien. « *Certains revenants ont un nouveau point de vue sur la situation parce que ce sont des Israéliens qui ont passé plusieurs mois à Gaza. Ils ont échangé avec des terroristes du Hamas. Et ils ont vu des choses d'un point de vue qu'aucun d'entre nous ne possède – parce qu'ils y étaient. J'ai entendu des choses qui m'ont surprise et donné une petite lueur d'espoir. Ces personnes pourraient être un pont. C'était très inspirant pour moi de voir comment, dans les pires conditions de captivité, certains arrivent toujours à voir l'humain de l'autre côté* », explique Noya Shilo.

Le chemin est encore long, pour les revenants, pour les Israéliens, pour les Palestiniens, alors que se poursuit une guerre, sans perspective de victoire à court et moyen terme, pour quelque camp que ce soit. Quelque 120 otages sont encore aux mains du Hamas, dont la moitié sont encore présumés vivants, de source israélienne. Malgré ses paroles d'espoir, la docteure Shilo rappelle l'importance de sortir de cette crise : « *Tant que les otages ne reviendront pas tous, il manquera quelque chose à notre pays. Et ce n'est pas une menace pour Israël. C'est une menace pour le monde libre.* » ■

SAMUEL FOREY

Attentats au Daghestan contre des églises et des synagogues

Des attaques simultanées dans deux villes de cette république du Caucase russe, à majorité musulmane, ont fait plusieurs victimes

Trois mois après l'attaque sanglante contre le Crocus City Hall – 145 morts dans une salle de concert moscovite le 22 mars –, la Russie a été à nouveau la cible d'un attentat terroriste d'ampleur, dimanche 23 juin. Plusieurs églises et synagogues ont cette fois été visées, lors d'attaques qui se sont déroulées en plusieurs points du Daghestan, République du Caucase russe d'environ 3 millions d'habitants, à majorité musulmane, théâtre ces derniers mois de campagnes antijuives.

Signe de la violence de ces actions armées, les autorités annonçaient lundi matin la mort de « *plus de quinze policiers* ». Le nombre de victimes civiles, « *plusieurs* » selon le gouverneur régional, quatre selon le Comité d'enquête, est encore incertain. Deux ont été identifiées : le gardien d'une église orthodoxe de Makhatchkala, la capitale régionale, et un prêtre qui servait dans l'église de l'Intercession de la Vierge, à Derbent, ville du sud de la région qui s'enorgueillit d'une cohabitation multiséculaire entre les trois grands monothéismes.

Selon les premiers témoignages, le père Nikolaï, 66 ans, aurait eu la gorge tranchée à l'arme blanche alors qu'il préparait l'office de la Sainte Trinité, l'équivalent orthodoxe de la Pentecôte. Ce prêtre était en fonctions depuis quarante ans à Derbent, et entretenait de bonnes relations avec les religieux musulmans. Selon le journaliste Vladimir Sevrinovski, spécialiste de la région, il s'était engagé auprès d'eux à refuser d'éventuelles demandes de conversion émanant de musulmans.

Le caractère coordonné de l'attaque, qui n'a, lundi matin, fait l'objet d'encore aucune revendication, ne fait pas de doute. Des fusillades ont retenti de manière simultanée dans ces deux villes de Makhatchkala et Derbent, aux alentours de 18 heures, heure locale. A Derbent, les assaillants ont d'abord attaqué l'église, non loin de laquelle une première fusillade a éclaté avec la police, avant de rejoindre la synagogue historique du centre. Un incendie s'est déclaré dans la salle de prière attenante avant de s'étendre au bâtiment principal. Des tirs ont été entendus dans la ville jusque tard dans la soirée.

A Makhatchkala, il semble que les assaillants aient d'abord tenté d'attaquer la synagogue. Des images filmées par des témoins ont montré plusieurs d'entre eux, visage découvert, tirant à l'arme automatique sur un barrage policier installé à proximité de l'édifice religieux, dans la rue Ermochkina. Deux d'entre eux ont pu être identifiés comme les fils du chef du district de Sergokala, dans le centre du Daghestan. Un ancien champion de MMA, sport de combat très pratiqué dans la région, aurait également été identifié.

La mort du gardien de la synagogue, annoncée dans le premier temps, n'a pas été confirmée, pas

plus que l'incendie du bâtiment ; des numéros de sourates du Coran faisant référence à la conversion des juifs et des chrétiens ont été tagués sur le bâtiment. Les terroristes ont ensuite tenté d'attaquer une église, avant de se retrancher dans un bâtiment voisin, où une fusillade a retenti pendant plus d'une heure.

Du côté des terroristes, la mort de cinq ou six individus a été annoncée, selon les sources. Deux autres auraient été arrêtés sur une plage de Makhatchkala. Vu l'intensité des fusillades, ces chiffres, modestes, laissent penser que tous les participants à l'attaque n'ont pas été neutralisés. Lundi matin, les autorités indiquaient d'ailleurs que si « *la phase militaire active de l'opération antiterroriste* » était achevée, des opérations de recherche se poursuivaient.

Dans la soirée, une voiture de police a été mitraillée dans le village de Sergokala, à mi-distance des deux villes de Derbent et Makhatchkala. Une fusillade meurtrière a également eu lieu dimanche à la frontière avec l'Abkhazie, région annexée à la Géorgie, à plusieurs centaines de kilomètres de là, sans qu'un lien ne soit établi entre ces événements.

Des armes «étrangères»

Dès dimanche, certains responsables commençaient à accuser l'Ukraine et les Occidentaux, dans un réflexe désormais pavlovien et qui rappelle les accusations portées par Moscou dans le cas du Crocus City Hall. Le député du Daghestan à la Douma fédérale, Abdoulkhakim Gadjeiev, a notamment assuré que les assaillants de Makhatchkala et Derbent avaient « *un lien avec les services secrets de l'Ukraine et des pays de l'OTAN* ».

Sans aller – encore – jusque-là, les agences d'information officielles évoquaient l'implication d'une « *organisation terroriste internationale* » et notaient que des armes « *étrangères* » avaient été utilisées – selon certaines sources, des fusils d'assaut AR-15 de conception américaine, souvent impliqués dans les tueries de masse aux Etats-Unis.

Dans une intervention vidéo diffusée lundi matin, le gouverneur régional, Sergueï Melnikov, a évoqué des attaques « *préparées y compris depuis l'étranger* » et établi un lien, peu clair, avec la guerre en Ukraine. Celle-ci « *arrive dans nos maisons* », a indiqué M. Melnikov dans cette adresse de six minutes qui rappelait la fête de la Sainte Trinité mais omettait de mentionner le sort des juifs ou les attaques contre les synagogues.

Dans le cas du Crocus City Hall, les accusations contre Kiev, puis contre les Occidentaux, avaient été immédiates, portées en particulier par Vladimir Poutine. Le 11 juin, le chef du FSB (le renseignement russe), Alexandre Bortnikov, présentait comme « *établie* » la participation du renseignement militaire ukrainien, « *avec le soutien des Etats-Unis* ». Si ce haut responsable ne donnait aucune preuve, la télévision d'Etat avait diffusé, quelques semaines auparavant, des images « *de propagande ukrainienne* » qui auraient été trouvées dans le téléphone d'un terroriste.

Dimanche, sur les réseaux sociaux, la thèse d'une implication occidentale dans les attaques au Daghestan était largement reprise par les canaux ultranationalistes ou proches du pouvoir. Ceux-ci notaient aussi la concomitance de ces attaques avec un autre événement meurtrier

Dès dimanche, des responsables daghestanais commençaient à accuser l'Ukraine et les Occidentaux

survenu le même jour dans le pays, celui-là en lien direct avec la guerre en Ukraine : au moins cinq personnes, dont trois enfants, ont été tuées, et une centaine d'autres blessées lors d'une attaque aérienne, qualifiée de « *terroriste* », sur une plage de la ville de Sébastopol, en Crimée annexée.

Dans un premier temps, le ministère de la défense a indiqué que les victimes avaient été tuées par les débris d'un projectile abattu par la défense anti-aérienne de la péninsule ; puis une nouvelle version a été avancée, évoquant un tir direct sur la plage d'Outchkouïeva, effectué à l'aide de missiles ATCMAS américains. Selon les données disponibles de source ouverte, celle-ci se trouve à environ 800 mètres d'un centre de tirs de missiles de l'armée russe.

Un autre parallèle avec le Crocus City Hall, qui avait vu les services de renseignement ignorer les avertissements répétés de leurs homologues américains, est la tenue, quatre jours avant les attaques au Daghestan, d'une réunion, diffusée à la télévision locale, au cours de laquelle les responsables sécuritaires de la région se félicitaient de l'efficacité des mesures de « *prévention du terrorisme* ». Il semble que certains au moins des édifices religieux visés dimanche bénéficiaient d'une protection

lacunaire. Les assaillants ont ainsi pu incendier la synagogue de Derbent sans rencontrer, dans un premier temps, de résistance.

Les juifs du Daghestan ont pourtant été la cible d'une campagne très agressive survenue dans la foulée de la guerre à Gaza, qui a culminé avec l'assaut contre l'aéroport de Makhatchkala, fin octobre, par une foule en colère cherchant « *des Israéliens* » ou « *des juifs* » jusque dans les avions posés sur le tarmac. Les autorités avaient alors déjà dénoncé une manipulation orchestrée depuis l'Ukraine.

Discours radicaux

A l'époque, sur place, *Le Monde* avait entendu l'inquiétude des responsables des communautés juives de Makhatchkala et Derbent, mais aussi constaté que les synagogues étaient dans ces deux villes gardées en permanence par la police.

Le Daghestan, à l'instar d'autres Républiques musulmanes du Caucase russe, reste le théâtre de violences armées épisodiques, plus ou moins en lien avec des réseaux djihadistes, dont ceux de l'organisation Etat islamique. Dans le cas du Daghestan, cette violence n'atteint pas le niveau de quasi-guerre civile du début des années 2010, mais, dans le même temps, les autorités laissent prospérer les discours radicaux et un climat favorable aux plus conservateurs.

Il y a encore une semaine, dans la région de Rostov-sur-le-Don, un peu plus au nord, cinq ou six membres de l'organisation Etat islamique ont été tués après avoir pris en otage deux agents pénitentiaires dans une prison. Cette action avait été immédiatement revendiquée par l'organisation djihadiste. ■

BENOÎT VITKINE



Le Monde MÉMOIRE
HORS-SÉRIE

SAISON 3

300 QUESTIONS

DE CULTURE GÉNÉRALE
par les journalistes du Monde

Musclez votre mémoire ! Cultivez vos connaissances à travers quatre-vingts ans d'archives du Monde. Répondez aux questions d'histoire, de sciences, surfez sur la Nouvelle Vague, partez sur les chemins de randonnée.

300 QUESTIONS DE CULTURE GÉNÉRALE - SAISON 3

Un hors-série du « Monde »
100 pages - 8,95 €
Chez votre marchand de journaux et sur lemonde.fr/boutique

Un village anéanti par une « lave torrentielle »

Dans le massif de l’Oisans, dans l’Isère, un épisode hydrologique extrême a détruit le hameau de La Bérarde

LYON - correspondant

Un village rayé de la carte en quelques heures par un torrent devenu fou. Le hameau de La Bérarde, situé à 1720 mètres d’altitude, dans le massif de l’Oisans (Isère), a été enseveli dans la nuit du jeudi 20 au vendredi 21 juin par des torrents de roches et de boue. Grâce à l’intervention des secours, aucune victime n’est à déplorer. Deux phénomènes de haute intensité sont à l’origine de cet épisode hydrologique extrême : un épisode pluvieux très actif durant plus de trente-six heures, à partir de mercredi soir, conjugué à la fonte rapide de l’épaisse couche de neige des montagnes environnantes, provoquée par un réchauffement atmosphérique récent.

« Les confrontations de masses d’air chaude et froide expliquent ces phénomènes de pluies très intenses. Le changement climatique n’y est pas pour rien. Mais cet épisode s’est combiné avec un autre phénomène ponctuel, celui d’une très importante fonte des neiges de printemps » explique Gaétan Heymes, ingénieur en météorologie, basé à Briançon (Hautes-Alpes).

Selon les relevés de Météo-France, le seuil de gel de 0 °C est monté à une altitude de 4 000 mètres dans les jours précédant la catastrophe. Cette fonte rapide a été observée de très près par la gardienne du refuge du Promontoire, à 3 100 mètres d’altitude, en amont du site dévasté. « Avec la pluie, j’ai vu l’épaisseur de neige diminuer de 50 centimètres à 1 mètre. Tout a convergé vers La Bérarde »,



Le hameau de La Bérarde (Isère), le 21 juin, sur une image capturée par un touriste espagnol évacué. JOSÉ GARCIA/PHOTOPQR/LE DAUPHINÉ/MAXPPP

témoigne Sandrine Delorme, dans une vidéo recueillie par *Le Dauphiné libéré*. La pluie, ajoutée à la fonte des neiges, a grossi le cours du torrent du Vénéon, lequel a emporté sur son passage des matériaux de roches et de végétation, provoquant un effet de « lave tor-

rentielle ». Des bourrelets se forment et se libèrent dans un jeu de forces décuplées. Connue en zone montagneuse, le phénomène a pris des proportions inédites.

« Très étonnant dans son ampleur », résume Johan Berthet, géomorphologue qui a consacré sa thèse à l’impact du retrait glaciaire sur les torrents alpins. Selon lui, « la pente très élevée et la forte réserve de matériaux ont fourni au torrent un pouvoir de destruction considérable ». Selon Christophe Béchu, le ministre de la transition écologique, c’est quelque « 200 000 m³ d’eau qui ont dévalé la vallée du Vénéon ».

Le flot a ravagé des maisons et des bâtiments centenaires, emportant objets et voitures sur son passage. Si aucune victime n’est à déplorer, le bilan tient du miracle à la vue du village complètement anéanti par les eaux rocailleuses. Les secouristes ont accompli des prouesses dans l’urgence pour

éviter les drames. Comme cette intervention d’un CRS de haute montagne, déposé par hélicoptère sur le toit d’une maison et qui a percé la charpente pour attraper un couple suspendu aux poutres, au-dessus des tourbillons du torrent qui montait à l’intérieur, selon le témoignage rapporté par *Le Dauphiné libéré*.

Un coût considérable

Quatre hélicoptères ont été engagés dans l’opération de secours sur la commune de Saint-Christophe-en-Oisans, où se trouve le hameau. Cent personnes isolées ont été évacuées en deux jours. Le flot de boue fait l’effet d’une énorme cicatrice sur le village devenu inhabitable. La route départementale est détruite en plusieurs endroits et il faudra des mois pour rétablir les accès. Le coût des réparations s’annonce considérable. « Une mission d’évaluation des dégâts » a été annoncée samedi par Christophe Bé-

La pluie, ajoutée à la fonte des neiges, a grossi le cours du torrent du Vénéon, qui a emporté roches et végétation

chu, qui a promis de « très rapidement débloquent un fonds d’urgence pour les collectivités locales ». Il a assuré que l’état de catastrophe naturelle serait reconnu dans « une quinzaine de jours ».

Les très fortes précipitations deviennent de plus en plus intenses en haute montagne, en raison du réchauffement climatique. La disparition progressive du pergélisol – permafrost en anglais – alimente les versants en matériaux détachables, ce qui accentue la

Un mort et deux disparus en Suisse après des crues dévastatrices

Le corps d’une des personnes portées disparues après des crues torrentielles dans le sud-est de la Suisse a été retrouvé, dimanche 23 juin, a annoncé la police, tandis que les opérations se poursuivent pour retrouver deux autres personnes. Mais, avec le temps qui passe, « la probabilité de les retrouver vivantes est faible », a relevé William Kloter, de la police cantonale des Grisons. Des orages et de très fortes précipitations ont provoqué vendredi soir des crues et des éboulements dans le val Mesolcina, une région de montagne italophone dans le canton des Grisons. Le village de Sorte a été particulièrement touché, avec plusieurs maisons et véhicules emportés, montrant un paysage dévasté. Une des quatre personnes étant portées disparues avait été retrouvée vivante, mais blessée, dans des ébouils de roches samedi matin. Plusieurs routes et un tronçon d’autoroute sont coupés.

dangereuse des ruissellements de haute intensité. « Les terrains gelés font ciment en haute altitude, quand ils se désagrègent, ils libèrent des roches. Le vallon des Etançons, où cette lave torrentielle s’est déclenchée, est entouré de glaciers », note Gaétan Heymes.

La destruction du village de La Bérarde traumatise les habitants du massif de l’Oisans et tous les amoureux de la montagne naturelle et préservée, tant le site incarne les replis et les sommets majestueux des Alpes. Les effets du changement climatique s’intensifient en haute montagne. Le 29 juillet 2023, un précédent épisode avait charrié 200 000 m³ de roches et de boue dans les pentes du vallon des Etançons, dans le même massif. En septembre, une avalanche de roches avait coupé l’autoroute A43 et la voie ferrée, près de Modane (Savoie), dans la vallée de la Maurienne. ■

RICHARD SCHITTLY

Dans le parc des Ecrins, l’explosion des dégâts liés aux intempéries

Avec le changement climatique, les sentiers et les passerelles sont de plus en plus endommagés et les coûts de restauration augmentent

REPORTAGE

SAINT-CHRISTOPHE-EN-OISANS (ISÈRE) - envoyée spéciale

En ce 12 juin, le hameau de La Bérarde, dernier village à 1720 mètres d’altitude dans l’Oisans, au pied du parc national des Ecrins, n’a pas encore été enseveli par des torrents de roches et de boue, comme cela a été le cas dans la nuit du jeudi 20 au vendredi 21 juin. Pour accueillir au mieux les touristes qui s’apprêtent à affluer en nombre, les agents du parc s’activent pour remettre en état les sentiers et les passerelles abîmés par l’hiver. Une demi-douzaine d’agents du parc des Ecrins et un saisonnier sont mobilisés sur l’un des chantiers, dans le vallon des Etançons, au pied de la Meije, pour installer des poutres de neuf mètres de long amenées par hélicoptère quelques jours plus tôt entre les deux rives qui franchissent le torrent des Etançons.

Des pierres plates sont dégagées pour créer l’assise de la passerelle et assemblées selon les techniques

de pierre sèche. « C’est un choix fait par le parc, on utilise des matériaux présents sur place. On ne veut pas franchir le Rubicon d’installer des équipements artificiels », précise Pierre-Henri Peyret, chef de secteur de l’Oisans et du Valbonnais pour les Ecrins. Avec l’inconvénient que les installations sont plus fragiles face aux intempéries. « Peut-être que dans quelques jours tout sera balayé par un orage, mais c’est le jeu », lance Alexandre Terreau, garde-moniteur dans le Valbonnais, dont l’hypothèse se confirmera, malheureusement, à peine dix jours plus tard.

Menés chaque année après la fonte des neiges, ces travaux de restauration sont alourdis, ce printemps, par les dégâts causés par les fortes intempéries qu’a connues le parc à l’été et à l’automne 2023. Dans la nuit du 28 au 29 juillet 2023, 200 000 mètres cubes de roches et de boue avaient dévalé les pentes du vallon des Etançons, emportant tout sur leur passage, dont un morceau du refuge du Châtellet installé au pied de la Meije. « Il est

tombé 22 mm de pluie cette nuit-là, a priori donc, pas un gros orage. Mais là-haut, c’est un véritable tas de sucre mouillé qui s’effondre », raconte Pierre-Henri Peyret.

Avec le changement climatique, le permafrost, ces terres gelées en permanence que l’on retrouve au-delà de 2 500 mètres d’altitude, est fragilisé. La moraine, amas de blocs et de débris rocheux contenu par ces sols gelés, devient alors exposée et s’effondre lors des intempéries en de gigantesques coulées.

Sisyphes des temps modernes

Un an après, l’objectif pour les équipes du parc des Ecrins est double en ce mois de juin : retracer les sentiers là où des éboulements les ont effacés et reconstruire les passerelles emportées ou détruites par les crues. La fenêtre d’action est d’autant plus étroite que la neige a été généreuse au printemps, couvrant encore une partie des chemins. « On découvrira sûrement de nouveaux dégâts sous la neige », prédit Pierre-Henri Peyret. Le temps et les

moyens manquent pour tout faire. « Nous avons dû faire cette année un exercice d’adaptation, de priorisation inédite, les accès aux refuges et aux alpages étant prioritaires », explique Ludovic Schultz, directeur du parc des Ecrins.

Avec d’autres épisodes pendant l’été et à l’automne, le bilan de 2023 est lourd pour le parc des Ecrins : 30 kilomètres de sentiers, sur les 600 entretenus dans le « cœur de parc », la zone la plus préservée, et près de la moitié des passerelles ont été endommagés ou détruits. « Avant, on avait un événement majeur de temps en temps, maintenant c’est plusieurs fois par an, et 2023 a été une année record », explique Pierre-Henri Peyret.

Depuis quelques années, le parc est également confronté à l’élargissement et au déplacement du lit des torrents, au gré des orages et des éboulements. « Chaque année, on doit retracer les sentiers toujours plus hauts. Cela demande de gros moyens logistiques, humains et financiers », souligne Pierre-Henri Peyret, désignant le torrent coulant désormais sur l’ancien

emplacement d’un sentier. Tels des Sisyphes des temps modernes, les agents du parc des Ecrins reconstruisent, inlassablement, les chemins et les passerelles qui le sillonnent. Mais le coût de ce travail a explosé. « On dépense autour de 570 000 euros chaque année pour restaurer les sentiers, dont 150 000 euros en prestations externes. [En 2024], cette somme est estimée entre 400 000 et 600 000 euros, mais nos estimations peuvent encore évoluer à la hausse », observe Isabelle Vidal, cheffe du service aménagement du parc, qui précise qu’une subvention de 500 000 euros est attendue de l’Etat.

« Malheureusement, ces épisodes qui étaient exceptionnels sont en train de devenir la norme », souligne Ludovic Schultz, qui plaide pour « un outil financier adapté aux parcs nationaux », mobilisable rapidement en cas de catastrophe naturelle pour ne pas empiéter sur le budget de fonctionnement du parc, doté de 7 millions d’euros par l’Etat. Les parcs nationaux ne sont en effet pas éligibles

à la dotation de solidarité accordée aux collectivités locales touchées par des catastrophes naturelles et se trouvent bien démunis dans ces situations. « On peut trouver des subventions d’urgence, exceptionnelles, mais ce n’est pas tenable à terme », affirme M. Schultz.

Le parc va s’engager dans une réflexion à moyen terme, en lien avec les collectivités qui partagent certaines compétences et dans le cadre du plan d’adaptation au réchauffement climatique demandé par le ministère de l’écologie. Il doit proposer un plan d’actions en ce sens d’ici à 2027. « Peut-être qu’à terme, on ne maintiendra pas tous les sentiers de randonnée, on fera des choix entre différents tracés, on en déplacera certains vers des zones moins impactées », détaille Isabelle Vidal. Les équipes du parc, les communes, l’Office national des forêts et son service de restauration des terrains en montagne devront se mettre autour de la table. Et continuer à restaurer, inlassablement, les sentiers et les passerelles. ■

RAPHAËLLE LAVOREL

Concours enseignants : un sujet test qui inquiète

Les formateurs et les syndicats s’alarment de la réforme lancée, dénonçant un faible niveau des questions

Qu’importe que les élections législatives risquent fort de bouleverser les équilibres politiques et le visage du prochain gouvernement, et que la publication du décret transformant les concours et la formation des enseignants avant le second tour, le 7 juillet, soit peu probable. Le ministère de l’éducation nationale continue d’œuvrer à l’élaboration de cette réforme phare, promise par Emmanuel Macron pour 2025, et dont les textes doivent être soumis au vote du comité social d’administration, principale instance du dialogue social, le 27 juin.

Aux nombreuses réserves et oppositions que suscite déjà ce projet s’ajoute ainsi, depuis le 4 juin, une crainte née de la divulgation du premier exemple de sujet pour le futur concours de recrutement de professeurs des écoles (CRPE). Ce « sujet o » doit traduire le nouveau format et calibrer les exigences des épreuves écrites, que les candidats ne passeront plus après avoir validé cinq années d’études (master 2), mais avant la fin de leur troisième année (licence 3).

Dans certaines disciplines, les exercices élaborés au ministère de l’éducation nationale ont stupéfié les formateurs qui préparent les étudiants au CRPE ainsi que plusieurs représentants syndicaux, au point que plusieurs confient avoir cru à un « canular ». C’est notamment le cas en mathématiques ou en histoire-géographie, où les questions con-

sistent à classer des nombres par ordre croissant ou des événements par ordre chronologique (sans les dater), ainsi que celles sous forme de questionnaires à choix multiples, ont interpellé par leur apparente facilité. L’indignation naît cependant moins du niveau de connaissances requis que du format des exercices.

« L’actuel CRPE s’appuie sur des notions exigées au brevet, mais on demande aux étudiants de faire preuve de davantage de recul, de chercher, de conduire des raisonnements », explique Laure Etevez, formatrice en mathématiques à l’Institut national supérieur du professorat et de l’éducation (Inspé) Centre-Val de Loire. Là, il n’y a que de l’application directe, des questions très mécaniques, presque pas de rédaction. » Selon cette professeure,

qui se dit « affligée », l’épreuve proposée n’est ainsi « même pas du niveau brevet », et le positionnement du concours deux ans plus tôt ne peut constituer une explication suffisante : « Après un bac + 3, on peut quand même espérer que des étudiants fassent plus que ça ! »

Même sentiment sur l’histoire-géographie, incluse dans une épreuve de polyvalence où sont évaluées quatre autres disciplines (arts, éducation physique et sportive, sciences et technologies, et langues). Les exercices proposés consistent essentiellement à donner des définitions, et la principale question supposant un développement attend une réponse de « 5 lignes ». « Le décalage est énorme entre l’ambition qu’on prête à cet enseignement, qui doit participer à la formation d’un citoyen éclairé, et

cette épreuve qui consiste juste à vérifier que le candidat maîtrise un savoir minimal sans aucune rédaction », déplore Marie Boulogne, formatrice à l’Inspé d’Amiens, pour qui cette épreuve ne cherche pas à garantir « l’autonomie intellectuelle » des futurs enseignants.

« Attirer les candidats »

Les critiques sont moins vives concernant les exercices de français, proches de ceux proposés dans le concours actuel. Si l’épreuve est plus courte, elle « donne les indications nécessaires quant à la maîtrise de la langue, la façon de penser et de s’exprimer », estime Stéphane Bonnet, formateur de français à l’université d’Aix-Marseille. Une vérification des acquis qui, si elle intervient à la fin de la licence 3, pourrait permettre « d’aller plus loin » et de « mieux se préparer au métier » durant le master, obligatoire pour devenir enseignant titulaire, estime-t-il. « Aujourd’hui, nous passons du temps en master à travailler ces compétences pour les candidats qui passent le concours à bac + 5 qui ne les maîtrisent pas forcément », souligne l’enseignant.

Au ministère, on répond que ces sujets sont en train d’être testés. « Ils ont été conçus pour répondre au nouveau format du CRPE qui sera ouvert à des candidats inscrits en 3^e année de licence sans qu’ils aient besoin de suivre une 4^e année dédiée à la préparation du concours », explique-t-on.

Selon la Rue de Grenelle, les attendus en français et en mathé-

« Le décalage est énorme entre l’ambition qu’on prête à cet enseignement et cette épreuve »

MARIE BOULOGNE
formatrice à l’Institut national supérieur du professorat et de l’éducation d’Amiens

matiques sont les mêmes qu’actuellement, seule la durée de l’épreuve a été raccourcie. Dans les autres disciplines évaluées, le ministère souligne que « l’on attend des candidats une maîtrise d’un grand volume de savoirs dans un grand nombre de champs ». « Répondre à un QCM n’est pas juste cocher une case, mais nécessite un raisonnement et parfois son élaboration à l’écrit ; formuler une réponse courte mais solide et dans un français parfait requiert une maîtrise du contenu et une culture d’analyse suffisamment poussée », fait-on valoir, ajoutant que deux années de master sont ensuite censées compléter la formation des futurs enseignants.

Lémoi suscité par ce « sujet o » est d’autant plus notable que le positionnement du concours de professeur des écoles à bac + 3 ne souffre aucune contestation parmi les représentants de la profession, qui plaident tous depuis des années pour cette disposi-

tion. A une condition toutefois : que les épreuves de recrutement conservent leur exigence. « L’objectif premier du gouvernement est d’attirer les candidats parce que c’est une urgence, mais ce n’est pas parce qu’on passe le concours en licence qu’on doit abaisser le niveau », s’insurge Guislaine David, à la tête du premier syndicat du primaire, le Snuipp-FSU.

Pour elle, « les “sujets o” dénotent une vision du professeur du premier degré qui est complètement erronée ». L’image d’un corps d’enseignants dont le travail serait plus « facile » que celui de leurs homologues du second degré, et à qui il suffirait « d’appliquer les bonnes consignes selon les bonnes méthodes établies par des programmes officiels détaillés ». Une crainte redoublée par la toute récente refonte des programmes de primaire, dénoncés par une large majorité de syndicats comme portant « une vision mécaniciste, simpliste » et réduisant les enseignants à « de simples exécutants ».

« Tout cela traduit une négation totale de l’expertise et de la professionnalité des enseignants du premier degré », dénonce la secrétaire générale du Snuipp-FSU. Un débat qui vient rappeler que, derrière ses atours technocratiques, cette réforme engage une question bien plus philosophique et politique : celle des compétences attendues pour exercer aujourd’hui le métier de professeur des écoles, et donc du rôle que la société leur assigne. ■

ÉLÉA POMMIERS

Mon master : avec la seconde phase, les candidats déçus cherchent une issue

A partir du 25 juin, les étudiants pourront postuler dans des formations qui n’ont pas fait le plein, sans garantie qu’elles soient dans leur domaine

C’était la nouveauté sur la plate-forme Mon master, attendue et scrutée par les titulaires d’une licence comme par les responsables de formation. Pour la première fois et après le constat en 2023 d’une forte volatilité des candidatures, une phase complémentaire va se tenir du 25 juin au 31 juillet afin de pourvoir les places restées vacantes. Les étudiants devront classer leurs vœux par ordre de préférence pour fluidifier le processus d’admission.

Cette phase sera ouverte à tous ceux qui n’ont pas reçu de proposition d’admission, qui sont sur liste d’attente ou qui n’ont pas encore accepté définitivement une proposition. Les candidats pourront faire jusqu’à dix nouveaux vœux de master en formation initiale et dix en alternance.

Mais pour les jeunes qui n’ont pas été acceptés lors de la phase principale d’admission, l’amertume est grande : les formations offrant encore des places ne correspondront pas forcément à leur souhait. Pour Céleste (les personnes citées par leur prénom ont requis l’anonymat), en licence de psychologie à l’université de Dijon, l’attrait de la phase complémentaire est limité, alors qu’il y a « peu d’espoir » que des places se libèrent en psychologie du développement. En effet, les formations en psychologie et en sciences cognitives font partie des plus demandées et sont celles avec le taux d’accès le plus faible : 17 % en 2023, d’après les chiffres analysés par Le Monde et le site SupTracker.

L’étudiante de 24 ans, qui avait pourtant effectué quatorze vœux dans toute la France, a été refusée partout, même dans sa faculté.

« Je vais devoir passer par la phase complémentaire, mais je ne suis pas confiant »

JULIEN
étudiant en géographie

« Les refus ont été un énorme coup de massue pour moi », détaille Céleste. Je me suis battue pour améliorer mon dossier, j’ai fait un service civique auprès des enfants porteurs d’un trouble du spectre de l’autisme... Et malgré tout ça, je n’ai toujours pas de place en master de psycho. Je suis complètement découragée », s’inquiète la jeune femme.

« Compétitivité et sélection »

Julien, étudiant en licence géographie et aménagement à l’université Paris-I-Panthéon-Sorbonne, partage cette inquiétude. « Je vais devoir passer par la phase complémentaire, mais je ne suis pas confiant », confie le jeune homme de 21 ans, qui avait postulé à des masters de géographie un peu partout en France. Il est en train de revoir ses plans. « Pour la phase complémentaire, je ne postulerais qu’à Paris ou pas trop loin », affirme-t-il, quitte à candidater dans une formation qui l’intéresse moins.

Pour une partie des jeunes refusés, notamment dans leur faculté de proximité, cela tient aussi à une hausse des candidatures. Avec la mise en place de la plate-forme nationale en 2023, une partie des formations ont connu un

afflux de postulants venus de toute la France, « augmentant encore la compétitivité et la sélection », affirme Samuel Sanchez du groupe de travail « Master » de la Conférence des doyens des facultés de droit et de science politique. Il estime que dans ces universités, une inflation de 4 % à 20 % des candidatures a été constatée. Une augmentation qui concerne les facultés les plus attractives, et dans les grandes villes. A la faculté de droit de Tours, au contraire, le nombre de candidatures en 2024 a été divisé par deux par rapport à la session 2022.

Cette sélection et ces inégalités territoriales sont dénoncées par une partie des organisations de jeunesse. « Nous sommes face à une augmentation croissante du nombre d’étudiants, mais qui n’est pas accompagnée par une augmentation des places dans les filières en tension », déplore Éléonore Schmitt, porte-parole du syndicat l’Union étudiante, qui appelle à la création de places en master.

Une demande refusée par le gouvernement, qui estime que les 185 000 places offertes en master pour 200 000 candidats sont suffisantes, alors que, chaque année, certaines formations ne font pas le plein. Dans les faits, ce vœu d’un appariement parfait entre l’offre et la demande ne fonctionne pas, les envies et les projets des élèves n’étant pas interchangeables. En 2023, près de 5 000 étudiants sans master ont ainsi saisi les recteurs d’académie. Selon le ministère de l’enseignement supérieur, la moitié d’entre eux ont reçu une proposition pour intégrer une formation, proposition acceptée par seulement 1 300 candidats. ■

MINH DRÉAN





Les certificats
d'ÉCONOMIES
D'ÉNERGIE

Pour le vélo en entreprise, la FUB fait le job.

Accompagner 4 200 employeurs engagés dans le développement du vélotaf, c’est notre quotidien.

Collectivités, bailleurs sociaux, employeurs privés ou publics, bénéficiez de nos financements pour développer vos projets autour du vélo !

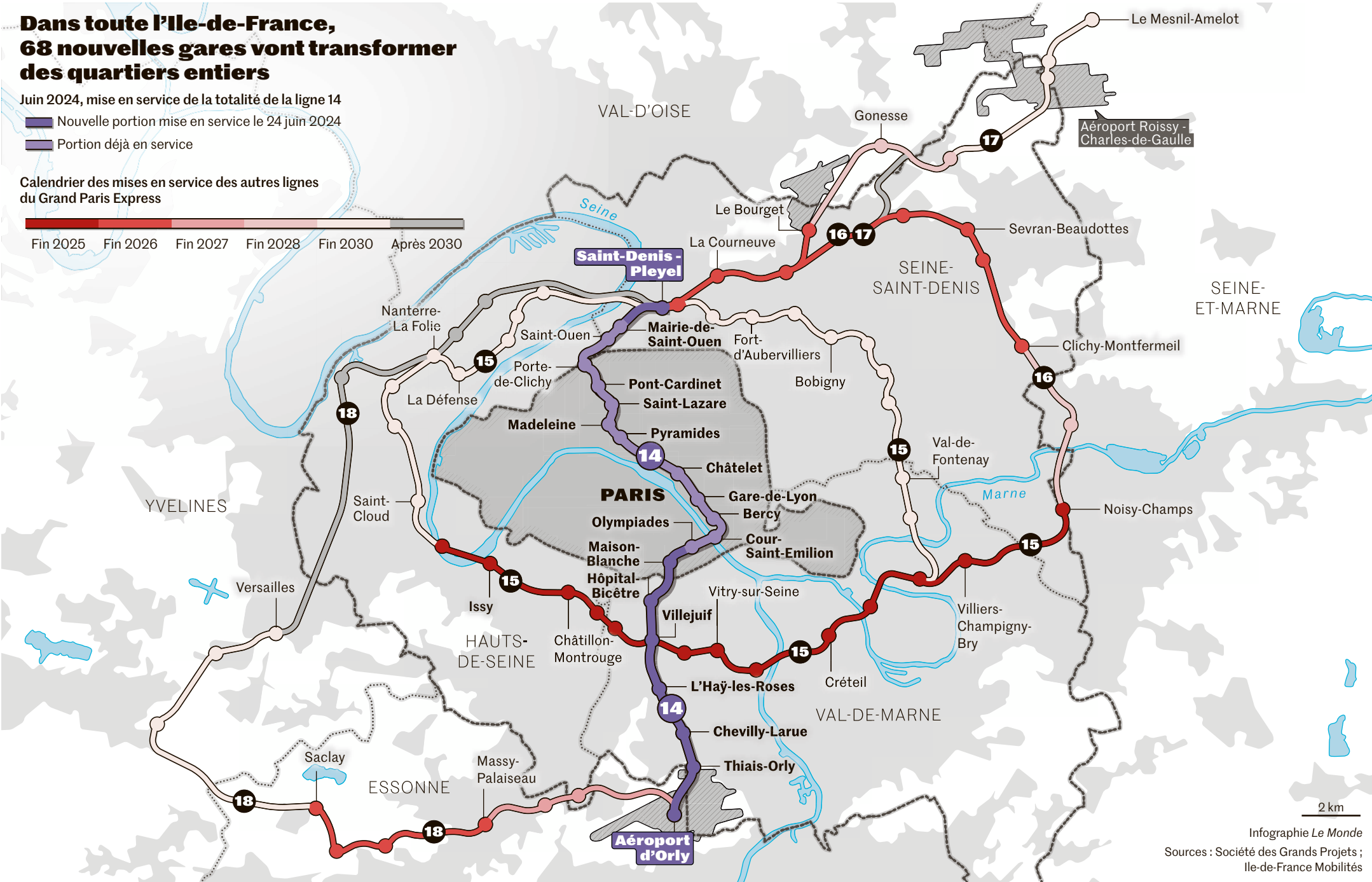
FUB.FR/FINANCEMENTS











La 14 prolongée, le Grand Paris devient réalité

L’extension de la ligne de métro est la première réalisation d’un projet à 36,5 milliards d’euros lancé en 2009

C’est en avril 2009 que Nicolas Sarkozy, président de la République, a lancé le projet du Grand Paris Express (GPE) dans un discours décisif à la Cité de l’architecture et du patrimoine : 200 kilomètres de métro supplémentaires pour connecter Paris à sa banlieue, et surtout pour relier entre eux les départements de la petite, voire de la grande couronne.

Lundi 24 juin, les usagers des transports en commun devaient pour la première fois monter à bord : le prolongement de la ligne 14, hors de la capitale, acte I du GPE, est inauguré par Emmanuel Macron. Entre le discours fondateur et l’ouverture au public de l’extension de la 14, il aura fallu quinze ans, 36,5 milliards d’euros d’investissements et le travail résolu, ensemble, d’élus de bords opposés pour résister aux alternances politiques.

Sept nouvelles stations seront ouvertes au public en même temps que la nouvelle ligne : une au nord, Saint-Denis-Pleyel (Seine-Saint-Denis), qui deviendra un important carrefour pour les transports franciliens avec la connexion des futures lignes 15, 16 et 17, et six au sud, entre Olympiades (dans le 13^e arrondissement de Paris) et Orly-Paray - Vieille-Poste (Essonne). La huitième, Villejuif - Gustave-Roussy, devrait être inaugurée avant la fin de l’année. La ligne 14 s’y connectera à la future ligne 15. Orly sera désormais reliée à Saint-Denis - Pleyel en quarante minutes, à raison d’un train toutes les cent quinze secondes passant par les gares de Lyon, de Châtelet ou de Saint-Lazare.

En 2025, une fois intégrée dans les habitudes des voyageurs, cette ligne transportera 1 million de

« On fera une inauguration tous les six mois, à partir de 2026 »

JEAN-FRANÇOIS MONTEILS
président du directoire de la Société des grands projets

passagers quotidiennement, estime Valérie Pécresse, présidente (Les Républicains, LR) de la région Île-de-France et d’Île-de-France Mobilités (IDFM), l’autorité organisatrice des transports. L’inauguration a lieu juste à temps pour les Jeux olympiques et paralympiques de Paris.

Pour Gilles Carrez, un des élus à l’origine du projet, invité par le PDG de la RATP, Jean Castex, à la cérémonie, lundi 24 juin, c’est une immense fierté. « C’est la politique que j’aime », explique l’ancien maire (LR) du Perreux (Val-de-Marne). Au départ, il n’était pas question que la 14 franchisse le périmètre. « Le projet Meteor, la première ligne de métro automatique, devait être prolongé, mais en restant dans Paris. C’était un projet pour les Parisiens, qui avaient déjà la ville la mieux desservie du monde, avec une station de métro tous les 400 mètres, rappelle-t-il. Rien n’était prévu pour les banlieusards. » L’idée de construire un nouveau métro en rocade, une sorte de « métrophérique » autour de Paris, circulait parmi les élus et les experts des transports, mais rien n’était arrêté.

Avec l’ancien président de la région Île-de-France, Jean-Paul Huchon (Parti socialiste, PS) et le président du conseil départemental du Val-de-Marne d’alors, Christian Favier (Parti communiste), Gilles

Carrez a poussé l’idée de faire de la 14 une ligne radiale, traversant et connectant la rocade du nord au sud. C’était la préfiguration du GPE. Il en a fait un rapport, remis à l’État, en septembre 2009.

« Je m’étais appliqué à faire en sorte qu’il soit le plus consensuel possible et mette d’accord Christian Blanc, secrétaire d’État [de 2008 à 2010] chargé du développement de la région capitale dans le gouvernement Fillon, et M. Huchon, tous deux formés à l’école Rocard, mais partis dans des directions opposées et... pas très coopératifs », se rappelle-t-il. Christian Blanc, qui a porté la loi sur le Grand Paris adoptée en mai 2010, se félicite aujourd’hui « que personne ne revienne sur sa vision de la métropole ».

Débuts tendus

Invité à la Cité de l’architecture et du patrimoine le 30 mai, quinze ans après son discours, Nicolas Sarkozy a rappelé les débuts tendus du projet : « A l’époque, la technocratie me disait : “Qui va diriger ?” Et Bercy : “Qui va payer ?” Comme il était difficile de répondre à ces deux questions, personne ne voulait rien faire. » Il a tenu bon, et n’a pas boudé son plaisir, en rappelant que son projet avait survécu à la présidence Hollande, puis à celle de Macron.

Le GPE a été sauvé par un tour de passe-passe financier pensé dès l’origine : les projets soumis à l’« annualité budgétaire » – à savoir ceux qui doivent passer devant le Parlement chaque année pour confirmer leurs crédits – sont souvent tués ou rétrécis en cours de route.

Spécialiste des grands projets et des finances publiques, Gilles Carrez a travaillé sur ce sujet avec Jacques Baudrier, aujourd’hui adjoint communiste d’Anne Hidalgo et

alors conseiller fiscal pour Christian Favier. Ils ont poussé l’idée de créer une société ad hoc, la Société du Grand Paris (SGP, aujourd’hui renommée Société des grands projets), à qui serait réservée une ressource fiscale (plus de 800 millions d’euros par an aujourd’hui), qui lui permet de payer les intérêts et de rembourser sa dette. A date, la SGP a pu emprunter 26,2 milliards d’euros en obligations « vertes », recherchées par les investisseurs (à un taux moyen de 1,1 %). Les prêts de la Banque européenne d’investissement et des subventions européennes viennent boucler ce tableau de financement.

Gouvernement après gouvernement, Gilles Carrez a bataillé au Parlement pour élargir ces ressources (taxe sur les bureaux, sur les parkings, sur les réseaux d’énergie ou de télécoms...). « Après la victoire de François Hollande, c’est Olivier Faure, qui connaissait bien le sujet comme député [PS] de Seine-et-Marne, qui m’a aidé », explique-t-il, sauvant un projet estampillé « Sarko ».

Il a fallu d’autres alliances, jamais simples à conclure. A l’hiver 2023-2024, Valérie Pécresse a fini par obtenir de Clément Beaune, alors ministre délégué aux transports (contre l’avis du ministre de l’économie, Bruno Le Maire, opposé aux hausses d’impôt), un relèvement du versement mobilité et de la taxe de séjour pour pouvoir financer l’exploitation des

métros du GPE. Car la SGP finance les infrastructures, mais c’est la région, à travers IDFM, qui achète le matériel roulant. Rien que pour la ligne 14, les nouveaux trains automatiques MP14 d’Alstom ont coûté 1,13 milliard d’euros.

Le GPE est un hommage au temps long en politique. Le premier tunnelier a commencé à creuser en 2018, neuf ans après le discours de Nicolas Sarkozy. En 2020, il y a eu jusqu’à 20 tunneliers en activité en Île-de-France, une première en Europe. Le prochain, dont le prénom, Awa, a été choisi par les élèves d’une classe de Guyancourt (Yvelines), est sur le point d’entrer en fonction dans les Yvelines, sur la future ligne 18. Encore aujourd’hui, 170 chantiers sont en cours, avec plus de 7 000 personnes au travail.

Une aura internationale

Gigantesque, le projet a évolué au fil des années. « Pierre Mongin, le PDG de la RATP au départ du projet, voulait que la 14 aille d’Orly jusqu’à Roissy [Val-d’Oise]. Mais une ligne très longue, c’est aussi très fragile, et elle aurait risqué d’être saturée. Il a donc finalement été décidé d’arrêter à Saint-Denis - Pleyel », indique Gilles Carrez. A terme, en 2031, il suffira de changer de quai pour aller à Roissy et de prendre la 17.

Les inaugurations devraient maintenant se succéder à rythme cadencé pour le GPE. « Celle de la gare Villejuif - Gustave-Roussy, en fin d’année, rappellera un autre aspect du GPE, qui a été conçu par Christian Blanc pour desservir et relier des clusters », rappelle Jean-François Monteils, président du directoire de la SGP. Les clusters, que l’on appelle aussi « pôles de compétitivité », mêlent dans un même périmètre chercheurs et

entreprises. « Fin 2025, on ouvrira la première partie de la rocade sud de la 15 de Pont-de-Sèvres à Noisy-Champs », espère Gilles Carrez.

Et, à partir de 2026, précise M. Monteils, « on fera une inauguration tous les six mois » : 68 nouvelles gares, dans toute l’Île-de-France, vont transformer des quartiers entiers. « Ceux qui en bénéficieront en premier sont les personnes éloignées de leur travail. On redonne un maximum d’espoir de croire en la France et en un monde meilleur », dit Karim Bouamrane, maire (PS) de Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis) et président du conseil de surveillance de la SGP.

Le projet donne une aura internationale à la France. Car le GPE a reçu, en décembre 2022, le plus prestigieux des prix d’urbanisme, le Veronica Rudge Green, décerné par l’université Harvard. Le dernier projet distingué par ce prix a été la High Line à New York en 2017.

Le contexte politique permettra-t-il de poursuivre les projets de ce type ? Le test arrivera vite. Emmanuel Macron a lancé les RER métropolitains, rebaptisés « services express régionaux métropolitains », pour développer les transports des autres métropoles. Selon nos informations, le ministre délégué chargé des transports, Patrice Vergriete, veut labelliser les premiers projets la semaine du 24 juin, pour les mettre sur les rails, conformément à ce qui est prévu par la loi portée par le député (Renaissance) des Bouches-du-Rhône Jean-Marc Zulesi, adoptée à l’unanimité en décembre 2023. C’est elle qui a renommé la Société du Grand Paris en Société des grands projets, pour qu’elle puisse intervenir et servir de modèle partout en France. Si tout n’est pas suspendu. ■

SOPHIE FAY

Le Grand Paris Express est un hommage au temps long en politique

A « Marianne », le lent glissement conservateur

Le magazine est sur le point d'être racheté par Pierre-Edouard Stérin, riche entrepreneur catholique et admirateur de Vincent Bolloré

RÉCIT

Du « centrisme révolutionnaire » et farouchement laïque de Jean-François Kahn à la ferveur catholique et à l'antiwokisme de Pierre-Edouard Stérin... En presque trente ans, l'histoire de *Marianne*, hebdomadaire fondé en 1997, a dérivé vers la droite, résonnant avec les crises et soubresauts du pays. Né en même temps que la gauche plurielle de Lionel Jospin, pour en être en quelque sorte le poil à gratter, le titre s'apprête à entamer une nouvelle période de son existence au moment même où le Rassemblement national (RN) semble aux portes du pouvoir.

Une histoire faite aussi de convulsions et de coups de force. La dernière secousse en date ? Les déchirements autour de la vente imminente de *Marianne* par le milliardaire tchèque Daniel Kretinsky à Pierre-Edouard Stérin, riche entrepreneur, fondateur de Smartbox, catholique pratiquant revendiqué et admirateur de Vincent Bolloré.

Vendredi 21 juin, les journalistes de l'hebdomadaire ont répondu non à la question « la rédaction doit-elle s'opposer au rachat par Pierre-Edouard Stérin, quelles que soient les garanties d'indépendance obtenues ? », à une majorité de 60,3 % des voix. « *Ce score est un signal fort que ce n'est pas une minorité isolée qui ne veut pas de Stérin* », juge un des journalistes. Et voilà que la crise culmine neuf jours avant ce qui devait être l'épilogue du rachat : la fin des négociations exclusives entre MM. Kretinsky et Stérin, fixée au 30 juin.

Garanties d'indépendance

Depuis plusieurs semaines, deux groupes se font face : ceux qui pensent qu'il est nécessaire de se battre pour davantage de garanties d'indépendance. De l'autre, ceux qui estiment que l'antagonisme entre les valeurs fondatrices de l'hebdomadaire et son probable futur actionnaire est trop profond. Et au milieu, Natacha Polony, directrice de la rédaction, qui a finalement embrassé le projet de M. Stérin, assurant qu'elle en incarnait les garanties.

A la manière d'un happening, l'ancien ministre socialiste du redressement productif, Arnaud Montebourg, s'était présenté,

La directrice de la rédaction, Natacha Polony, a participé à une « zemmourisation light » des esprits, selon le politologue Philippe Corcuff

mardi 11 juin, aux côtés de l'émis-saire de M. Stérin, Alban du Rostu, devant les salariés pour discuter des garanties d'indépendance qu'est prêt à accorder le nouvel actionnaire. Associé par ailleurs avec le milliardaire, M. Montebourg a accepté de présider le conseil d'administration de l'hebdomadaire en cas de finalisation de l'acquisition.

Deux jours plus tôt, la prise de parole de Natacha Polony avait braqué une partie de sa rédaction. « *Elle nous a dit que ceux qui n'étaient pas contents de Stérin pouvaient prendre leur clause de cession et que les garanties d'indépendance n'étaient qu'accessoires, car elle ferait le job* », raconte une journaliste souhaitant conserver l'anonymat. Le communiqué de la société des rédacteurs de *Marianne*, le 23 avril, qui apportait « sa confiance et son soutien » à la directrice de la rédaction a désormais un goût amer pour une partie de l'équipe, qui a le sentiment d'avoir été trahie.

Des crises, *Marianne* connaît cela depuis sa naissance. C'est treize ans après avoir créé *L'Événement du jeudi* (EDJ), en 1984, que Jean-François Kahn et Maurice Szafran lancent ensemble *Marianne*, embarquant avec eux plusieurs anciens de l'EDJ (Claude Askolovitch, Laurent Neumann, Périco Légasse), mais aussi d'*Info-Matin* (Gilbert Rochu, Philippe Cohen). Ils ont l'ambition de bousculer le « ronron du discours unique » en fixant la défense de la laïcité et de la République comme points de repère. « *La rédaction avait différentes chapelles, des gens de gauche radicale, des sociaux-démocrates, des centristes, des gaullistes, des conservateurs...* », énumère M. Kahn.

Pour le premier numéro en avril 1997, « JFK », comme le sur-

nomme son entourage, met « Dassault, l'empereur tricolore de la corruption » à la une. L'industriel attaque le magazine en justice et obtient sa saisie. « *Le temps qu'il soit retiré, on a dépassé les 300 000 exemplaires en trois jours* », s'esclaffe l'octogénaire. Avec M. Szafran, ils font le pari que leur modèle économique s'appuiera sur la publicité en priorité. Raté. « *Le capitalisme français s'était retourné dès la couverture Dassault* », explique M. Szafran. Les caisses sont vides dès 1998.

Après une discrète recapitalisation grâce à l'aide de François Pinault (déjà actionnaire de l'hebdomadaire *Le Point*), Jean-François Kahn théorise le fait qu'il faut radicaliser la différence pour exister. Il positionne le journal en décalage en s'opposant aux bombardements de l'OTAN sur Belgrade, en mars 1999.

Favorable au référendum sur le traité européen en 2005, il parcourt les réunions publiques, et se dit que quelque chose cloche. « *Il a eu la lucidité journalistique de donner la parole au non dans son journal alors que l'essentiel des médias ne le faisaient pas* », salue Renaud Dély, directeur de la rédaction entre 2016 et 2018.

Au moment de la campagne présidentielle de 2007, l'antisarkozysme fait vendre et *Marianne* se porte bien, avec ses unes « Le vrai Sarkozy » (500 000 ventes en kiosque), « N'ayez pas peur » (580 000 ventes). Le magazine vit sa meilleure période. Kahn laisse alors la direction à Szafran, mais ne part qu'à moitié. « *Marianne, c'était vraiment la créature de Kahn* », explique un de ses anciens collègues, racontant que le fondateur restait très influent, soufflant fréquemment des titres de une. « *Dans les premières années, il écrivait le journal*

avec cinq pseudos différents », assure Yves de Chaisemartin, ancien actionnaire.

En 2011, Jean-François Kahn est appelé à la rescousse par le tandem Szafran-Neumann alors que les ventes en kiosque dévissent. Il accepte, à la condition d'« avoir les pleins pouvoirs », une mission de trois mois pour tenter de sauver *Marianne* et lui faire retrouver ses fondamentaux : « *rejet de la pensée unique, du panurgisme médiatique, dépasser les clivages traditionnels* ». Il tente de convaincre MM. Szafran et Neumann de baisser leurs salaires, sans succès.

Le tandem est poussé vers la sortie fin 2013 par le nouvel actionnaire majoritaire Yves de Chaisemartin, ancien du *Figaro*, qui y recrute Frédéric Cassegrain, l'actuel directeur délégué et Joseph Macé-Scaron, qui est nommé directeur de la rédaction. Les unes au ton « dégaïste » se succèdent et permettent un léger rebond. Mais le management impulsif de Macé-Scaron met la rédaction en tension, selon plusieurs interlocuteurs. Il est remplacé par Renaud Dély, ancien rédacteur en chef de *L'Obs*, au printemps 2016. Cela n'empêche pas les difficultés de s'accumuler (1,3 million d'euros de pertes en 2015 et autant en 2016)

Des crises et des clans, l'hebdomadaire créé par Jean-François Kahn et Maurice Szafran en connaît depuis sa naissance, en avril 1997



Le milliardaire tchèque Daniel Kretinsky avait racheté le titre pour 6,5 millions d'euros en 2018. JOËL SAGET/AFP

avec un chiffre d'affaires publicitaire et une diffusion à la baisse, « Chaise » déclare *Marianne* en cessation de paiements en janvier 2017 avec poursuite d'activité.

En interne, Renaud Dély est critiqué pour sa proximité idéologique supposée avec François Hollande et Emmanuel Macron. « *Il y avait une dissonance entre une bonne partie de la rédaction, qui était anti-Macron, et la une de l'entre-deux-tours "Macron, le rempart"* », déplore un de ses contempteurs. M. Dély, qui ne reste pas en poste après le rachat par Daniel Kretinsky, en 2018, pour 6,5 millions d'euros, est remplacé par Natacha Polony, ancienne de *Marianne* entre 2002 et 2009 avant de rejoindre *Le Figaro* entre 2009 et 2011. Quelques mois auparavant, à l'été 2017, Arnaud Montebourg imaginait racheter le titre et avait proposé à Mme Polony, ainsi qu'à Aude Lancelin, de prendre conjointement la direction de la rédaction, sans que cela voie le jour.

Clause de cession

Avec l'arrivée de Kretinsky et de Polony – mariée avec le journaliste Périco Légasse, ex-soutien de Nicolas Dupont-Aignan –, une vingtaine de journalistes prennent la clause de cession et quittent le journal, dont Clara Dupont-Monod et Eric Decouty, les adjoints de M. Dély. Ils sont remplacés par Franck Dedieu et Gérard Andrieu, tous deux issus du comité Les Orwelliens, comme Alexandre Devecchio, du *Figaro*, et ils entendent donner une « *voix différente face à l'idéologie dominante* ». Plusieurs recrutements, à l'image du directeur du développement numérique Aaron Fonvielle-Buchwald, viennent aussi de Polony TV, l'encombrante (car concurrente) web-télé fondée en 2016, avant d'être rachetée par le magazine en 2020.

L'hebdomadaire glisse vers une tonalité plus souverainiste, antilibérale, anti-Macron, et en appui au mouvement des « gilets jaunes ». Le politologue Philippe Corcuff, auteur de l'ouvrage *La Grande Confusion. Comment l'extrême droite gagne la bataille des idées* (Textuel, 2021), estime même que Natacha Polony a participé à une « *zemmourisation light* » des esprits par l'usage des thématiques de « l'immigrationnisme, de la faille de l'école, de l'identité nationale ». « *Il y a par ailleurs un dévoiement de la laïcité pour stigmatiser les musulmans* », affirme-t-il.

« *Natacha a permis un retour aux sources chevenementistes de Philippe Cohen et à l'ADN du site Web Marianne 2* », veut croire Etienne Campion, embauché en 2019 et admiratif du journaliste souverainiste mort six ans plus tôt. Le rédacteur, qui se définit gaulliste, signe l'article « *Ce qui se dit vraiment dans nos mosquées* », en couverture du numéro 1420, daté du 30 mai. Sur cette même une, d'autres titres font comme un résumé des choix anxiogènes de l'ère Polony : « Désindustrialisation, immigration, austérité : la faute à l'Europe ? », s'interroge le dossier. « *Les minorités profitent de notre peur* », alerte Elisabeth Baudinter, tandis que des révélations sont promises sur les projets meurtriers de Mohamed Amra, dangereux détenu en cavale.

« *Je suis d'accord avec deux tiers de ce que vous faites* », avait dit M. Stérin début juin, clin d'œil à la défense du « made in France », à la lutte contre l'islamisme et le « wokisme ». Un argument parmi d'autres, avec, surtout, la crainte de perdre son emploi en cas d'échec de la vente, qui a fait basculer le vote de la rédaction désormais divisée face à son arrivée. ■

BRICE LAEMLE

Dans les Hautes-Alpes, EDF mêle hydroélectrique et photovoltaïque

Installée sur la retenue d'eau d'un barrage, la centrale solaire flottante de Lazer, inédite en France, permet une production sans interruption

GRENOBLE - correspondante

Voilà près d'un an que des panneaux solaires flottent sur les eaux bleues du barrage hydroélectrique de Lazer, dans les Hautes-Alpes. En juin 2023, EDF Renouvelables inaugurerait, sur le site alpin, la première centrale photovoltaïque installée sur le plan d'eau d'une centrale hydroélectrique. Equipée de 50 000 panneaux, elle affiche une capacité installée de 20 mégawatts annuels, le double de celle de la centrale hydroélectrique.

L'alliance entre hydroélectrique et photovoltaïque, inédite en France, permet de valoriser ces grandes étendues d'eau et contribue aux objectifs d'EDF Renouvelables, qui veut atteindre les 800 mégawatts de production d'énergie en solaire flottant.

Afin d'installer les panneaux sur l'eau, il a fallu tenir compte de contraintes spécifiques. « *Un gros travail a été fait sur les ancrages au sol des panneaux, pour que cela n'abîme pas la retenue et que la centrale solaire puisse s'adapter aux variations des niveaux d'eau,*

qui sont de quelques mètres entre l'hiver et l'été », détaille Alexandre Kammass, directeur opérationnel du pôle solaire d'EDF Renouvelables. Les panneaux sont reliés à des plots en béton, posés au fond de la retenue, par des câbles en Nylon et de chaînes en acier, qui laisse le « mou » suffisant pour s'adapter au marnage (hausse et baisse du niveau d'eau) de la retenue.

La combinaison est particulièrement utile pendant la période estivale, au cours de laquelle la production d'énergie des barra-

ges hydroélectriques est mise à l'arrêt. La ressource en eau, moins importante à ce moment-là, est alors principalement utilisée pour l'irrigation. Les panneaux solaires permettent de prendre le relais.

D'autres projets similaires

C'est très intéressant, dans la mesure où l'on complète la production à une période qui est la plus importante pour nous, car c'est là qu'il y a le plus d'ensoleillement », souligne Sofiane Boukebbous, directeur de développement de la

zone sud-est et outre-mer chez EDF Renouvelables. Avant, on avait une production renouvelable sur plusieurs périodes de l'année, de l'automne jusqu'à la fin de l'hiver. Désormais, on y parvient tout au long de l'année. Le rendement des panneaux solaires est également amélioré par la proximité de l'eau, qui refroidit les équipements.

D'autres projets similaires sont à l'étude dans le quart sud-est du pays. Certains sont en cours d'instruction, comme sur la centrale hydroélectrique du Cheylas

(Isère), où des panneaux solaires doivent être installés sur le plan d'eau à partir de 2025, pour une mise en service à l'horizon 2027 et la production d'une quarantaine de mégawatts. « *C'est un axe de développement pour accompagner nos ambitions, et surtout l'objectif de la France d'atteindre les 100 gigawatts de solaire d'ici à 2050* », note M. Boukebbous. Emmanuel Macron avait annoncé cet objectif début 2022, qui revient à quintupler la capacité solaire installée d'ici à 2050. ■

RAPHAËLE LAVOREL



Une technicienne du centre d'assemblage et de test d'Intel, à Penang (Malaisie), inspecte des processeurs Intel Core Ultra avant leur expédition, le 11 avril 2023.

BUSINESS WIRE 2023/INTEL/AP

L'Asie du Sud-Est profite du duel Chine - Etats-Unis

DOSSIER

PENANG (MALAISIE) - envoyé spécial

Mohamed Kamarulzaman pensait avoir identifié une « niche » porteuse dans la fabrication des composants électroniques : la fourniture à la Chine de silicium polycristallin. Un composé-clé des semi-conducteurs, en particulier des cellules photovoltaïques. Importé d'un producteur aux Etats-Unis, le produit était traité en Malaisie, pour être revendu, sous sa forme pure, à la Chine par la start-up créée en Malaisie par M. Kamarulzaman, qui a dirigé le groupe public malaisien de semi-conducteurs Silterra avant sa revente à des fonds privés en 2017.

En 2020-2021, la mise en place de sanctions américaines sur les exportations de produits sensibles vers l'industrie des semi-conducteurs chinois a mis un coup d'arrêt à cette activité. « On savait que l'on pouvait être affecté. Je n'avais aucune envie de me retrouver avec une livraison bloquée quelque part », raconte-t-il en mai, à Kuala Lumpur. Complexes et changeantes, les nouvelles annonces du gouvernement américain ont eu un effet dissuasif : « On a préféré tout arrêter, en accord avec notre partenaire chinois. »

STRATÉGIE « CHINE + 1 »

Mais le « docteur K », comme on surnomme ce docteur en ingénierie électrique, a trouvé une autre option. « A la même époque, toutes sortes de fabricants japonais implantés en Chine ont été encouragés à quitter ce pays », explique-t-il. Le Malaisien a alors entrepris de faire confectionner dans son pays des pièces pour l'équipement qui sert à la fabrication au Japon de galettes, le support en matériau semi-conducteur sur lequel sont gravés notamment les circuits électroniques. « Elles nécessitent une précision dimensionnelle et un fini très élevés. On a donc trouvé des fournisseurs malaisiens du secteur de l'aviation et de l'aérospatiale, de façon à pouvoir répondre aux exigences des fabricants japonais. La Malaisie reste attractive pour les coûts », justifie-t-il.

La révolution informatique, puis celle d'Internet et désormais de l'intelligence artificielle ont fait des semi-conducteurs le nerf de la guerre technologique : ces composants sont, pour les plus sophistiqués, au cœur de

La Thaïlande, le Vietnam, la Malaisie, l'Indonésie et les Philippines surfent sur les **tensions entre les deux puissances** pour tenter de devenir les partenaires incontournables des Occidentaux

la stratégie d'isolement de la Chine par les Etats-Unis, au moyen d'un arsenal de lois assorties de sanctions du Trésor américain.

Les pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean), qui regroupe dix Etats membres, comme la Malaisie, le Vietnam, les Philippines, l'Indonésie et la Thaïlande, ont commencé à se doter ces dernières décennies d'une industrie de sous-traitance électronique en bénéficiant des délocalisations conduites par les groupes japonais, sud-coréens et taiwanais. Ils sont ainsi bien placés pour voir se renforcer ce rôle d'alternative à la Chine. Dans les états-majors des multinationales, l'heure est à la stratégie « Chine + 1 » : « Je l'appelle la stratégie Chine + 1, 2, 3, n. Il est clair qu'elle réoriente vers l'Asie du Sud-Est des investissements et, en particulier, dans le secteur des technologies. La stratégie consiste souvent à rester en

Chine pour le marché chinois, mais à aller ailleurs pour le reste du monde », explique, depuis Hanoï, Marco Förster, directeur pour l'Asean au sein du cabinet Dezan Shira & Associates, très implanté dans la région.

L'Asie du Sud-Est pourrait bénéficier d'une dynamique similaire à celle qui a vu Taiwan et la Corée du Sud, mais aussi Hongkong et Singapour, à la faveur de la guerre froide dans les années 1970-1980 et des délocalisations américaines et japonaises, devenir des champions mondiaux de l'électronique et, en particulier, des semi-conducteurs.

« Les groupes industriels sont encore en phase de réaction face à ces nouvelles exigences géopolitiques. Devoir se fournir auprès d'un fournisseur "politiquement correct" renchérit les coûts. Le "derisking" [réduction des risques] de la Chine implique de faire plus de stocks. Le gros du matériel utilisé dans les in-

« LA STRATÉGIE CONSISTE SOUVENT À RESTER EN CHINE POUR LE MARCHÉ CHINOIS, MAIS À ALLER AILLEURS POUR LE RESTE DU MONDE »

MARCO FÖRSTER

directeur pour l'Asean au sein du cabinet Dezan Shira

La Thaïlande relance son projet de pont terrestre

C'EST LE PROJET PHARE du gouvernement thaïlandais de Srettha Thavasin, en place depuis août 2023 : relier l'océan Indien au golfe de Thaïlande avec un double pont terrestre (routier et rail) traversant l'isthme de Kra, la mince et longue « patte » sud-ouest de la Thaïlande, entre la Birmanie et la péninsule malaise. Le coût est estimé à 25 milliards d'euros, avec 2030 pour horizon de complétion.

Des ports en eau profonde seraient aménagés à Ranong, sur sa côte ouest, et à Chumphon, sur la côte orientale. Les conteneurs y seraient déchargés, puis transférés sur des camions ou des trains sur 90 kilomètres avant de subir l'opération inverse sur l'autre rive. Une loi, dite « du couloir économique sud » doit être proposée au dernier trimestre 2024 pour entériner le projet.

L'idée n'est pas nouvelle : il s'agit d'un serpent de mer de l'histoire de la Thaïlande, vieux de plus d'un siècle, qui a toujours échoué à faire consensus. Il a été ressuscité dans les années 2010, quand la Chine a commencé à s'y intéresser – une société chinoise signant, en 2015, un protocole d'accord avec une société montée par des partisans thaïlandais du projet, mais sans l'aval d'aucun gouvernement.

Quête d'investisseurs

En 2020, le gouvernement issu de la junte militaire lança l'idée de pont terrestre au motif qu'un canal était politiquement inacceptable – car il « sépare » symboliquement le Sud thaïlandais d'ethnie malaise, en proie à une rébellion autonomiste au long cours, et le reste du territoire.

L'actuel gouvernement, pro-business, l'a repris à son compte et multiplie les tournées à l'étranger en quête d'investisseurs : le 10 mai, le ministre des transports thaïlandais exposait les mérites du *land bridge* à une trentaine de groupes publics chinois à Pékin. La viabilité économique du mégaprojet reste discutable : le pont ferait économiser deux à cinq jours de navigation aux navires qui remontent vers l'Asie du Nord-Est, selon les experts du gouvernement. D'autres estiment que le coût et le temps nécessaire au double transbordement minimisent, voire annulent tout avantage – sauf en cas de congestion majeure dans le détroit de Malacca.

C'est là qu'entre en compte le facteur chinois : le *land bridge* fournit une solution supplémentaire à son « di-

lemme de Malacca », la crainte de voir le détroit bloqué au niveau de Singapour par les Américains en cas de guerre à Taïwan. C'est même la motivation première des « routes de la soie », le grand projet du président Xi Jinping : aménager des voies terrestres et maritimes alternatives, pour les marchandises et l'énergie, via la Russie et l'Asie centrale (vers l'Europe), la Birmanie (vers l'océan Indien et l'Asie de l'Est) et le reste de l'Asie du Sud-Est.

Un chemin de fer chinois, actuellement en chantier, reliera à Bangkok celui déjà en service au Laos. Un autre train chinois, également en construction, doit relier le nord-est de la Malaisie, à la frontière avec la Thaïlande, à Port Klang, le grand port malaisien du détroit de Malacca. ■

BRICE PEDROLETTI

dustries vient de Chine, ce n'est pas facile de trouver une alternative, explique David Lacey, le directeur de recherche d'un grand groupe européen de composants basé à Penang, en Malaisie, et président de plusieurs associations locales de fabricants de semi-conducteurs. Par rapport à ses voisins, la Malaisie peut se targuer d'avoir une main-d'œuvre familière des hautes technologies depuis deux ou trois générations. Pour des multinationales, faire appel à de nouveaux prestataires au Vietnam dans le test et l'assemblage, cela comporte des risques. »

L'Etat de Penang, dans le nord-ouest de la péninsule malaise, le long du détroit de Malacca, est le hub du semi-conducteur en Malaisie : l'île du même nom est pour moitié dévolue au tourisme balnéaire et « historique » – la ville chinoise de Georgetown – et pour moitié occupée par des usines et des laboratoires qui ont essaimé sur la partie continentale de l'Etat, reliée à elle par deux immenses ponts. Intel, puis AMD et Hitachi y ont ouvert, en 1972, des usines d'assemblage, dans la toute première zone de libre-échange du pays. Elles ont fait de Penang, et de la Malaisie, un leader mondial du « back-end », la phase certes la moins complexe, mais non moins cruciale, du découpage des galettes de silicium et de l'insertion de ces puces dans des boîtiers, et enfin de test. Cette spécialisation a donné à la Malaisie une part de marché de 7 % du commerce mondial des semi-conducteurs en général, soit le 9^e rang global, et de 13 % pour le « back-end ». Dans l'Asean, seul Singapour la dépasse, avec une part de marché de 11 % du commerce global de semi-conducteurs grâce à ses fonderies « front-end », la partie en amont de l'industrie, c'est-à-dire la fabrication par gravage des puces sur les galettes. L'étape la plus sophistiquée et coûteuse.

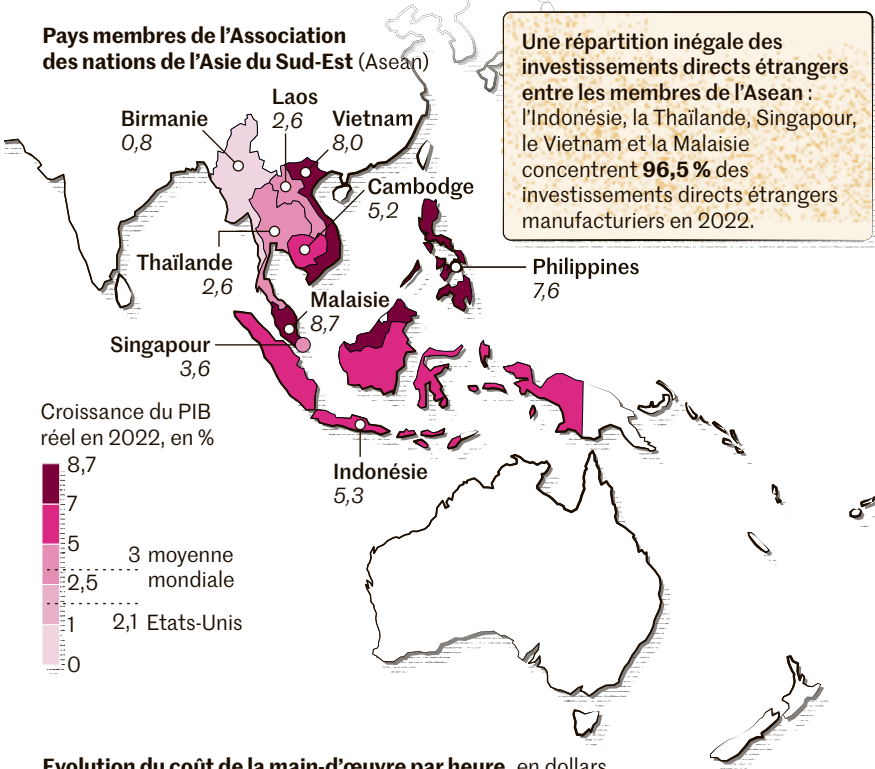
POLITIQUE FISCALE AVANTAGEUSE

A une demi-heure d'autoroute de Penang, le parc de haute technologie de Kulim, l'extension de la « Silicon Valley orientale », comme est désignée Penang, dans l'Etat voisin de Kedah, est en plein élargissement. « Le foncier est moins cher de 25 % qu'à Penang. Nous ouvrons une quatrième tranche », nous dit son président, Mohd Sahil Zabidi, qui déclare vouloir attirer des hôtels internationaux, des instituts de formation – pour l'instant, ils sont concentrés à Penang.

Le nombre de « locataires » du parc, ouvert en 1996, est passé de 30, en 2019, à 49 cinq ans plus tard. Parmi eux, quatre « fabs », des usines de gravage de puces, qui nécessitent des infrastructures particulières, notamment de traitement des eaux et des déchets. En 2023, l'un d'entre eux, le fabricant allemand de semi-conducteurs Infineon Technologies, a annoncé 5 milliards d'euros supplémentaires d'investissement sur cinq ans dans l'extension de ses capacités de production sur le site de Kulim. Il y fabrique des puces de puissance de 200 millimètres pour six grands clients dans l'automobile, dont trois en Chine. La Malaisie devient sa première base de production au monde.

Fort de son expérience, le pays de 34 millions d'habitants a manié avec succès les

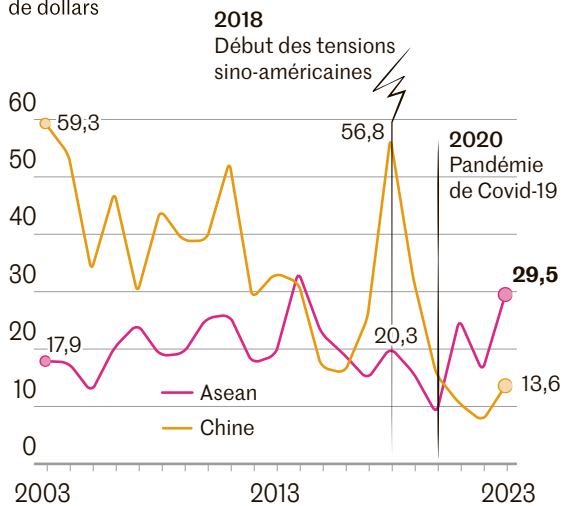
Les pays d'Asie du Sud-Est, une alternative à l'industrie manufacturière chinoise



Les pays membres de l'Asean ont exporté davantage vers les Etats-Unis que vers la Chine, au 1^{er} semestre 2024

67,2 milliards de dollars
d'exportations vers les premiers contre **57 milliards** de dollars vers la seconde

Evolution des investissements manufacturiers des pays membres de l'OCDE en Chine et dans l'Asean, en milliards de dollars



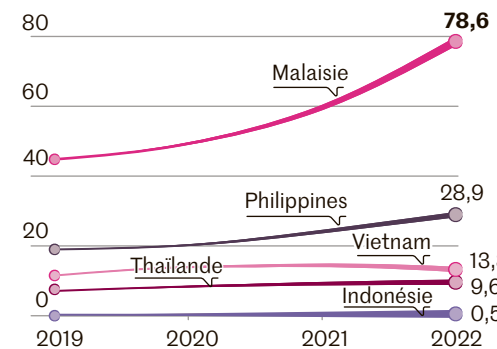
La Chine investit 3,7 fois plus que les Etats-Unis dans l'industrie d'Asie du Sud-Est

Investissements directs étrangers dans l'industrie manufacturière de l'Asean en 2023, en milliards de dollars



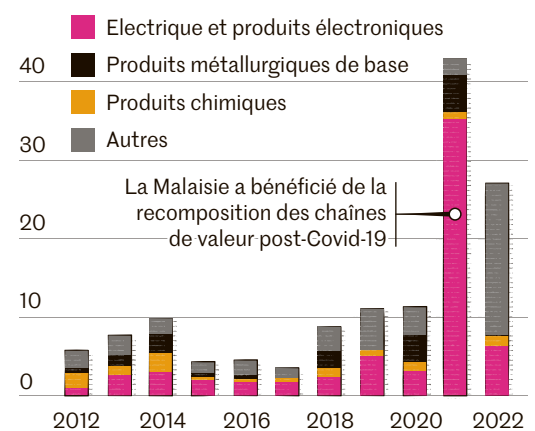
La Malaisie tire avantage de la rivalité technologique sino-américaine

Exportation de puces électroniques, en millions de dollars



10,2 milliards de dollars, l'investissement cumulé de **Google, Microsoft et Amazon** dans le cloud et l'intelligence artificielle en Malaisie d'ici à 2030

La destination des investissements directs étrangers en Malaisie, en millions de dollars



Infographie Le Monde :
Iness Debouza et Simon Demarq
Sources : Fdi Intelligence ;
Haver Analytics ; Dezan Shira & Associates ;
DBS ; Global Sovereign Advisory ; Asia
Society Institute ; Trade Map ; Nikkei Asia

politiques d'aides publiques locales et régionales. Penang et Kedah offrent des délais ne dépassant pas dix mois pour une implantation industrielle, et une politique fiscale parmi les plus avantageuses. L'électricité y est bon marché, mais encore fortement carbonée, un point que déplorent les multinationales, contraintes par leurs obligations sur le climat.

La Malaisie a longtemps été confrontée au défi de la montée en gamme : l'activité « back-end », en aval, est moins génératrice de plus-values que l'amont. Penang, qui emploie 300 000 personnes dans l'industrie du semi-conducteur, frise la saturation et s'efforce d'être désormais plus sélectif : « Nous sélectionnons les projets. On évite ceux qui reposent sur trop de main-d'œuvre », confie Loo Lee Lian, cheffe d'InvestPenang, l'agence chargée des investissements étrangers.

FOIRE AUX SUBVENTIONS

Si les « fabs » commencent à s'installer à Kulim, Penang bénéficie de la sophistication croissante autour du « back-end », à l'heure où l'automobile, par exemple, notamment électrique, utilise en moyenne 50 puces et capteurs par véhicule. « On teste les fonctions des puces et des capteurs, puis on les expédie. C'est l'étape finale avant l'utilisation du produit par le client. C'est extrêmement important », insiste Yap Thoong Poh, le directeur général de la nouvelle usine, ouverte en août 2023 par Bosch à Batu Kawan, une nouvelle zone de développement sur la partie continentale de Penang.

Dans la « box », la partie « stérile » de l'usine, blanche comme un hôpital, Bosch teste les puces et les capteurs de dernière génération fabriqués à Dresde, en Allemagne. Penang devient son usine la plus avancée de test en Asie, devant celles d'Allemagne, de Hongrie et de Chine. Il reste que, tous métiers confondus, l'équipementier allemand n'emploie que 4 000 personnes en Malaisie contre... 42 000 aux Etats-Unis et 58 000 en Chine – premier marché automobile mondial.

Si la diversification en substitution à la Chine profite à la Malaisie en raison de son expérience, elle est clairement en train de susciter des vocations chez ses voisins. Le Vietnam, les Philippines, l'Indonésie et la Thaïlande, les quatre autres économies les plus avancées de la région, entendent bien jouer leur partition. Elles pourraient même

profiter de la loi américaine, le Chips and Science Act, signée en août 2022 par le président Joe Biden pour réindustrialiser les Etats-Unis dans le secteur du semi-conducteur. Cette législation prévoit, entre autres, l'allocation de 39 milliards de dollars (36 milliards d'euros) de financements publics pour favoriser la production de semi-conducteurs sur le sol américain.

Si, en théorie, cette foire aux subventions, imitée depuis par l'Europe et le Japon, risque de priver certains pays d'investissements, elle est vue en Asie du Sud-Est comme susceptible de bénéficier à l'activité d'assemblage, de sous-traitance et de test – surtout dans les pays dotés d'une main-d'œuvre formée, mais moins onéreuse, comme la Malaisie. « Non seulement l'investissement n'a pas diminué depuis le Chips and Science Act en Asie du Sud-Est, mais il a continué à augmenter, et il n'y a aucun signe de décélération », note Marco Förster.

C'est encore plus vrai pour les pays pressentis pour bénéficier du Fonds international pour la sécurité et l'innovation technologiques (International Technology Security and Innovation), un volet du Chips and Science

LA DIVERSIFICATION EN SUBSTITUTION À LA CHINE PROFITE À LA MALAISIE EN RAISON DE SON EXPÉRIENCE ET EST EN TRAIN DE SUSCITER DES VOCATIONS CHEZ SES VOISINS

Act, qui prévoit d'accorder sur cinq ans 500 millions de dollars « pour diversifier et renforcer la chaîne de valeur mondiale des semi-conducteurs parmi des pays alliés ».

Trois des cinq pays « partenaires » sélectionnés à ce stade sont en Asie du Sud-Est : on y trouve le Vietnam, en pole position, mais aussi l'Indonésie et les Philippines, nouveaux relais de la stratégie de « friend shoring », ou « délocalisation [de Chine] dans des pays amis » du gouvernement américain – la Malaisie et Singapour ont déjà fait leurs preuves en la matière. « Tout indique que l'Asie restera le principal bassin de sous-traitance du marché mondial des semi-conducteurs, et que les Chips Act américain et européen pourraient plutôt accélérer la redistribution déjà à l'œuvre de ces activités, au détriment de la Chine et de Taiwan, et au profit de nouveaux acteurs tels que le Vietnam, les Philippines ou encore l'Inde », écrivait le cabinet de conseil français Global Sovereign Advisory dans un rapport sur les semi-conducteurs datant d'octobre 2023.

Le Vietnam, acteur relativement nouveau du « back-end », puisque sa première usine

d'assemblage et de test, un investissement d'Intel, a ouvert, en 2010, veut visiblement mettre les bouchées doubles : il entend investir environ 1 milliard de dollars dans la formation de 50 000 ingénieurs en semi-conducteurs, d'ici à 2030. Un défi à prendre au sérieux : le pays s'est hissé en un peu plus de dix ans à la deuxième place au monde pour l'exportation de smartphones – derrière la Chine.

Mais alors que l'américain Amkor et le sud-coréen Hana Micron y ont inauguré de nouvelles usines de semi-conducteurs, en 2023, Intel a reporté un projet initial d'extension – des sources anonymes y citent, selon Reuters, « une bureaucratie excessive et l'instabilité dans la fourniture d'électricité ».

Le groupe américain semble préférer la Malaisie – il y emploie déjà 10 000 personnes – et va investir 7 milliards de dollars sur les dix prochaines années à Kulim et à Penang, notamment dans une usine consacrée à une nouvelle technique d'assemblage des puces par empilement pour les rendre plus puissantes. ■

BRICE PEDROLETTI

La Chine, investisseur incontournable

SI, COLLECTIVEMENT, les pays d'Asie du Sud-Est peuvent espérer fournir une base de production alternative, ou complémentaire, à la Chine, celle-ci veille au grain. Elle consacre à la région de 650 millions d'habitants une part majeure de ses investissements en capital ou sous forme de « contrats » de construction financés par des prêts chinois dans le cadre des « routes de la soie » (Belt and Road Initiative, ou BRI).

En prenant des parts substantielles dans ces économies, elle y devient incontournable. L'Asie du Sud-Est est la destination privilégiée de sous-traitants chinois qui y suivent leurs clients : 37 % des 35 fournisseurs d'Apple au Vietnam sont des entreprises chinoises, d'après le site japonais Nikkei Asia. Quarante pour cent des investissements chinois dans toute l'Asie en 2023 se sont dirigés vers l'Asie du Sud-Est, selon un rapport de l'université Griffith de Brisbane (Australie) publié en mars. Le rebond post-Covid-19

de la BRI est toutefois sélectif : les Philippines, en conflit avec la Chine en mer de Chine du Sud, et la Birmanie, en pleine guerre civile, ont vu les investissements chinois se volatiliser.

L'Indonésie, première économie d'Asie du Sud-Est, en est, elle, la bénéficiaire numéro un : la Chine y finance de grands travaux d'infrastructures dans les transports (train à grande vitesse) et l'énergie (solaire et centrales à charbon). Elle y édifie au moyen d'investissements industriels colossaux une filière de transformation du nickel (Zhejiang Huayou Cobalt) et de fabrication de batteries électriques (CATL).

Eviter les taxes américaines

En Asie du Sud-Est, le commerce électronique, dominé par le groupe chinois Alibaba et une poignée d'acteurs régionaux, a favorisé un afflux de produits chinois bon marché grâce aux accords de libre-échange avec la Chine. Quand, en 2023, la plate-forme chi-

noise TikTok a été frappée en Indonésie d'une interdiction de proposer dans ses clips des produits à la vente, le groupe a racheté la société d'e-commerce indonésienne Tokopedia pour 840 millions de dollars. L'Indonésie est l'un des rares pays de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (Asean) à pouvoir se targuer d'échanges équilibrés avec la Chine – avec l'exportation de ses ressources naturelles. Les autres sont largement déficitaires.

La voiture électrique chinoise domine ce secteur dans la zone. Son premier marché, la Thaïlande, berceau de l'automobile japonaise « délocalisée » a ouvert les bras aux fabricants chinois : Chery est devenu le huitième à obtenir, en avril, l'autorisation d'ouvrir une usine, après notamment BYD, MG, Great Wall Motor et Neta. Certains installent aussi des usines en Malaisie et en Indonésie. Le Vietnam, premier partenaire commercial de la Chine dans l'Asean et son cinquième

global (derrière les Etats-Unis, le Japon, la Corée et la Russie), a l'avantage de la proximité géographique. « La frontière entre la Chine et le Vietnam est la plus densément peuplée, la plus développée et la plus industrialisée, ce qui facilite un énorme potentiel de connexion de la chaîne d'approvisionnement », rappelle Marco Förster, consultant de Dezan Shira & Associates, basé à Hanoï.

L'afflux de sociétés chinoises cherchant à éviter les taxes américaines en est l'une des conséquences : le département du commerce américain a déterminé, en 2023, que des exportateurs basés principalement au Vietnam – et en Malaisie, au Cambodge et en Thaïlande – avaient contourné les droits sur les cellules et modules solaires en provenance de Chine en n'effectuant qu'un « traitement mineur » avant l'expédition vers les Etats-Unis. Des surtaxes pourraient ainsi leur être imposées dès cette année. ■

B. PE.

L'appel à l'aide du constructeur de voitures électriques Microlino

Le fabricant suisse de la petite automobile inspirée de l'Isetta, véhicule iconique des années 1950, produite à Turin, est en difficulté

REPORTAGE

TURIN (ITALIE) - envoyée spéciale

Dès qu'il a appris que la douane italienne avait bloqué des Topolino, les petites voitures sans permis de Fiat, à la frontière parce qu'elles portaient un drapeau tricolore alors qu'elles sont fabriquées au Maroc, Wim Ouboter a fait ajouter une marque vert-blanc-rouge sur les ailes de ses Microlino. Contrairement au petit véhicule du groupe Stellantis, version italienne de la Citroën Ami, sa micro-voiture électrique est fabriquée à Turin de A à Z.

De l'emboutissage à la peinture, sa carrosserie en aluminium est ouvragée à La Loggia, à quelques kilomètres au sud de la capitale du Piémont. La ligne d'assemblage, où l'on installe câbles, batterie, moteur, banquette et roues, est très artisanale. Pas de robots, mais des ouvriers qui s'affairent dans le calme jusqu'à la dernière étape : l'installation de cette porte façade avant, signature du modèle. Comme pour l'Isetta, voiture iconique des années 1950, on entre dans la Microlino par l'avant, en ouvrant la large porte sur laquelle sont accrochés le volant et le tableau de bord.

Ce dernier arbore un petit drapeau suisse, la nationalité de la famille Ouboter. Dans les années 1990, Wim Ouboter invente la trottinette en aluminium pliable. Il en a vendu 90 millions à travers le monde. Malgré les copies moins chères, il en vend encore 3 millions par an dans 80 pays. « Elle est tellement populaire que le modèle pour enfant fait partie,

du panier de l'inflation au Royaume-Uni », souligne Rémy Dumont, directeur de Microlino France. Celle-ci est assurée par le groupe belge D'Ieteren (Carglass, Autodis, Oscaro...), propriété de la famille du même nom depuis sept générations. Ils ont été les premiers à croire en l'initiative des Ouboter. Wim s'est lancé dans l'automobile avec ses deux fils, Merlin et Oliver, et son épouse, Janine, directrice financière.

Une bonne idée ? A 64 ans, le Zurichois à l'allure juvénile dans son polo Microlino, ne pratique pas la langue de bois. « Si j'avais su à l'avance tout ce qui nous attendait, peut-être que je ne l'aurais pas fait », concède-t-il. Les trottinettes Micro ont fait la fortune de sa famille, mais la voiture peine à trouver un modèle économique. « Mes fils ont 28 et 30 ans, et nous avons fait ce projet ensemble. Il n'y a rien de mieux. C'est fantastique. Et c'est déjà une forme de retour sur investissement ! Après tout, il n'y a pas que l'argent dans la vie ! », déclare-t-il, en essayant de faire contre mauvaise fortune bon cœur, mais en reconnaissant que, chez Microlino, l'argent file trop vite et ne rentre pas assez.

Chic et cool

Le point de départ de l'aventure Ouboter est simple. Les familles suisses aisées ont un SUV pour aller à la montagne et ne le lâcheront pas, mais, le reste du temps, « les gens bien élevés veulent montrer qu'ils se soucient du réchauffement climatique et, s'ils le peuvent, avoir un véhicule léger, électrique, qui consomme peu », assure Wim Ouboter. Pour cette population, il fallait une minivoi-

« Soit les gouvernements m'aident (...), soit je produis dans un pays moins cher, soit j'arrête »

WIM OUBOTER
cofondateur de Microlino

ture chic et cool. Ce que veut être la Microlino.

Vendue 19900 euros ou 200 euros par mois en leasing, elle a séduit la direction de Rolex ou le patron de Gucci. Une Microlino rose est prête à être livrée au chanteur Nemo, qui a remporté le concours de l'Eurovision pour la Suisse en mai.

Mais c'est loin de permettre à l'usine de tourner à plein régime. Elle est aujourd'hui au ralenti, avec une seule équipe, qui fait six voitures par jour. « Cela occupe 70 personnes, y compris ceux qui sont dans les bureaux », constate le patron. En ce moment, ils fabriquent des Microlino bleu ciel ou gris mat, un modèle dit « lite », bridé à 45 kilomètres/heure, sans permis. Depuis le début de la production, fin 2022, l'entreprise a fabriqué 3700 voitures. Mais toutes n'ont pas été vendues. « Nous avons du stock », reconnaît Rémy Dumont.

Wim Ouboter pourra-t-il un jour rentabiliser son rêve ? « Soit les gouvernements m'aident pour maintenir une production locale, soit je change d'échelle et je produis dans un pays moins cher... »

soit j'arrête, dit-il en réfléchissant à voix haute aux options. Si nous avons eu autant de subventions que les producteurs de voitures électriques, ou la possibilité de revendre des crédits CO₂ comme Tesla l'a fait aux constructeurs de voitures thermiques, nous aurions déjà produit 10 000 voitures ! » Mais ce genre d'opération n'est pas possible pour les microvoitures.

Fabrication coûteuse

L'entrepreneur est déjà prêt à un changement stratégique radical. Il a mandaté la banque Rothschild pour trouver un partenaire ayant des usines dans un pays où il pourrait produire à bas coût. Il pense ensuite ouvrir le capital à d'autres investisseurs. Le dossier avance. M. Ouboter est en discussion avec un groupe familial indien. « J'ai déjà visité les usines, explique-t-il. Nous évaluons toutes les options, mais rien n'est encore décidé. Le gouvernement italien a encore une chance pour garder la production en Europe. »

Pour que la fabrication coûte moins cher, la Microlino devra renoncer à ses deux traits les plus originaux : l'ouverture à l'avant et l'essieu plus large à l'arrière, trop coûteux en fabrication comme en logistique.

En revanche, son créateur espère ne pas renoncer à la carrosserie en aluminium qui la distingue d'autres voitures sans permis, en plastique. Seules les séries limitées, très luxueuses, artisanales, pourraient garder l'ouverture avant et resteraient assemblées en Italie, comme des Ferrari. ■

SOPHIE FAY

PERTES & PROFITS | AÉRONAUTIQUE

PAR PHILIPPE ESCANDE

La souveraineté version Boeing

Il n'y a pas que les politiques qui s'intéressent à la souveraineté. Par les temps incertains qui courent, chacun se préoccupe de la maîtrise de son propre destin avec la conviction que ce contrôle passe désormais par une volontaire reprise en main. Pour un pays cela passe par le rapatriement à l'intérieur de ses frontières de sociétés ou d'usines. Pour les entreprises par une réintégration à l'intérieur d'une même maison de ses anciens fournisseurs.

C'est dans cet esprit que Boeing, qui n'en finit pas d'accumuler les catastrophes, a décidé d'en finir avec sa politique très extrémiste de fabrication à l'extérieur des pièces de ses avions pour les produire dans ses propres usines. Symbole de cette nouvelle pratique forcée par les événements, le projet de rachat de son fournisseur d'ailes et de fuselages Spirit AeroSystems, coupable d'être responsable de l'arrachage de la porte de secours d'un appareil en janvier 2024. Une activité installée au Kansas dont il s'était séparé en 2005.

Mais ce retour à demeure pose un petit problème. Libérée de sa maison mère, achetée par des fonds d'investissement, puis cotée en Bourse, Spirit est devenue, par rachats successifs, une entreprise mondiale fournissant de multiples clients dont le principal concurrent de Boeing, Airbus. Celui-ci, n'entendant pas les choses de la même oreille, s'est invité dans les négociations. Résultat, les deux géants vont se partager les dépouilles de l'un de leurs plus gros fournisseurs, qui emploie près de 18 000 personnes dans le monde.

Selon l'agence Reuters, confirmée par le Financial Times et Bloomberg, l'accord devrait être

annoncé cette semaine, sauf pépin de dernière minute. Airbus récupérera notamment les sites irlandais, écossais, anglais et français, qui produisent pour ses A220, A320 et A350.

La plus parfaite illustration

Ce n'est pas la première fois que se pose la question des frontières d'une entreprise. Ces dernières ont toujours évolué comme le capitalisme depuis plus de deux siècles, en suivant la pente de la spécialisation des tâches, gage de plus grande efficacité et de développement de la concurrence. Les pays ont fait de même, le phénomène s'accélération avec la mondialisation. Le cas de Boeing en est la plus parfaite illustration. Créée en 1916, la firme constitue, en 1929, un énorme conglomérat réunissant la fabrication de moteurs (Pratt & Whitney), d'avion et même une compagnie aérienne.

Les autorités ordonnent la séparation en 1934, donnant leur indépendance aux sociétés Boeing, United Technologies (moteurs) et United Airlines. Mondialisation aidant, Boeing, au début des années 2000, est allé plus loin en cédant ses fabrications de composants pour ne garder que l'assemblage. Une version atténuée de l'entreprise sans usine, qui a abouti au démantèlement progressif de nombreux grands conglomérats mondiaux. Mais ce que l'on gagne en productivité, on risque de le perdre en supervision. Comme la désindustrialisation pour les pays, l'externalisation peut coûter cher dès qu'elle devient hors de contrôle. Que faire soi-même ? Que déléguer ? Voilà une question sans cesse renouvelée. Et sans réponse définitive. ■

La délicate question de la restructuration de la dette ukrainienne

Alors que Kiev a besoin de financements pour assurer sa défense, les plus grands gestionnaires d'actifs de la planète exigent du pays le remboursement d'obligations d'Etat

La période de grâce est terminée. Les plus grands gestionnaires d'actifs de la planète exigent de l'Ukraine, en pleine guerre avec la Russie, qu'elle rembourse ses dettes. Ils lui avaient accordé, en 2022, un moratoire de deux ans sur le remboursement d'environ 20 milliards de dollars (18,7 milliards d'euros) d'obligations d'Etat. Celui-ci prend fin le 1^{er} août.

Les détenteurs d'environ 20 % de ces titres, soit les plus importants créanciers privés, ont formé un comité il y a quelques semaines pour démarrer les négociations avec Kiev. Parmi eux figurent le plus grand gestionnaire d'actifs au monde, l'américain BlackRock, le français Amundi, filiale du Crédit agricole et premier fonds d'Europe avec 1900 milliards d'euros d'actifs sous gestion, ou Pimco, premier fonds obligataire mondial.

Croissance revue à la baisse

Les premières consultations, qui ont duré douze jours, début juin, n'ont abouti à aucun accord. Kiev proposait à ses créanciers une décote de 60 % sur la valeur de leurs titres, alors que ces derniers ne voulaient consentir que 20 % au maximum. Le ministère ukrainien des finances, conseillé par la banque Rothschild & Co, prévoyait aussi de remplacer les

obligations existantes par de nouvelles arrivant à échéance, au plus tard, en 2040, avec des intérêts ne dépassant pas 1 % jusqu'en 2027, avant de remonter progressivement.

La restructuration intervient à un moment délicat pour l'Ukraine, qui a désespérément besoin de financements pour assurer sa défense, et donc sa survie. Le pays consacre actuellement 40 milliards de dollars par an à ses besoins militaires, soit 22 % de son produit intérieur brut (PIB). Ces dépenses ont quintuplé depuis le début de l'invasion de la Russie, en février 2022.

L'Ukraine doit encore trouver 37 milliards de dollars pour couvrir son budget de 2024, alors que ses recettes fiscales seront moins élevées que prévu, en raison

L'Ukraine consacre 40 milliards de dollars par an à ses besoins militaires, soit 22 % de son produit intérieur brut

d'une croissance revue à la baisse, de 3,5 % au lieu de 4,6 %, pour cette année, à la suite des bombardements russes sur la moitié des infrastructures énergétiques.

La restructuration est présentée comme une étape indispensable pour trouver de nouveaux financements, selon une source proche des négociations qui considère que « si l'Ukraine en fait l'impasse, elle se ferme la porte à de nouveaux investissements privés ».

Le FMI demande des réformes

Certes, le pays peut compter sur un gigantesque prêt de 50 milliards de dollars, approuvé par les dirigeants du G7, à la mi-juin, et qui sera remboursé grâce aux intérêts générés par les actifs russes immobilisés à l'étranger. Mais, en raison des incertitudes politiques qui planent sur le soutien futur de l'Union européenne et des Etats-Unis, Kiev préfère garder d'autres options ouvertes.

Le Fonds monétaire international a fait de cette restructuration un prérequis pour lui apporter son soutien. En échange de 15,6 milliards de dollars – seuls 5,4 milliards lui ont été versés –, l'institution exige certaines réformes dans la lutte contre la corruption ou la collecte des impôts mais également la maîtrise des comptes publics ou la réduction

de la dette. Celle-ci atteint les 100 % du PIB, et l'Ukraine s'est engagée à la réduire à 82 %, d'ici à la fin de 2028.

Dans un pays toujours en guerre, la procédure est toutefois inhabituelle et d'autant plus délicate qu'elle peut avoir des conséquences politiques et réputationnelles. Les créanciers, qui n'ont pas répondu aux questions du Monde, ne veulent surtout pas passer pour des investisseurs peu soucieux du sort d'un pays en lutte pour sa survie.

Le Crédit agricole, dont Amundi est la filiale, est implanté en Ukraine et ne cesse de rappeler sa « solidarité » avec le pays en se présentant comme un « partenaire fiable et de confiance ». La banque a fait savoir, en avril, qu'elle continuait à verser les salaires d'une soixantaine d'employés partis sur le front et qu'elle figurait parmi les dix banques les plus généreuses en matière d'action humanitaire.

Quant à BlackRock, il a promis d'aider à la création, aux côtés de la banque J.P. Morgan, d'un « fonds de développement de l'Ukraine » permettant de lever 15 milliards de dollars une fois la guerre terminée. La reconstruction, un marché estimé à 500 milliards de dollars, aiguise les appétits. ■

JULIEN BOUISSOU

557 MILLIONS

C'est, en dollars, soit 521 millions d'euros, la somme récupérée par Washington avec la vente des options d'achat d'actions acquises dans onze compagnies aériennes en 2020, en échange du plan de sauvetage de ces entreprises pendant la pandémie du Covid-19. Les compagnies concernées par cette annonce faite vendredi 21 juin sont Delta Air Lines, United Airlines, Alaska Airlines, Southwest Airlines, Spirit Airlines, Allegiant Air, American Airlines, SkyWest Airlines, Frontier Airlines, Hawaiian Airlines et JetBlue Airways. En avril 2020, le gouvernement avait adopté un plan d'aides de 25 milliards de dollars pour le secteur.

ÉNERGIE

Le marché européen est efficace, affirme la patronne d'Engie

Le marché européen de l'énergie est une « chance » qui « a démontré son efficacité durant la crise énergétique de 2022 et 2023 », a affirmé, samedi 22 juin, Catherine MacGregor, la directrice générale d'Engie, après l'annonce par le Rassemblement national de sa volonté d'en renégocier les règles. « Sans marché européen de l'électricité, nous nous exposerions à des prix encore plus volatils, voire à des risques de black-out », écrit-elle dans La Tribune.

MÉDIAS

Fin de la grève à « Ouest-France »

La grève lancée jeudi 20 juin à Ouest-France pour obtenir des hausses de salaires, a pris fin vendredi 21 juin. « On a obtenu une augmentation générale », a déclaré Patricia Vieillescazes, représentante syndicale CGT, indiquant que cette augmentation est « de 50 euros brut pour chaque salarié » par mois. – (AFP)

TECHNOLOGIES

Apple repousse le lancement de son système d'IA générative dans l'UE

Apple a déclaré, vendredi 21 juin, qu'il reportait sine die le lancement de son système d'intelligence artificielle (IA) générative dans l'Union européenne, du fait d'« incertitudes réglementaires » liées au règlement sur les marchés numériques, selon une porte-parole. Le groupe s'inquiète en particulier des obligations en matière d'interopérabilité, qui doit permettre de communiquer entre différentes plates-formes et systèmes de messagerie, mais qui pourrait poser, selon Apple, un risque pour la sécurité et la protection des données personnelles. – (AFP)

RECTIFICATIF

Dans l'article intitulé « Le retour des prêts étudiants à prix cassés » (Le Monde du 22 juin), nous avons écrit par erreur « 3 millions » au lieu de « 18 ans », en ce qui concerne l'âge minimal pour souscrire un crédit étudiant.

Le débat sur le jeu tricolore refait surface

Les deux premiers matchs de la France à l'Euro interrogent sur l'efficacité offensive des Bleus

PADERBORN (ALLEMAGNE) -
envoyé spécial

Le 30 mai, au Centre national du football de Clairefontaine (Yvelines), l'équipe de France lance sa préparation pour l'Euro 2024. Au lendemain de la conférence de presse inaugurale de Didier Deschamps, c'est au tour d'Antoine Griezmann de satisfaire à ses obligations médiatiques. Le vice-capitaine des Bleus aux 131 sélections a l'expérience de ces rendez-vous. Il sait que ses mots seront relayés, commentés, analysés. Ce jour-là, involontairement peut-être, il rouvre pourtant un débat vieux de douze ans, comme la durée du mandat de sélectionneur de Didier Deschamps.

« La clé, même si c'est ennuyeux, ça reste toujours la défense. C'est avoir une équipe solide, dure dans les duels, très bonne défensive. C'est ce qui nous permettra d'aller le plus loin », juge le joueur de 33 ans. Relancé par un journaliste, il poursuit sans détour avant de finir par un rire : « C'est très chiant à regarder, mais c'est comme ça, ça fait gagner. » Malgré ses succès récents en compétition, l'équipe de France ne serait donc pas plaisante à regarder jouer.

Grâce à leurs deux premiers résultats à l'Euro face à l'Autriche (1-0) et les Pays-Bas (0-0), au cours desquels ils ont démontré leur solidité défensive, les Bleus ont l'occasion de terminer en tête du groupe D, mardi 25 juin, pour leur dernier match de la phase de poules contre la Pologne. Mais, pour y parvenir, les joueurs de Didier Deschamps devront faire trembler les filets, puisque les adversaires ne feront pas tous le même cadeau que le but contre son camp inscrit par le malheureux défenseur autrichien Maximilian Wöber.

Depuis la réalisation de Kylian Mbappé lors du premier match

de préparation contre le Luxembourg (3-0), la France n'a pas marqué en deux cent soixante-quinze minutes, en comptant l'autre rencontre amicale face au Canada (0-0). Les propos de Griezmann ont pris tout leur sens aux yeux de supporters français déçus par le rendement offensif tricolore.

Un sélectionneur peu proluxe

« Je peux comprendre que pour ceux qui veulent voir du très beau jeu, on n'est peut-être pas l'équipe qui joue le mieux. Mais on est l'équipe qui se retrouve le plus souvent dans le dernier carré, estime Aurélien Tchouaméni. Le plus important, c'est de gagner. A la fin de notre carrière, on se rappellera plus du palmarès que de la manière de jouer. » De fait, tout le monde se souvient du succès tricolore à la Coupe du monde 2018, moins de son style de jeu plutôt restrictif.

La titularisation d'Adrien Rabiot, comme milieu gauche face aux Pays-Bas, a rappelé le rôle similaire du milieu défensif Blaise Matuidi lors du Mondial en Russie, hérésie pour les amoureux du football mais idée ô combien efficace pour aller décrocher une deuxième étoile. La victoire en Ligue des nations 2021 et le trio d'at-

taque tricolore composé par Karim Benzema, Kylian Mbappé et Antoine Griezmann, puis le parcours à la Coupe du monde 2022 avec un « Grizou » facilitateur du jeu tricolore, avaient redonné un peu de crédit aux ambitions de Didier Deschamps.

Entre les discours récents des joueurs – qui insistent sur l'importance de la base défensive avant l'animation offensive – et l'absence de but, la version 2024 de l'équipe de France est décrite comme une sélection gagne-petit. Le fait que le sélectionneur ne se montre pas proluxe sur ses intentions tactiques n'aide pas à renverser ce récit. Didier Deschamps n'est pas Luciano Spalletti, le tech-



Antoine Griezmann lors du match des Bleus contre les Pays-Bas, au stade de Leipzig (Allemagne), vendredi 21 juin. GABRIEL BOUYS/AFP

nicien italien, capable de soliloquer pendant de longues minutes sur l'idée que la victoire passera par la qualité de jeu et l'attaque.

« L'objectif, c'est de maîtriser, d'imposer notre jeu à l'adversaire, d'avoir plus le ballon, de se créer des occasions et de marquer des buts. » Voilà, résumée avec ses propres mots, à quoi correspond la philosophie Deschamps. Pour le style, on repassera. Dimanche, Jonathan Clauss a pourtant défendu son équipe : « Le premier match contre l'Autriche était très engagé et le jeu n'était la priorité ni d'un côté ni de l'autre. On a gagné la bataille du combat, et c'est là que ça se jouait. Sur le deuxième match, on a l'impression qu'on joue mal, mais on se crée beaucoup d'occasions contre une équipe des Pays-Bas qui ne sortait plus. »

En dépit d'absence de but, la France fait bonne figure dans les classements statistiques : elle est la sixième équipe – sur vingt-quatre – à faire le plus de passes, la cinquième à toucher le plus de ballons dans la surface adverse, la quatrième à tenter le plus de dribbles... Et l'une de celles qui se sont créées le plus d'expected goals (« buts attendus »), qui mesurent le nombre de buts qu'aurait dû inscrire une sélection dans un

« A la fin de notre carrière, on se rappellera plus du palmarès que de la manière de jouer », a défendu Aurélien Tchouaméni

match, en fonction de la dangerosité des tirs tentés.

L'équipe de France n'est donc pas une équipe regroupée devant son gardien et se montre souvent plus entreprenante que son adversaire, comme ce fut le cas lors des rencontres contre l'Autriche – outsider dans cet Euro – et les Pays-Bas – candidats à la victoire finale. Elle n'est pas encore aussi attrayante que l'Espagne, dont la qualité de jeu est une marque de fabrique. Mais pas aussi ennuyeuse que l'Angleterre, également grand favori de cet Euro, qui décoït et produit peu de jeu.

Ce qui manque aux Bleus, puis-que c'est là que se situe le spectacle dans le football, ce sont les buts. L'équipe de France n'avait plus commencé une compétition sans marquer lors des deux pre-

miers matchs depuis la Coupe du monde 2010. Un très mauvais souvenir. Les attaquants tricolores, de Kylian Mbappé à Antoine Griezmann en passant par Marcus Thuram, ont été particulièrement défaillants depuis dix jours.

« La solidité, c'est évidemment important, mais il faut marquer pour gagner des matchs. C'est le regret que j'ai ce soir par rapport au nombre d'occasions franches qu'on a pu avoir », expliquait Didier Deschamps après le match contre les Pays-Bas. Le sélectionneur, « jamais inquiet », n'en prenait pas ombrage : « Ce qui m'inquiéterait, c'est qu'on n'ait pas d'occasions. Ça serait plus embêtant. L'efficacité, au très haut niveau, est un élément important. On a une bonne marge d'amélioration dans ce domaine. »

Face aux Pays-Bas, un adversaire qui aurait pu prendre la tête du groupe en cas de victoire, l'équipe de France avait maintenu un équilibre sans se lancer inconsidemment à l'abordage. Pour obtenir la tête du groupe D et basculer dans une partie de tableau a priori plus favorable, les Bleus vont devoir davantage se livrer face à la Pologne, mardi, et marquer les buts qui prouveront qu'ils ne sont pas si pénibles que ça à regarder jouer. ■

DENIS MÉNÉTRIÉR

Les remplaçants sur la touche ?

Depuis le début du mandat de sélectionneur de Didier Deschamps en 2012, le troisième match de la phase de groupes d'une grande compétition est souvent l'occasion de faire tourner son effectif. Mais, comme lors de la dernière édition de l'Euro 2021, les remplaçants vont certainement devoir ronger leur frein lors du match contre la Pologne, déjà éliminée. L'équipe de France doit, en effet, s'imposer pour espérer terminer à la première place du groupe D, devant les Pays-Bas ou l'Autriche. « S'il faut rester sur le banc, on restera sur le banc. Tant que la qualification est au bout, ça ne sera pas un souci », a déclaré Jonathan Clauss, dimanche 23 juin, alors que Didier Deschamps insiste souvent sur l'importance de « conserver le groupe concerné » en donnant du temps de jeu à tous ses joueurs.

Législatives : les Bleus toujours en quête d'un message commun

Depuis la prise de position de Marcus Thuram contre le Rassemblement national, les avis des joueurs de l'équipe de France divergent

PADERBORN (ALLEMAGNE) -
envoyé spécial

On y a bien réfléchi et on va faire quelque chose très bientôt. » Il y a une semaine, Kylian Mbappé annonçait une initiative collective des Bleus au sujet des élections législatives des 30 juin et 7 juillet. « On a beaucoup échangé sur le message qu'on pouvait donner en tant qu'équipe », ajoutait le capitaine de l'équipe de France lors d'une conférence de presse bien plus politique que sportive, dimanche 16 juin à Düsseldorf (Allemagne), à la veille du premier match de l'équipe de France dans l'Euro 2024.

Cette annonce du joueur star survenait au terme d'une semaine durant laquelle les Bleus avaient été interrogés, sans relâche, sur la situation politique née de la dissolution de l'Assemblée nationale. Samedi 15 juin, Marcus Thuram avait appelé à « se battre au quotidien pour que le RN [Rassemblement national] ne passe pas ». « Je pense qu'en équipe de

France, tout le monde partage le même avis que moi, enfin je l'espère », avait ajouté l'attaquant.

Le lendemain, son capitaine avait reformulé le message en appelant à éviter « les extrêmes », tout en disant « se ranger avec [Marcus Thuram] », maintenant une forme d'ambiguïté.

Et depuis ? L'initiative ne paraît guère avoir avancé. D'abord parce que le sport a repris le dessus avec l'entrée des Bleus dans la compétition et deux matchs exigeants physiquement et mentalement, lundi 17 puis vendredi 21 juin. « On attend encore de voir ce qu'on va dire ensemble », avait dit William Saliba, mercredi, indiquant que les discussions avaient peu prospéré.

Ensuite parce que Kylian Mbappé, blessé au nez lundi contre l'Autriche, a dû se consacrer aux soins et s'est lancé dans une course contre la montre afin de pouvoir rejouer le plus tôt possible. Et que son état a préoccupé le groupe, éloignant les réflexions politiques. C'est ce dont a rendu compte Adrien Rabiot, mercredi, après avoir appelé à voter car

« c'est l'avenir de la France qui est en jeu » : « Il ne faut pas être trop parasité avec cette histoire au sein du groupe, on a une compétition à gérer au mieux. C'est assez compliqué comme ça, on a nos problèmes à l'intérieur. Si on pouvait laisser ça de côté, ça serait mieux. »

Antoine Griezmann est allé plus loin, le lendemain, en semblant remettre en question cette éventuelle initiative : « On verra si ça se fera ou non. Le seul truc que je peux dire, c'est d'aller voter. Je pense que tout ce qui est politique, c'est très sérieux, très compliqué, assez privé. Je suis là en tant que joueur de foot. J'ai beaucoup de notoriété mais je n'ai pas à l'utiliser. Allez voter, c'est assez rapide mais tellement important. »

« Puissance médiatique »

Au-delà de la nuance entre la lutte contre « le RN » et le refus des « extrêmes » – un terme repris dimanche 23 juin par Aurélien Tchouaméni, qui a dit « [avoir] horreur des extrêmes » –, il y aurait donc une troisième ligne chez les Bleus : ceux qui, comme le vice-

« Tout ce qui est politique, c'est très sérieux, très compliqué, assez privé. Je suis là en tant que joueur de foot »

ANTOINE GRIEZMANN

capitaine, estiment ne pas avoir d'autre message à véhiculer que l'appel à voter, qui, lui, fait consensus. « Chacun est libre de penser ce qu'il veut, chacun a ses convictions », a ainsi dit Adrien Rabiot, mercredi. « Je ne suis pas là pour juger les gens », avait déclaré Benjamin Pavard, le 14 juin. « Je ne vais pas donner de précision sur mes tendances politiques », avait encore déclaré Olivier Giroud, le même jour. S'accorder sur un message commun n'est donc pas simple. Mais Tchouaméni, dimanche, s'est dit « sûr que c'est un sujet qui va refaire surface ».

« Vous aurez peut-être constaté que dans les prises de position, qui certaines ont visé un parti, d'autres ont parlé des extrêmes, il y a des clarifications à avoir sur l'axe où les joueurs souhaiteraient intervenir », avait pointé le président de la Fédération française de football (FFF), Philippe Diallo, mardi 18 juin. Il s'était aussi montré très prudent sur le projet de message commun : « Je suis au courant de cette réflexion. A ce stade, je n'en ai pas le contenu, c'est un échange que les joueurs ont entre eux. Est-ce que ça débouchera sur une initiative ? Sous quelle forme et avec quel calendrier ? Je ne suis pas en mesure de vous répondre. »

Au-delà des différences d'approche, le président de la FFF a-t-il pu mettre un coup de frein à ce projet ? Celui qui se présente comme le « garant de la liberté d'expression des joueurs » les a mis en garde. « Ils ont une telle puissance médiatique, ils ont une telle influence sur une partie de notre jeunesse que dans leur prise de position, ils doivent être vigilants face à des tentatives de récupération qui existent et

sonst exacerbées dans des périodes de vie électorale importante pour notre pays, a-t-il exposé mardi. Ce que je leur dis, c'est d'être vigilant par rapport à l'ADN de l'équipe de France et de la Fédération au sens large, c'est-à-dire le souci de l'unité, de mettre en œuvre les valeurs qui rassemblent les Français. »

Le patron de la FFF défend la « neutralité » de son institution : « J'ai 2,4 millions de licenciés, ce qui veut dire que toutes les sensibilités de la vie française sont au sein de la FFF. Ils ne comprendraient pas si je sortais la Fédération de ce devoir de neutralité. (...) Les élections, quand elles se déroulent dans un cadre démocratique, donnent des résultats. Les Français choisiront ceux à qui ils font confiance et en tant qu'institution fédérale, nous serons respectueux du vote des Français. » Ajoutant toutefois : « Si par malheur, pour notre pays, demain un certain nombre de lignes jaunes devaient être franchies, la Fédération et moi-même prendrions nos responsabilités. » De l'art de marcher sur un fil. ■

ALEXIS DELCAMPRE

ENQUÊTE

Invitées surprises des festivals d'été, les élections législatives des dimanches 30 juin et 7 juillet vont bousculer la tenue de représentations qui auront lieu à ces dates. Déjà fragilisées par les baisses de subventions, et perturbées par l'organisation des Jeux olympiques, elles n'en demandaient pas tant. Au-delà du choc politique, l'annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale par Emmanuel Macron, dimanche 9 juin, dans la foulée des résultats des européennes et de la victoire du Rassemblement national (31,4 % des suffrages exprimés), a mis la pression dans le milieu du spectacle vivant : les programmateurs ont dû s'organiser sur-le-champ pour éviter la désertion des spectateurs... tout en les encourageant à se rendre aux urnes.

A la veille de la 78^e édition du Festival d'Avignon, piloté par Tiago Rodrigues, la mobilisation a démarré par la recherche tous azimuts de procurations. Des artistes au public (1,9 million de spectateurs pour le « off » en 2023), la cité des Papes est un vivier non négligeable d'électeurs. Une réalité qui n'a pas échappé à son directeur délégué, Pierre Gendronneau : « Pour le moment, notre message prioritaire consiste à appeler les personnes à venir dans nos salles tout en ayant pris les mesures nécessaires pour voter. » Un bulletin de vote dans la main, un billet de spectacle dans l'autre, pour ainsi dire.

Une fois cette question réglée, reste une inconnue : quelle sera l'atmosphère à l'approche des scrutins, le soir du premier tour, puis du second ? A Avignon intramuros, cœur battant du spectacle vivant, les spectateurs auront-ils la tête à entrer dans les salles les 30 juin et 7 juillet ? Codirecteur du « off », avec Laurent Domingos, Harold David se prépare à toute éventualité : « Personne n'est inconscient au point de penser que si le RN [Rassemblement national] arrive en tête, ce résultat passera comme une lettre à la poste. Avec sa concentration d'artistes, d'intellectuels, d'intermittents, il est probable qu'Avignon devienne une poche de résistance. Nous sommes prêts à bouleverser nos programmes en fonction de cette hypothèse », dit-il.

Une grande soirée construite par les équipes du « off » et par celles de Tiago Rodrigues pourrait se tenir jeudi 4 juillet dans la Cour d'honneur. Mais ce n'est qu'une « option », nuance Pierre Gendronneau. « Une fois passés les résultats du 30 juin, nous appellerons si nécessaire à une très large mobilisation citoyenne. La position du Festival est claire et ses valeurs intangibles : il est progressiste, féministe, écologiste, antiraciste. »

« Si le Rassemblement national passe, que fera-t-on pour ne pas juste crier "résistance !", place de l'Horloge à Avignon ? » Programmé dans le « off », où il met en scène *L'Abolition des privilèges*, au Théâtre du Train bleu, Hugues Duchêne, 33 ans, projette cette question sans réponse. De son côté, Hugo Roux, 29 ans, ne sera pas (une fois n'est pas coutume) président de bureau de vote dans sa Haute-Savoie natale. Il met en scène *Les Raisins de la colère*, au théâtre 11-Avignon, une adaptation du roman de Steinbeck. Lui aussi se tient sur le pied de guerre tout en s'avouant assailli de doutes vertigineux : « Comment réagir en cas de raz de marée dès le premier tour ? Je m'interroge sur

« Il est probable qu'Avignon devienne une poche de résistance »

HAROLD DAVID
codirecteur du « off »

la nécessité de donner des leçons de vote aux gens alors qu'on n'a pas été capables d'endiguer la montée du RN. »

Bouba Landrille Tchouda, chorégraphe français d'origine camerounaise, qui présentera *Barulhos* à La Manufacture, tient à exprimer « pour la première fois » une parole politique : « Plus que jamais, les Français doivent prendre conscience que le RN n'est pas un parti comme les autres. Quant à la liberté d'expression, et de programmation artistique, elle a toujours fait peur à l'extrême droite. »

La metteuse en scène Marilyn Leray, qui crée *Holden* au Théâtre des Halles, pointe une autre inquiétude : « Sur certains territoires, les gens semblent peu concernés par la culture, ils sont confrontés à une telle urgence à d'autres endroits... Je sens que l'on va vers une culture du divertissement, alors que l'art est comme un service public, au même titre que l'éducation et la santé. »

Une réplique artistico-citoyenne
Manifestations, grèves, perturbations des représentations, jusqu'à quel point l'actualité politique affectera-t-elle (ou pas) la marche de la manifestation avignonnaise ? « Nous serons à l'écoute de ce que veulent les artistes. Si l'impensable advient, le lieu sera ce que les compagnies veulent en faire », affirme Fida Mohissen, codirecteur du théâtre 11-Avignon. Patron du Théâtre du Train bleu où se tiendra, lundi 8 juillet, une journée consacrée aux minorités LGBTQIA+, Aurélien Rondeau imagine une réplique

artistico-citoyenne au possible séisme : « S'il le faut, nous élargirons cette journée spéciale à toutes les minorités. »

En dehors des remparts, au Théâtre L'Entrepôt, situé dans le quartier populaire de Monclar, et fondé par Michèle Addala, l'atmosphère est grave : « Des gens ont le sentiment que leur vote ne changera rien. Dans le département du Vaucluse, quatre députés sur cinq appartiennent déjà au RN, et le cinquième est macroniste », rappelle Antoine Raud, directeur de production de la compagnie Mises en scène, dirigée par Michèle Addala.

La dissolution a pris tout le monde de court, mais ses effets sont d'ores et déjà quantifiables : « Jusqu'au 9 juin, les réservations étaient plutôt meilleures que l'an passé à la même date. En revanche, depuis, nous constatons un tassement. L'anxiété empêche une partie du public de se projeter dans le Festival », regrette Pierre Gendronneau. Dans le « off », il a fallu procéder à quelques petits déménagements, la manifestation occupant cinq locaux qui vont servir de bureaux de vote. Ainsi, le village du « off », sorte de QG, va devoir fermer « du 6 juillet en fin de journée au 8 juillet le matin », explique Harold David. Résultat, dit-il, « deux gros concerts ont dû être annulés, pour un manque à gagner de près de 40 000 euros, si l'on inclut aussi le renforcement des équipes de nuit des techniciens ».

Les Rencontres de la photographie d'Arles (du 1^{er} juillet au 29 septembre) semblent moins touchées, la semaine profession-

« Cette période délicate donnera peut-être aux gens l'envie d'être ensemble »

SOPHIE MIROUZE
Festival
La Rochelle Cinéma

nelle ayant lieu entre les deux tours, et se terminant samedi 6 juillet. « Pour l'instant, nous n'avons noté aucun ralentissement sur les accréditations de la semaine d'ouverture, ni sur la billetterie. En revanche, nous aurons un peu de retard dans la livraison de billets d'invitation, l'imprimeur étant accaparé par les bulletins de vote. Le 7 juillet, les expositions fermeront comme tous les jours à 19 h 30, avant l'annonce des résultats. Mais la préoccupation et les questionnements seront palpables, comme dans toute la France », résume, en pesant ses mots, la directrice adjointe, Aurélie de Lanlay.

À l'inverse, au festival de cinéma de La Rochelle, les visiteurs pourront vivre en direct les deux tours – la manifestation s'étend du 28 juin au 7 juillet. « Depuis l'annonce des législatives anticipées, on enregistre une baisse significative des réservations. Et on est dans l'incertitude concernant les 1300 professionnels, accrédités gratuitement, qui viennent de toute la France pour découvrir les films en avant-première, tout par-

ticulièrement les exploitants », indique la déléguée générale et directrice artistique, Sophie Mirouze. Elle ajoute, plus optimiste : « En général, le festival est une bulle, festive. Peut-être cette période délicate donnera-t-elle aux gens l'envie d'être ensemble. »

Mais y aura-t-il foule, dimanche 30 juin, lors de la soirée hommage à l'actrice Françoise Fabian, avec la projection de *Ma nuit chez Maud* (1969), d'Eric Rohmer ? Quant à ceux qui ne voudront rien savoir, dimanche 7 juillet, ils pourront toujours s'enfermer dans la grande salle pour visionner le *Napoléon* (1927) restauré d'Abel Gance. La grande fresque de plus de sept heures sera diffusée en deux parties, une première à 14 h 15 et une seconde à... 19 h 30, une demi-heure avant les résultats.

Tension palpable en Bretagne

Plus au nord, en Bretagne, jusqu'alors terre de résistance à l'extrême droite, où le Rassemblement national a pourtant fait une percée aux européennes, la tension est palpable. La 14^e édition du festival de musique Bobital L'Armor à sons aura lieu du vendredi 28 au dimanche 30 juin, près de Dinan (Côtes-d'Armor), avec vingt mille spectateurs accueillis chaque soir, en plein air, bénévoles compris. Dans ce département, de même que dans le Morbihan, la liste de Jordan Bardella a franchi la barre des 28 %. Le coprésident du festival, Yoann Réhel, préfère temporiser : « On sent qu'un vote sanction s'est exprimé. Mais la situation est dif-

férente pour les législatives, à l'échelle locale, on va voter pour des personnes. Celles qui font bien leur travail, pourquoi ne seraient-elles pas réélues ? Il n'empêche, ajoute-t-il, je ne suis pas mécontent que notre festival n'ait pas lieu pendant le second tour. »

A 200 kilomètres de là, L'Irréductible Festival, à Quimper, avec une programmation rock (celtique), aura lieu aux mêmes dates et a déjà fait parler de lui : pour inciter le public à se rendre aux urnes, l'équipe a annoncé qu'une galette saucisse serait offerte à tout festivalier qui présenterait sa carte d'électeur tamponnée – ou un document attestant d'une procuration de vote. Mais le partenariat mené avec l'entreprise de pâté Hénaff a créé un malentendu, la candidate du RN dans la première circonscription du Finistère portant le même nom – il s'agit de Christel Hénaff.

Les organisateurs ont dû aussitôt déminer le terrain. « La candidate n'a aucun lien avec la maison Hénaff, beaucoup de gens portent ce nom dans la région. Nous appelons seulement au vote, mais évidemment nous ne donnons aucune consigne », explique, au Monde, le responsable presse Vincent Le Gall. Par ailleurs, des alternatives véganes seront proposées, prévient-il. Autrement dit, la viande de porc ne visait aucunement à stigmatiser la population musulmane. Que de tensions... Ainsi vont les festivals, marchant sur des œufs, à l'image du pays divisé. ■

CLARISSE FABRE
ET JOËLLE GAYOT



XAVIER LISSILLOUR

Les élections législatives s'invitent dans les festivals de l'été

Les représentations, qui auront lieu pendant les scrutins des dimanches 30 juin et 7 juillet, pourraient être perturbées, dans un climat qui s'annonce délicat

Le vertige mortel de « Barbe-Bleue » selon Bausch

Adaptée du conte de Charles Perrault, la pièce de la chorégraphe entre au répertoire de l'Opéra de Paris

DANSE

J'ai encore du mal à aller jusqu'au bout de la vidéo tellement elle est violente!» Cette confidence, la danseuse Koharu Yamamoto, 20 ans, de l'Opéra national de Paris, la livre du fond du cœur. Mais de quoi parle-t-elle ? De *Barbe-Bleue*, chef-d'œuvre d'horreur créé en 1977 par la chorégraphe allemande Pina Bausch (1940-2009), qui entre au répertoire de l'institution parisienne. En revanche, en répétition mercredi 12 juin, la jeune femme trace une voie impérieuse dans ce récit atroce d'amour et de curiosité. «*Regarder mes collègues m'aide beaucoup*», glisse-t-elle. Et elle fonce à grands cris stridents qui font dresser le poil.

Koharu Yamamoto n'imaginait pas une seconde interpréter cette pièce maîtresse de la scène contemporaine. Elle pensait, non sans plaisir, finir la saison dans *Le Lac des cygnes*. Sauf que le hasard en a décidé autrement. Il y a un an, elle croise dans les couloirs du Palais Garnier José Martinez, directeur de la danse, qui lui suggère de passer l'audition organisée par la Fondation Pina Bausch. «*J'y suis allée tranquille, je me suis amusée avec mes amis à faire les choses bizarres qu'on nous demandait comme rigoler, pleurer...*», poursuit-elle. Et non seulement elle a été retenue parmi les quarante-cinq interprètes, mais elle a été élue pour le rôle de Judith au côté de l'étoile Léonore Baulac et de Charlotte Ranson. Adieu *Le Lac*, bienvenue au château, avec ses sept portes et sa clé pleine de sang indélébile !

Regard implacable

La terreur, l'effroi, générés par le conte de Perrault, sont ici amplifiés par la musique de l'opéra composé en 1911 par Bela Bartok (1881-1945) et le regard implacable de Pina Bausch. Dès notre arrivée dans le studio, les voix en allemand sont griffées par des hurlements, des miaulements hystériques, des halètements. Calme et aux aguets, Beatrice Libonati, figure de la compagnie Pina Bausch, qui a dansé *Barbe-Bleue* avec son mari, l'inoubliable Jan Minarik (1945-2022), supervise la transmission. Parallèlement aux visionnages des captations, elle indique les intentions des

« C'est une œuvre d'une puissance vampirique, à la frontière du beau et de l'abominable »

LÉONORE BAULAC
danseuse

mouvements. Son conseil : «*Il ne faut pas jouer, il faut être et vivre avec ce que chacun a traversé dans sa vie.*»

Accroché à un magnétophone à bandes, le danseur Takeru Coste (Barbe-Bleue), hypnotisant dans son pardessus, lance la musique, la stoppe brutalement, rembobine furieusement et ça repart. Des femmes l'entourent et se frottent en lui caressant le visage. Comme on repique à un désir méchant, il enclenche le son et tend la main vers Léonore Baulac (Judith), qui révèle ici une facette tragédienne sidérante.

Amour, emprise, violences sexuelles, désir et jalousie filent en un vertige mortel dans ce spectacle conflictuel. Sur son compte Instagram, Léonore Baulac le présente ainsi. «*C'est une œuvre d'une puissance vampirique qui vacille à la frontière du beau et de l'abominable. Venez, mais venez informés, c'est une œuvre violente et parfois douloureuse à regarder.*» Elle ajoute : «*Et maman, ne t'inquiète pas, c'est du théâtre. Moi, en vrai, ça va !*» Avec Takeru Coste, le duo impose une alliance artistique claquante. «*Peu de paroles entre nous, tout passe dans le ventre pour rejoindre les émotions de l'autre*, précise Takeru Coste. *La relation bourreau-victime est complexe ici et chaque personne, enfermée dans ce cercle vicieux. C'est une pièce où l'imprévu et l'anomalie font partie de l'expérience et sont même indispensables pour tenir deux heures sans répit. Je suis aussi le chef d'orchestre avec mon magnéto.*»

De fait, le magnéto n'est-il pas la vedette du spectacle ? Le titre originel est : *Bluebeard. While Listening to a Tape Recording of Bela Bartok's Opera « Duke Bluebeard's Castle »*. Il souligne la dramaturgie. Il raconte également la fabrication. «*En 1977, des danseurs ne voulaient plus travailler avec Pina*



Une répétition de « Barbe-Bleue », de Pina Bausch, le 22 mai, par le Ballet de l'Opéra national de Paris. AGATHE POUPENEY/PHOTOSCENE/ONP

dont ils jugeaient qu'elle allait trop vers le théâtre, se souvient Beatrice Libonati. Elle s'est alors retrouvée dans le studio de Jan Minarik... Il y avait un magnétophone... » Et l'histoire a ainsi commencé, nourrie par de longues discussions le matin au café et le soir au restaurant sur les nappes duquel Rolf Borzik (1944-1980), scénographe et compagnon de Pina, dessinait le décor couvert de feuilles mortes. «*Et les autres interprètes sont revenus*», conclut Beatrice Libonati.

Les castings s'enchaînent. Au côté de Baulac et Coste, deux autres couples se relaient dans les rôles de Judith et de Barbe-Bleue. Koharu Yamamoto danse avec Alexandre Boccaro ; Charlotte Ranson avec Mickaël Lafon. Tous épatent et proposent des nuances fines dans l'interprétation. Libonati détaille des qualités gestuelles. «*Les bras doivent être plus aiguisés*», dit-elle aux trois Judith. Puis elle imite gentiment la course d'un danseur. «*Même si vous ne*

parcourez que 1 mètre, courez vraiment et pas comme si vous faisiez votre jogging.»

« Tout est dicté par le magnéto »

La rudesse de la chorégraphie se sent à fleur de corps. «*Il faut beaucoup contrôler les portés, sinon ça peut être dangereux*», précise Koharu Yamamoto. Des fous rires nerveux éclatent. «*C'est normal dans ce contexte*, commente Grégory Gaillard, maître de ballet de l'Opéra de Paris, au milieu de ses cahiers de notes. *Ça fait du bien de rire un peu de cette folie. La violence est tellement crue. Mais je prends soin des danseurs aux petits oignons.*» Et il a du boulot. Léonore Baulac se masse la nuque, Takeru Coste a un bandage sur l'oreille, Mickaël Lafon a souffert d'un lumbago...

C'est pendant son repos forcé que Mickaël Lafon, qui a relu Perrault ainsi que la version d'Amélie Nothomb (parue en 2012 chez Albin Michel) dont il a apprécié «*le côté épicurien*», a appris la partition ultracomplexe

« A la fin, on va tellement loin qu'on n'est presque plus soi-même »

MICKAËL LAFON
danseur

avec le magnétophone. Il a regardé jusqu'à plus soif deux vidéos de la pièce et intégré le minutage infernal, entre retour et accélération, de la musique. «*Pour moi, le magnéto est le point central autour duquel tout se passe, tout est dicté par lui à la seconde près, analyse-t-il. Il est peu à peu devenu mon pilier. Je me repose sur lui pour aller jusqu'au bout de cette aventure exténuante. Je me fie à mon instinct pour interpréter ce personnage qui obéit à ses propres codes. A la fin, on va tellement loin qu'on n'est presque plus soi-même.*»

Cet extrémisme, Charlotte Ranson, qui fait son retour sur scène après son congé de maternité, l'affronte avec une énergie sauvage. «*C'est le rôle de ma vie, déclare-t-elle. Une catharsis incroyable.*» Elle est plus qu'heureuse de retrouver Pina, qu'elle a eu la chance de rencontrer en 2003. «*Elle m'a choisie pour le ballet Orphée et Eurydice et m'a donné confiance en moi*, affirme-t-elle. *J'étais une jeune danseuse perdue dans la masse de la compagnie et cela m'a ouvert les portes du répertoire contemporain.*» Puisant dans ses souvenirs de Pina dansant, elle évoque «*la respiration comme clé de ce déploiement du ventre et du dos dans les grands mouvements de bras*». Au-delà d'une chorégraphie géniale, elle entend «*crier et porter l'étendard pour toutes les femmes abusées et violentées*». Pina plus que jamais là. ■

ROSITA BOISSEAU

Barbe-Bleue, de Pina Bausch. Palais Garnier, Paris 9^e. Jusqu'au 14 juillet.

Le ténor Michael Spyres triomphe dans « La Vestale »

Le chef-d'œuvre de Spontini revient à l'Opéra de Paris après 170 ans d'absence, dans une mise en scène de Lydia Steier

MUSIQUE

Cela m'empêche de dormir quand je pense que tout le monde à Paris va me prendre pour une perverse assoiffée de sang !», s'inquiète Lydia Steier dans le programme de *La Vestale*, de Spontini, dont elle met en scène la nouvelle production à Paris jusqu'au 11 juillet. Elle a raison : hasard du calendrier, cette résurrection du plus célèbre des opéras du compositeur italien – l'œuvre, créée en 1807 à l'Académie impériale de musique, n'était pas repa- rue à l'Opéra de Paris dans sa version originale depuis 1854 – coïncide avec la reprise de *Salomé*, de Richard Strauss, passée en 2022 par la régie sadique et érotomane de l'artiste américaine.

Cette fois, plus d'orgie décadente, de meurtres sexuels ni de partouze, mais toujours un cortège de sévices et de corps démembrés, de scènes de torture et d'humiliation, d'exécutions som- maires. La terrible fille d'Héro-

diade profanait l'ordre du monde en réclamant la tête prophétique de Jean-Baptiste sur un plateau d'argent. La prêtresse Julia recevra dans le temple saint de la déesse Vesta les hommages de Licinius, qui fut son amour, violant ses vœux de vierge sacrée.

Amant glorieux et torturé

Lydia Steier trouvait dans l'ou- trance expressionniste de l'opéra de Strauss matière à débauche vi- suelle. Rien de tel dans *La Vestale*, dont l'écriture néoclassique, un brin académique en dépit de réels- les beautés, se refuse à endosser le poids d'un procès en fanatisme religieux doublé d'un plaidoyer contre la dictature. Les images s'inspirent de *La Servante écarlate* (ici, le rouge a viré au noir), les femmes réifiées du roman de Margaret Atwood trouvant leur corollaire dans ces vestales ro- maines que le culte vouait à la pu- reté et à l'abstinence.

Dans un décor en forme de répli- que du grand amphithéâtre de la

De temps à autre, un haut mur de béton vient obturer la scène, symbole d'un monde sans avenir ni fenêtres

Sorbonne (décrépît), les livres – le savoir et la culture soumis à l'auto- dafé – alimentent la flamme de la déesse du foyer dans la religion de Rome. De temps à autre, un haut mur de béton vient obturer la scène, symbole d'un monde sans avenir ni fenêtres où l'on pend les rétifs, les dissidents se voyant ré- duits au simulacre ou à la mort. Impressionnantes parades mili- ciennes d'un côté, processions ri- tuelles avec reliques, icônes, chars et effigies de l'autre : des mouve- ments de foule à la direction d'ac- teurs, tout est on ne peut plus dans

les clous, invitant parfois inopiné- ment au ridicule, qui a le mérite de détourner de l'ennui.

Lors de l'avant-première réser- vée aux jeunes gens le 12 juin, Elza van den Heever (remplacée depuis la première du 15 juin par Elodie Hache) campait une Julia passion- née et émouvante, déployant sur toute la tessiture une ligne de chant impeccablement modelée quoique un peu tendue dans les aigus. Un semblable constat concerne la Grande Vestale d'Eve- Maud Hubeaux, dont le mezzo vo- luptueux donne tout son relief à la relation érotico-sadique qu'elle entretient avec sa « fille » et le Sou- verain Pontife de Jean Teitgen, dont la minéralité vocale et la puis- sance inflexible impressionnent.

Mais le grand vainqueur au jeu de la vocalité est le Licinius de Michael Spyres, éblouissant en amant glorieux et torturé que l'amour asservit jusqu'au sacri- fice. Naturel, aisance, aigus solai- res, intelligibilité prosodique : le ténor américain se joue des diffi-

cultés de la partition avec une sou- plesse qui force l'admiration, ren- dant d'autant plus incompréhen- sible le retournement de situation de son ami Cinna, traître passé à l'ennemi, dont Julien Behr assure la terrifiante mais peu crédible métamorphose. Préparés par Ching-Lien Wu, les chœurs, très sollicités, s'imposent d'emblée, tandis que dans la fosse Bertrand de Billy instille une direction mol- lassonne, manquant tout à la fois de sensualité et de hargne. ■

MARIE-AUDE ROUX

La Vestale, de Gaspare Spontini. Avec Elza van den Heever, Michael Spyres, Eve-Maud Hubeaux, Jean Teitgen, Julien Behr, Florent Mbia, Lydia Steier (mise en scène), Etienne Pluss (décors), Katharina Schlipf (costumes), Valerio Tiberi (lumières) Olaf A. Schmitt (dramaturgie), Orchestre et Chœur de l'Opéra de Paris, Bertrand de Billy (direction). Opéra Bastille, Paris 12^e. Jusqu'au 11 juillet.

ART

La sculpture symbole des JO, signée Alison Saar, inaugurée à Paris

Une femme noire tenant un rameau d'olivier et une flamme dorée, assise au mi- lieu de six sièges symbolisant tous les continents : la sculp- ture conçue par l'artiste américaine Alison Saar pour les Jeux olympiques et para- lympiques de Paris a été inau- gurée, dimanche 23 juin, dans le jardin Charles-Aznavour, au pied des Champs-Élysées. Cette œuvre d'art «*multi- culturelle*», selon l'artiste cali- fornienne, se veut une «*invi- tation au dialogue*». – (AFP)

CINÉMA

Mathieu Kassovitz se défend de promouvoir le Rassemblement national

L'acteur et réalisateur Ma- thieu Kassovitz, critiqué pour avoir déclaré sur LCI, samedi 22 juin, que le RN a «*peut-être sa place en France*» et que «*c'est peut-être une expé- rience à essayer*», a fustigé, dimanche, les «*idiots*» l'accusant de promouvoir le vote RN et a appelé à «*voter*», précisant lui-même voter «*à gauche*». – (AFP)

Arts et sports se mêlent pour l’année olympique

Expositions et manifestations culturelles se déploient jusqu’en septembre sur tout le territoire français

Rien qu’à Paris, le nombre de projets labellisés Olympiade culturelle donne le tournis : 454, toutes disciplines confondues, soit près de la moitié du total des projets soutenus financièrement par cette programmation artistique et culturelle qui se déploie jusqu’en septembre sur tout le territoire français. Côté expositions, la capitale, épicerie de l’effervescence, site principal des épreuves des Jeux olympiques (JO), en concentre une centaine. Labellisée ou non (comme la galerie Gagosian propose, dans ses deux adresses parisiennes, une exposition sur l’iconographie du sport), cette offre pléthorique rencontre-t-elle le public attendu ? Ou bien ces expositions mêlant l’art et le sport seraient-elles la fausse bonne idée de l’été 2024, face à des visiteurs saturés par l’actualité des JO ?

« Il n’y a jamais de mauvais sujet, c’est la façon de s’en emparer qui est pertinente ou pas. Le sport offre ici une occasion de décloisonner les disciplines, or les artistes nous ont toujours habitués à nous ouvrir à des domaines différents, des mathématiques à la cuisine, en passant par le skate », répond Fabien Danesi, directeur du FRAC (Fonds régional d’art contemporain) de Corse, et commissaire des treize expositions « Art & sport » produites par la RMN-Grand Palais, soutenues par les ministères de la culture et des sports, à travers les régions françaises. Le skate sera justement à l’honneur devant le Centre Pompidou, qui a invité l’artiste Raphaël Zarka à déployer, à partir du 22 juin, une nouvelle sculpture en bois qui n’est autre qu’un skatepark.

Un soupçon d’opportunisme
Parmi les expositions les plus grand public, citons « SPOT24 », organisée par Paris je t’aime (le nom de l’office de tourisme de Paris) et le Musée olympique de Lausanne, qui donne un coup de projecteur sur les nouvelles disciplines olympiques (breaking, escalade, BMX, surf...), en lien avec les cultures urbaines. L’exposition, payante, (10 euros) dans un nouveau lieu près de la Tour Eiffel, a accueilli « entre 25 000 et 30 000 visiteurs » selon les organisateurs depuis son ouverture début avril, soit environ 350 personnes par



« Leatherboys » (2018), de Louka Anargyros, au FRAC Sud, à Marseille. LOUKA ANARGYROS & SEPTIEME GALLERY/DAVID STJERNHOLM

A Marseille, le MuCEM, le MAC et le FRAC Sud ont choisi d’unir leurs forces et leur visibilité

jour. Le pic devrait logiquement arriver avec les spectateurs des JO. Au Musée du Luxembourg (6^e), habitué à accueillir des expositions consacrées aux femmes artistes, à la photographie et à la peinture du XX^e siècle, le grand écart désarçonne avec l’exposition « Match », sur le design et le sport, elle aussi inscrite dans le cadre de l’Olympiade culturelle. Pas de file d’attente devant ce musée, avec 21 000 visiteurs comptabilisés depuis le 13 mars, mais une offre « spécial sportifs », une place of-

ferte pour une place achetée, sur présentation d’une carte d’adhérent à un club ou à une association sportive. Derrière la kyrielle de propositions plane quand même un soupçon d’opportunisme. « Je vois moins de l’opportunisme qu’une opportunité pour chacun de faire des pas de côté et faire découvrir des artistes et de nouveaux regards sur notre monde, ce qui n’est pas négligeable. Le soutien financier crée des synergies et des possibilités d’être plus forts ensemble, ce qui d’ailleurs est une belle image sportive ! », rétorque Fabien Danesi. « Une exposition, ce n’est pas une thématique que des œuvres viennent illustrer. Les artistes ne traitent pas de sujets, ils ont avant tout une pratique, comme les sportifs », poursuit-il, lui qui a choisi de croiser les univers en allant occuper des infrastructures sportives avec des expositions en écho avec le lieu d’accueil, et montées à partir des collections du réseau des

vingt-deux FRAC, qui fête ses 40 ans. « Cela permet d’aller chercher un public qui ne passe pas forcément les portes d’un centre d’art et de démocratiser l’art contemporain », souligne encore le commissaire général d’« Art & Sport », qui a pour chaque lieu cherché un dialogue accessible, d’ordre formel, visuel et poétique : une exposition polychrome face aux voies colorées du plus grand mur d’escalade d’Europe, à Mulhouse (Haut-Rhin) ; une installation sur les arbres dans le plus grand boulo-drome de France, à Sin-le-Noble (Nord), abritée par une immense charpente en bois ; une exposition sur la tempête à l’association Marseille capitale de la mer, près du Vieux-Port... Avec, à chaque fois, de la médiation pour ceux qui ont envie d’en savoir plus sur les œuvres. Une autre démarche originale sur plusieurs lieux a pris forme à Marseille, où les trois grandes institutions culturelles ont choisi d’unir leurs forces et leur visi-

bilité : le MuCEM (Musée des civilisations de l’Europe et de la Méditerranée), le MAC (le musée d’art contemporain) et le FRAC Sud, avec une exposition en trois volets, sous le titre « Des exploits, des chefs-d’œuvre », ouverte, fin avril, à la faveur du passage de la flamme olympique dans la ville, qui accueillera cet été des épreuves des JO – voile et football. L’initiative a été lancée par la directrice du FRAC Sud, Muriel Enjalran, qui a fait partie des experts du Comité d’organisation des Jeux olympiques (COJO) en charge de préfigurer l’Olympiade culturelle à travers le pays, avant d’être nommée au FRAC de Marseille en 2021. Elle y a porté un axe art et sport pour les acquisitions de l’institution, dans une ville qui est « un territoire de sport et de ferveur sportive ». Elle a invité Jean-Marc Huitorel, spécialiste des liens entre l’art contemporain et le sport, pour réfléchir à une exposition à laquelle ils ont invité le MuCEM et le MAC à

collaborer, sous le commissariat général de l’historien de l’art. « Le sport, tout comme l’art, nous parle en filigrane des grands enjeux qui fracturent ou unissent la société. Et si les codes du sport ont une accessibilité immédiate, les œuvres n’en demeurent pas moins exigeantes, on n’est pas du tout dans une exposition récréative », souligne Muriel Enjalran à propos de l’exposition au FRAC, qui se déploie dans tous les espaces du bâtiment dans un joyeux pêle-mêle d’installations souvent mordantes sur les questions de gloire ou de discriminations en tout genre.

De mythes en mystifications
Côté MAC, l’exposition se concentre sur la peinture (élargie au dessin et à la photo) et occupe plus d’un tiers du musée. Là non plus, « l’idée n’est pas d’illustrer quelque thématique de circonstance », mais plutôt de « cerner ce que le sport est susceptible de dire de l’art », souligne le texte de présentation. Soit une petite histoire de la modernité en peinture au prisme du sport, avec des œuvres très pointues et d’autres ludiques. On en oublierait presque le thème, tellement les passionnantes petites monographies qui constituent le parcours mettent au second plan ce fil rouge, à travers le travail d’artistes peu montrés, à (re) découvrir. Au MuCEM, « Trophées et reliques » n’est pas la tête d’affiche, l’exposition étant visible dans une salle de 300 m² du Fort Saint-Jean. Cet accrochage autour des mythologies du sport, où l’œuvre d’art croise l’objet vernaculaire, reste amusant, de mythes en mystifications, vraies reliques (ballon de la Coupe du monde de 1998, raquettes de Federer et Nadal...) et détournements par des artistes. Il n’existe pas de billet groupé entre les trois structures, mais un tarif réduit est appliqué après une entrée dans l’une des trois. Le FRAC a comptabilisé 17 858 visiteurs le premier mois, soit une moyenne de 595 visiteurs par jour. Au MAC, on concédait une fréquentation « pas encore au top » dans un mois de mai haché par les ponts, tandis que le MuCEM l’estimait « raisonnable », en hors saison, avec 300 personnes par jour en mai. Avoir, à l’épreuve de l’été et des JO, les résultats de chacun sur la ligne d’arrivée. ■

EMMANUELLE JARDONNET

A Daoulas, six siècles d’échanges entre le Japon et l’Occident

A travers trois cents œuvres et objets, l’abbaye finistérienne met en lumière les relations tissées entre les deux mondes, du XVI^e siècle à nos jours

EXPOSITION

DAOULAS (FINISTÈRE)

Des paillements d’enfants mêlés à des gazouillis d’oiseaux nous accueillent lorsque l’on pénètre sur le site de l’abbaye de Daoulas (Finistère). Fondé au XII^e siècle par les chanoines de l’ordre de saint Augustin, le domaine, dont subsistent un cloître roman, une fontaine et un oratoire du XVI^e siècle, a été acquis en 1984 par le département. Il a fait de cet espace un lieu de nature – avec ses jardins de plantes et d’arbres médicinaux –, et de culture – une exposition y est montée chaque année, qui attire en moyenne 45 000 visiteurs. L’atmosphère inviterait à la méditation si n’avait été conservée en activité l’école primaire ouverte par le précédent propriétaire des lieux, qui y apporte une note de gaieté enfantine. C’est sous le bâtiment de l’école que sont installées les expositions, dont le trait commun est de « faire dialoguer l’ici et l’ailleurs »,

comme le résume la directrice, Marianne Dilasser. Après « Mourir, quelle histoire » en 2023, une plongée dans les rituels funéraires, cap est mis sur l’archipel nippon avec « Des Samourais au kawaii ». Une histoire croisée du Japon et de l’Occident ». A travers un choix d’œuvres, pour certaines issues de la collection japonaise du Musée des Confluences de Lyon, et d’objets technologiques ou de la culture populaire, l’exposition met en lumière les relations tissées entre les deux mondes, du XVI^e siècle jusqu’à aujourd’hui. Conçue en 2018 par le Musée dauphinois de Grenoble, l’exposition a été opportunément adaptée pour le Finistère, département marqué dans les domaines de l’art et de la technologie par les relations avec le Japon. Une salle réunit ainsi plusieurs tableaux d’artistes de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e influencés par le japonisme, mouvement artistique né de la découverte par les Occidentaux de l’art nippon, qui ont représenté la Bretagne, tel *La Plage*

du Ris à Douarnenez, de Lucien Seevagen (1887-1959) ou *Le Crépuscule*, d’Henri Rivière (1864-1951). Une lentille de Fresnel rappelle que le réseau de phares de Tokyo, tous dotés de ce dispositif, a été créé par un Français, l’ingénieur François-Léonce Verry (1837-1908), qui ouvrit la première école d’ingénieurs navals au Japon et conçut l’arsenal de Yokosuka en s’inspirant de celui de Brest.

Conflits de clans
Chronologique, le parcours débute avec l’arrivée des Portugais au Japon, en 1543, et leur première rencontre avec les samourais, et se clôt sur l’engouement actuel pour la culture nipponne, les mangas, les dessins animés et leurs personnages *kawaii* (« mignons »). Six siècles d’échanges, d’influences réciproques, de ruptures et de métissages, racontés à travers des œuvres et des objets emblématiques ou des documents d’archives. L’arrivée des Portugais (sur-nommés les *namban-jin*, les

Chronologique, le parcours débute avec l’arrivée des Portugais au Japon, en 1543

« Barbares du Sud ») s’accompagne de l’introduction des armes à feu, qui vont modifier la manière de faire la guerre dans un pays secoué par les conflits de clans. De fructueux échanges commerciaux s’instaurent, dont témoigne un cabinet écritoire représentatif de l’art dit « *namban* » en bois laqué noir à incrustations de nacre, meuble à usage occidental réalisé selon des techniques japonaises. La période apaisée, sous le shogunat Tokugawa, qui va dominer le pays pendant deux cent cinquante ans, va permettre le développement des arts et des plaisirs, dont témoignent le théâtre

kabuki ou les estampes *ukiyo-e*. Cette période d’effervescence artistique s’accompagne d’une fermeture du pays, à l’exception d’un comptoir néerlandais à Nagasaki. Un ensemble de vaisselle en porcelaine dite « imari » – du nom de son port de départ –, de la première moitié du XVII^e siècle, illustre la production réalisée alors spécifiquement pour l’aristocratie européenne. Contraint sous la menace de rouvrir ses frontières – une aquarelle représente l’arrivée des vaisseaux du commodore américain Perry dans la baie de Tokyo en 1853 –, l’archipel connaît sous l’ère Meiji (1868-1912) une industrialisation rapide, les technologies occidentales contribuant à cette modernisation. En retour, les Occidentaux découvrent, à l’occasion des expositions universelles, une culture longtemps restée cachée. Estampes et objets de bibeloterie connaissent un grand succès sur le marché européen. Une série de photos ainsi qu’un surprenant kimono masculin en

soie couvert de motifs – chars, bombardiers, cuirassés – évoquent la montée en puissance du Japon au XX^e siècle et celle du nationalisme, qui mènera à la seconde guerre mondiale. L’exposition s’achève sur le Japon d’après-guerre devenu un géant économique. En témoignent les produits d’avant-garde des années 1970 dans le domaine de la photographie, du son et de l’image. C’est d’ailleurs par l’image, notamment les dessins animés diffusés dans l’émission télévisée « Récré A2 », que les petits Français s’entichèrent de héros nippons, Albatour, Goldorak ou Candy, et découvriront un style de littérature, les mangas, dont aujourd’hui encore la France est le plus gros consommateur, derrière le Japon. ■

SYLVIE KERVIEL

Des samourais au kawaii. Histoire croisée du Japon et de l’Occident. Abbaye de Daoulas (Finistère). Jusqu’au 1^{er} décembre.

Survivre et renaître après l'enfer

Une Nigériane ayant fui son pays se retrouve prostituée en France

ARTE
MARDI 25 JUIN 2 H 10
DOCUMENTAIRE

Les hommes ont ruiné ma vie. A commencer par mon père, qui me détestait parce que j'étais une fille, puis il y a eu les hommes qui m'ont violée et mise enceinte, celui qui m'a poignardé le jour de mon anniversaire, il y a eu ceux qui ont tué ma mère. » C'est comme ça que Charity Jimohe voit le monde. Elle n'avait jamais prévu de venir en Europe, ce n'était pas son rêve, ni son destin.

Mais à la mort de sa mère, égor-gée de sang-froid, tout a changé. A ce moment-là, Charity, qui a 24 ans, passe un marché avec un passeur du Nigeria : un travail et une éducation en France contre 35000 euros. Elle se retrouve prise au piège par ses bourreaux qui la forcent à vendre son corps pour les rembourser. Etre prostituée, ça ne s'oublie jamais : les

souvenirs hantent Charity et se-ront toujours dans sa tête, dit-elle. Peut-être qu'elle arrivera à les re-pousser sur son lit de mort et, en-core, ce n'est pas sûr.

Retourner son destin

La réalisatrice Floriane Devigne a fait de la vie de cette Nigériane un documentaire poignant et essen-tiel. Les téléspectateurs peuvent suivre Charity jour après jour, les épreuves auxquelles elle doit faire face après avoir vécu quatre ans dans la rue à Nantes. Rongée par les souvenirs de sa mère et de son enfance, elle essaie tant bien que mal de trouver sa place en France, entre rendez-vous chez son avo-cate et réunions de famille.

Dans une salle d'attente, la jeune femme parle avec sa sœur, qui a traversé la Méditerranée sur le même bateau. « Quand je repense à notre trajet en mer, je pleure. Tu te souviens quand on a vu les se-cours ? On a tous éclaté en san-glots. » Cette discussion, Charity et

sa sœur l'ont en riant. Elles n'ont jamais cessé de rire, malgré tout ce qu'elles ont vécu. « J'avais un rêve, et j'adore chanter », dit-elle. Pour retourner son destin, en-couragée par le pasteur de l'église évangélique qu'elle fréquente et par des membres de l'association Paloma, elle franchit un jour de 2016 le seuil d'un commissariat de police pour porter plainte. Un geste rare pour les victimes de trafics d'humains.

Grâce à sa plainte, elle a permis à d'autres femmes prisonnières des mêmes hommes qu'elle d'être libérées. A partir de ce mo-ment-là, sa vie a changé, ou plu-tôt commencé. Elle s'est mariée avec un homme calme, un homme qui la respecte, qui est prêt à aimer comme un père ses deux enfants restés au Nigeria. La cérémonie était belle, elle danse alors, se laisse porter par la musi-que, elle ferme les yeux.

Après deux longues années d'attente, le procès de la Nigé-riane a enfin lieu, en mai 2020, à Rennes. Son patron et ses compli-ces sont condamnés à cinq, six et sept ans de prison. Après s'être re-levée de l'impossible, Charity Ji-mohe peut enfin se reposer : jus-tice a été faite, elle est libre.

En 2022, les services de police français ont enregistré 2 027 victi-mes de traite ou d'exploitation d'être humains, une hausse

de 12 % par rapport à 2021. Ce sont les cas comme celui de Charity qui font avancer la cause et les opi-nions publiques dans le bon sens. Son message : « Vous tous qui vou-lez venir en Europe, regardez cette vidéo. On dit que l'Europe, c'est le paradis, mais, en fait, les gens au Nigeria vivent mieux que nous. » ■

CLARA ROSELLO

Juste Charity, de Floriane Devigne (Fr. 2022, 77 min).

Bronzer au soleil, entre addictions et additions

Si se protéger des rayons est indispensable, ce reportage montre aussi les dérives d'une industrie cosmétique en plein essor

FRANCE 5
MARDI 25 JUIN - 21 H 05
DOCUMENTAIRE

Avant de songer à une séance de bronzage, il est souhaitable de jeter un coup d'œil à cet instructif docu-mentaire. On y parle de soleil, cet ami chaleureux qui peut vous tuer, et d'une industrie cosméti-que en plein essor qui ne recule devant rien pour vous faire ache-ter des produits souvent onéreux et parfois inadaptes.

Chaque année, plus de 25000 tonnes de crèmes solaires sont consommées dans le monde. Un phénomène qui génère un chiffre d'affaires mondial de 9 mil-liards d'euros pour une industrie qui multiplie les recherches et les sorties de produits. Plus le temps passe, plus le juteux marché de la protection solaire se développe. Parallèlement, de plus en plus de cancers de la peau sont diagnosti-qués chaque année. Les plus fré-quents sont les carcinomes (70 %), rarement mortels, mais on

compte 10 % de mélanomes, les plus dangereux. Un phénomène planétaire, excepté en Asie, où le soleil est souvent diabolisé. « Le fait d'être bronzé peut être totale-ment addictif. On appelle cela la ta-norexie », souligne la dermatolo-gue Marie-Estelle Roux. En perpétuelle évolution, le sec-teur surfe simultanément sur la vague de la santé et de la beauté : nouvelles formules, nouvelles présentations, nouvelles promes-ses. Dans la jungle cosmétique, l'offre est de plus en plus diversi-

fiée. Mais comment faire le bon choix entre laits, crèmes, gels, huiles, sprays, mousses ? Certaines promesses sont illu-soires. Utiliser le terme de « écran total » est une arnaque. Et, même si on suit les préconisations élé-mentaires (appliquer une crème toutes les deux heures, attendre au moins vingt minutes après ap-plication pour se baigner), aucun produit ne protège à 100 %. Pis : certaines crèmes bio annoncent 50 % de protection, alors qu'en réalité elle n'est que de 10 % !

« La France n'a pas inventé le bronzage, mais elle l'a valorisé », rappelle l'historien Pascal Ory, auteur de L'invention du bronzage (Flammarion, 2018). Le début de cette passion date des années 1920, avec les épaules et les jambes qui se dénudent sur les plages. Une révolution culturelle qui s'en-racine avec les congés payés en 1936. Le soleil passe du statut d'ennemi juré à ami bienveillant. A partir des années 1950, les in-dustriels s'emparent du phéno-mène. Les premières publicités

(pour Ambre Solaire) apparais-sent. Il faudra attendre les années 1980 pour que les alertes des der-matologues commencent à être prises en compte par le public. Dernier point sensible abordé : la consommation massive de crèmes solaires a un effet désastreux sur les océans puisque 25 % de ce que l'on met sur sa peau se re-trouve dans l'eau de mer. ■

ALAIN CONSTANT

Soleil, un business doré de Rebecca Boulanger (Fr. 2024, 52 min).

MOTS CROISÉS

GRILLE N° 24 - 147
PAR PHILIPPE DUPUIS

Retrouvez l'ensemble de nos grilles sur
jeux.lemonde.fr

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I												
II												
III												
IV												
V												
VI												
VII												
VIII												
IX												
X												

SOLUTION DE LA GRILLE N° 24 - 146

HORIZONTALEMENT I. Dévergondage. II. Emilien. On. III. Culot. Durent. IV. Alliérent. Ur. V. RSA. Edo. Tee. VI. Ci. Amie. La. VII. Affranchirai. VIII. Siens. Hume. IX. Set. Sporange. X. Erubescents.

VERTICALEMENT 1. Décarcasse. 2. Emulsifier. 3. Villa. Fétu. 4. Eloi. ARN. 5. Rite. Masse. 6. Gê. Rein. PS. 7. Onde de choc. 8. Uno (ONU). Hure. 9. Dort. Liman. 10. Ane. Tarent. 11. Nue. Gé. 12. Extrémités.

HORIZONTALEMENT

I. Bien préparées à l'avance. **II.** Fonças à toute vitesse. Famille de mécènes. **III.** Fis part de mon accord. Temps révolu. **IV.** Sans perdre de temps. Non-stop à chaque bout. De la raie ou du poulet. **V.** Du rouge dans les bassins. Pièce romaine. **VI.** Secoué dans le cor-net. Bout de métal. Sorties de la botte. Roi de Juda. **VII.** Situation délicate à tenir. **VIII.** Fait du neuf. Dégage par le haut. Sur la portée. **IX.** Plein de têtes chercheuses. Fin mars. Ne se discute pas. **X.** Secousses telluriques chez soi.

VERTICALEMENT

1. N'est plus divine mais fait toujours bien les choses. **2.** A grande vitesse. **3.** Fait paraître. Ouverture à fleur de peau. **4.** Passe à table. Coulent partout en Europe. Le strontium. **5.** Conserve les images et les sons. Rendu. **6.** A dû faire beaucoup de bien sur terre. Naturel. **7.** Parti. Est donc due. **8.** Dans un ensemble. **9.** Voilier marchand. Alimente le glacier. **10.** Calculât approximativement. Grande voie. **11.** Présentoir. Suffisant et débordant. **12.** A servi chez les tirailleurs.

SUDOKU

N°24-147

		3						
1		9	4		3			
							6	
9		7	1	8				2
3	2	5			7			
					2		8	5
7					1			4
8	3	4		9			2	7

Réalisé par Yan Georget (<https://about.me/yangeorget>)

3	5	1	8	9	2	6	4	7
8	9	6	1	7	4	5	2	3
2	7	4	6	5	3	8	9	1
9	4	2	3	6	8	7	1	5
6	8	5	9	1	7	2	3	4
1	3	7	4	2	5	9	6	8
7	6	8	2	3	1	4	5	9
5	2	3	7	4	9	1	8	6
4	1	9	5	8	6	3	7	2

Très facile

Complétez toute la grille avec des chiffres allant de 1 à 9. Chaque chiffre ne doit être utilisé qu'une seule fois par ligne, par colonne et par carré de neuf cases.

NOUVEAU HORS-SÉRIE

Des nuits de Lisbonne à celles de Medellín, des rues de Shanghai aux toits d'Alger, des bars de Prague aux plages de Dubaï, un tour du monde des cultures urbaines.



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Courrier international

Le Monde est édité par la Société éditrice du « Monde » SA. Durée de la société : 99 ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 124 610 348,70 €. Actionnaire principal : Le Monde Libre (SCS).

Rédaction 67-69, avenue Pierre-Mendès-France, 75013 Paris. Tél. : 01-57-28-20-00

Abonnements par téléphone au 03 28 25 71 71 (prix d'un appel local) de 9 heures à 18 heures. Depuis l'étranger au : 00 33 3 28 25 71 71. Par courrier électronique : abojournalpapier@lemonde.fr. Tarif 1 an : France métropolitaine : 399 €

Courrier des lecteurs Par courrier électronique : courrier-des-lecteurs@lemonde.fr

Internet : site d'information : www.lemonde.fr ; Emploi : www.talents.fr/

Collection : Le Monde sur CD-ROM : CEDROM-SNI 01-44-82-66-40 Le Monde sur microfilms : 03-88-04-28-60

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0727 C 81975 ISSN 0395-2037

Directrice générale
Elisabeth Cialdella

PRINTED IN FRANCE
67-69, avenue
Pierre-Mendès-France
75013 PARIS
Tél : 01-57-28-39-00
Fax : 01-57-28-39-26

L'imprimerie, 79, rue de Roissy,
93290 Tremblay-en-France
Midi-Print, Gallargues le Montueux

Origine du papier : UK, France.
Taux de fibres recyclées : 100 %. Ce journal est imprimé sur un papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.
Eutrophisation : P'tot = 0,0083 kg/tonne de papier

DESIGN

Batterie bariolée dans l’entrée, smiley XXL contre un mur, fauteuil Joe aux allures de gant de baseball sur un tapis de Keith Haring, dessins poétiques accrochés au mur : c’est dans un joyeux foutoir coloré que nous sommes accueillis au troisième étage de cet immeuble haussmannien, non loin de la place des Ternes, dans le 17^e arrondissement de Paris. L’antre d’un homme qui enchaîne les passions sans en renier aucune. Couturier, designer, dessinateur, curateur et scénographe, Jean-Charles de Castelbajac, 74 ans, surfe d’un champ disciplinaire à l’autre depuis un demi-siècle. *« Je n’ai jamais autant travaillé qu’aujourd’hui »,* déclare-t-il goulûment.

Sa dernière œuvre – de 17 mètres de longueur sur 5 mètres de largeur – ne passe pas inaperçue dans la capitale. Une fresque en treillage de bois réalisé par la maison centenaire Tricotel, *L’Ange géographe*, dévoilée le 31 mai sur le mur de la Société de géographie, la plus ancienne du monde (1821), boulevard Saint-Germain. Cet ange qui brandit un globe vers le ciel façon *« basketteur de l’Éternel »*, selon son auteur, est déjà inscrit dans le parcours de l’Olympiade culturelle, programmation artistique associée aux Jeux olympiques et paralympiques 2024. *« Après avoir dessiné à la craie dans tout Paris, c’est ma première œuvre pérenne »,* se félicite Jean-Charles de Castelbajac, en brandissant le croquis préparatoire. *« Elle est un peu décalée du mur afin que, en rencontrant le soleil, se crée un jeu d’ombres. Je ne souhaite pas qu’on y fasse pousser des végétaux, sauf peut-être après ma mort »,* précise l’intéressé.

Les anges sont devenus sa marque de fabrique, au même titre que les couleurs primaires, bleu, jaune, rouge, et parfois vert. *« Mes anges sont des compagnons que je partage, dernières représentations spirituelles consensuelles car présentes dans toutes les religions, mais aussi génies de la République »,* explique-t-il. Ils se dessinent en volutes de métal depuis 2009 sur le dossier de la chaise Fernob ou en bois découpé sur les assises de Maison Dada (collection « Mise en Seine », 2022). Un angelot parade encore sur la toile du fauteuil démontable AA (2024) de l’éditeur français Airborne ou sur une tapisserie et des coussins du tisserand Jules Pansu.

Ailes, cœurs, colombes ou nuages s’invitent sur les délicats verres soufflés à la bouche de WawwLa Table (collections « Ombres blanches » et « Cœuriatides », 2023). Tandis que des mots doux s’installent au creux des assiettes, mais aussi sur les mugs, les plats de service et même sur une table basse de la faïencerie de Gien (« L’Archipel sentimental », 2023). *« L’hôte peut adresser un message à chacun des convives attablés... Et parce que les faïences portent un décor bleu de Gien, on peut ressortir de vieux services pour en mélanger les pièces »,* fait remarquer l’artiste.

Art du détournement

Né, en 1949, à Casablanca (Maroc) et élevé à Limoges par sa mère, passant l’essentiel de son enfance en pension dans des institutions religieuses rigoristes, ce descendant d’une longue lignée d’aristocrates est entré dans la mode par effraction. Sa veste découpée dans une couverture de pensionnaire en 1967 – portée par John Lennon – et cette autre en serpillières à la doublure de soie (adoubee par le grand magasin new-yorkais Bendel) propulsent le couturier autodidacte de 19 ans, un tantinet transgressif, à l’assaut de la capitale. *« Je découvrais Paris avec*



Jean-Charles de Castelbajac, à Paris, le 27 mai. ALEXANDRE TABASTE POUR « LE MONDE »

DANS L’ATELIER DE...

Jean-Charles de Castelbajac, créateur haut en couleur

Le couturier a investi le monde du design dès les années 1980, imaginant des assises à forme humaine ou des assiettes couvertes de mots doux. Un joyeux univers pop que l’on retrouve dans son appartement-atelier parisien

« L’art urbain, accessible à tous, me fascine. Je rêve de semer des anges dans le monde entier »

JEAN-CHARLES DE CASTELBAJAC designer

les yeux d’un jeune provincial, le Paris de derrière le miroir, celui des intellectuels, des poètes en devenir, en même temps que New York et Londres. »

Cheveux longs et cigarette au bec, « le Petit Prince de l’antifashion », selon la presse américaine, y fait les quatre cents coups, festoie à La Coupole, sillonne les grandes artères sur sa Harley rouge, est immortalisé sur une toile de Jean-Michel Basquiat. Ami de ce dernier, d’Andy Warhol ou de Malcolm McLaren (le manager des Sex Pistols), il l’est aussi des designers Raymond Loewy ou Ettore Sottsass, qui pose avec l’un de ses pulls pour une publicité réalisée par Oliviero Toscani, en 1982. Avec ce fondateur du mouvement Memphis, trublion du design italien, il fonde la Rainbow Society, la « confrérie de l’arc-en-ciel », célébrant leur amour commun pour les couleurs franches.

« Le vêtement était pour moi un territoire d’expériences, un pont entre l’art et le design. J’ai toujours privilégié la fonctionnalité et le détournement... au travers de mes cols qui se roulent, mes sacs portebébé avec soufflets de protection, mes trenches en bêche de camion, mes habits en bandes de crêpe Velpeau, mon poncho deux places pour couple », explique-t-il.

Dès 1976, Roger Tallon, pionnier du design industriel français et inventeur du train Corail, le contacte pour imaginer l’aménagement intérieur des avions d’Air France. « Il avait acheté ma veste-couverture et m’a kidnappé pour ce projet, se souvient Jean-Charles de Castelbajac. Nous avons décidé d’inverser les codes chromatiques qui, dans les carlingues de l’époque, étaient signes de classe sociale : blanc cassé ou gris pour les nantis, vert anglais ou bordeaux pour les bourgeois, orange ou vert pomme pour la classe économique. Nous avons perdu l’appel d’offres, mais sommes restés amis. »

Au début des années 1980, l’artiste s’empare de teintes primaires « dans un souci plus pictural, spatial, qu’ornemental », influencé par la BD et le pop art. « Ces couleurs dites primaires, celles de l’arc-en-ciel ou des vitraux de mon enfance, sont un pied de nez à l’establishment qui les jugeait vulgaires », explique l’érudit. En 1982, un service à thé et à café en porcelaine de Limoges aux rayures bayadères pour Bernardaud, manufacture royale, incarne avec vivacité cette nouvelle passion. Son art du détournement lui vaut des collaborations jugées à l’époque contre-nature, dont celle, dès

la fin des années 1980 et pendant près de dix ans, avec le fabricant de meubles Ligne Roset. Le fruit de leurs épousailles ? Ce canapé trônant aujourd’hui encore dans le salon de l’appartement, revêtu du même tissu technique indestructible que celui de ses sacs, et emprunté aux ballons de basket-ball. Puis des lampes en métal et en résine, figurant la lune, les étoiles ou l’éclair, également chez Ligne Roset. Sans compter cet hommage à Ettore Sottsass, les chaises Funny Valentine (1982), clin d’œil à l’iconique machine à écrire Olivetti rouge du designer italien. *« Je voulais créer une assise amusante, qui fasse le grand écart entre l’univers pop, avec ses pieds comme les jambes de Mickey, et l’histoire de France, avec sa forme Louis XVI au dossier médaillon, peinte aux couleurs héraldiques. »*

Chaise à palabre

Son maniement décomplexé des codes de la mode, du design et de l’art lui vaut d’être un précurseur... imité. *« Funny Valentine est née vingt ans avant la chaise Louis Ghost en plastique transparent de Philippe Starck, en 2003. Et le fauteuil Peluches des designers brésiliens Campana est sorti en 2002, une décennie après ma veste Teddy Bear, un manifeste écologique de 1988 contre la fourrure »,* fait remarquer Jean-Charles de Castelbajac en désignant, dans un recoin de l’appartement, suspendu à un cintre au milieu d’un bric-à-brac d’archives, le vêtement fétiche, accumulation de quarante nou-nours caramel.

Après 2015, ayant vendu sa marque de mode, le voilà scénographe de l’exposition « No Taste for Bad Taste » (2017), fêtant dans un tour du monde les 40 ans du VIA (pour Valorisation de l’innovation dans l’ameublement). Puis, il est commissaire d’une exposition-atelier au Centre Pompidou, à Paris, « Le Peuple de demain » (2021-2022), qui donne à expérimenter aux enfants son univers poétique et chromatique, à coups de blasons et de totems messagers de paix.

Il y a peu, au lieu de dessiner, Jean-Charles de Castelbajac a pris les ciseaux – de la main droite, lui qui est gaucher – et a fait des collages, d’où ce mobile haut de plus de 20 mètres, actuellement installé dans un grand magasin de Changsha, en Chine. *« Le collage me libère du trait et m’amène vers des pièces monumentales. L’art urbain, accessible à tous, me fascine. Je rêve de semer des anges dans le monde entier. »*

En attendant, il signera à la rentrée de nouvelles pièces d’art de la table pour Gien (assiettes creuses, vases et coupelles) et du mobilier avec le collectif francilien de jeunes créateurs Hall.haus. *« C’est une génération avec laquelle j’ai envie de travailler. Je transmets une forme de tradition, comme une archéologie des objets usuels, et elle m’apporte un exercice de style pour me réinventer. »* Leur collaboration va donner naissance à une chaise à palabre africaine au profil humain, transformable, par accumulation, en un banc en métal multicolore baptisé One for Hall, pastiche de la devise des Trois Mousquetaires, à voir à la fondation Lafayette Anticipations, durant la Paris Design Week, en septembre.

« Nous étions dans un pays où être pluridisciplinaire était suspect. Mais, à l’instar des années 1970, cette époque est passionnante car tout est devenu transversal, perméable, se réjouit le prolifique créateur à l’éternelle âme d’enfant. Le design qui pouvait autrefois avoir un parti pris de beauté se doit, aujourd’hui, d’être militant. Notre assise hybride en métal recyclé milite pour l’écologie, la mémoire collective, le vivre et faire-ensemble. » ■

VÉRONIQUE LORELLE



en vente
actuellement

En kiosque



Dès mercredi 26 juin



Dès mercredi 26 juin



Dès jeudi 27 juin



Dès jeudi 27 juin



Hors-série



Hors-série



Hors-série

Nos services

Lecteurs

Abonnements

Sur abo.lemonde.fr
Par tél. au 03 28 25 71 71
de 9 h à 18 h (prix d'un appel local)

Le Carnet du Monde

carnet@mpublicite.fr

POUR DÉPOSER AU MONDE VOS DOCUMENTS CONFIDENTIELS

www.sosamitieidf.asso.fr





Le Carnet

Vous pouvez nous faire
parvenir vos textes

soit par e-mail :
carnet@mpublicite.fr
*(en précisant impérativement
votre numéro de téléphone
et votre éventuel numéro
d'abonné ou de membre
de la SDL)*

soit sur le site :
<https://carnet.lemonde.fr>

L'équipe du Carnet reviendra
vers vous dans les meilleurs
délais pour vous confirmer
la parution.



carnet@mpublicite.fr
<https://carnet.lemonde.fr>

AU CARNET DU «MONDE»

Naissance

Liza OVINOVA
et
Thomas BOURVEAU,
ses parents,
ont la joie de faire part de l'arrivée de

**Zoé Nataliya Théodora
BOURVEAU-OVINOVA,**

née le 21 juin 2024, à New York.

Décès

Alice Dawans,
son épouse,
Jean-Rémi et Julien,
ses fils,
Les familles Alisse-Stern
et Alisse-Radosevic,

ont la tristesse de faire part du décès de

Jean ALISSE,
avocat au barreau de Paris,

survenu le 20 juin 2024.

La cérémonie aura lieu le jeudi 27 juin, à 11 h 30, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, 71, rue des Rondeaux, Paris 20°.

Nous avons la grande tristesse d'annoncer que

Jean-Claude BARBION

nous a quittés, le lundi 17 juin 2024.

Vanessa et Xavier Barrier,
Jennifer Barbion,
Prune Barbion et Franck Mongodin,
ses enfants,
Julien et Caroline Dubreuil,
ses beaux-enfants,
Bethsabée, Lila, Ondine, Noam,
Oscar, Lilly et Shiloh,
ses petits-enfants,

vous proposent de nous réunir une dernière fois autour de lui pour une cérémonie religieuse qui aura lieu ce mardi 25 juin, à 14 h 30, en l'église Saint-Germain, 4, place Charles-de-Gaulle, à Saint-Germain-en-Laye (Yvelines).

L'inhumation aura lieu au cimetière de Morainvilliers, rue de la Fosse Rouge, à Morainvilliers (Yvelines), où il reposera pour l'éternité auprès de son épouse,

France BARBION-RITTE.

« Quand on aime les gens,
ils meurent bien sûr.
C'est-à-dire qu'ils s'absentent
un petit peu.
Jamais personne de ceux
que j'ai aimés n'est mort. »
Georges Brassens.

Société éditrice du « Monde » SA
Président du directoire, directeur de la publication Louis Dreyfus
Directeur du « Monde », directeur délégué de la publication, membre du directoire Jérôme Fenoglio
Directrice de la rédaction Caroline Monnot
Direction adjointe de la rédaction Grégoire Allix, Maryline Baumann, Philippe Broussard, Nicolas Chapuis, Emmanuelle Chevallereau, Alexis Delcambre, Marie-Pierre Lannelongue, Franck Nouchi, Harold Thibault
Directrice éditoriale Sylvie Kauffmann
Directrice déléguée au développement des services abonnés Françoise Tovo
Directeur délégué aux relations avec les lecteurs Gilles van Kote
Rédaction en chef Laurent Borredon, Emmanuel Davidenko (Événements), Jérôme Gautheret, Michel Guerrin, Nicolas Jimenez (photographie), Sabine Ledoux (cheffe d'édition), Alain Salles (Débats et Idées)
Direction artistique Emmanuel Laparra
Infographie Delphine Papin
Directrice des ressources humaines du groupe Emilie Conte
Secrétaire général de la rédaction Sébastien Carganico
Conseil de surveillance Aline Sylla-Walbaum, présidente, Gilles Paris, vice-président

Alexandre, Marianne, Agnès,
Conrad,
ses enfants,
Paul, André, Marie-Louise,
Joséphine, Haydée, Alexandre,
Pierre, Ilya, Elena, Anton,
ses petits-enfants,
Anna, Daria, Roman,
ses arrière-petits-enfants,
Darius,
son gendre,

ont la tristesse de faire part de la mort de

Paul CHEMETOFF
dit **CHEMETOV,**

le lundi 17 juin 2024, à son domicile parisien.

Il sera enterré aux côtés de sa femme,

Christine,

au cimetière de Saussezemare-en-Caux (Seine-Maritime), le jeudi 27 juin, à 14 heures.

Un hommage sera rendu à l'architecte et à l'homme de lettres au mois de septembre, à Paris.

12, rue de l'Epée de Bois,
75005 Paris.
contact@chemetov.fr

(Le Monde du 19 juin.)

Suresnes.

Antoine,
son fils,
Julie,
sa petite-fille
Et ses proches,

ont la tristesse d'annoncer la disparition de

Anne DAVOT,
née **DUQUESNOY,**
journaliste,

survenue le 15 juin 2024, à Courbevoie, à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

Les obsèques auront lieu le mercredi 26 juin, à 14 heures, à Maison-Ponthieu, dans la Somme.

Une soirée en son honneur sera également organisée à son domicile, au 2, chemin des Roses, à Suresnes (Hauts-de-Seine), le samedi 29 juin, à partir de 18 heures.

Chartres.

M^{me} et M. Catherine et Jean-Yves Guillain,
ses enfants
Ainsi que toute la famille,

ont la tristesse de faire part du décès de

Jean-Louis GUILLAIN,
ancien maire de Chartres,
chevalier
de l'ordre national du Mérite,
médaille d'Or
de la jeunesse et des sports,

survenu le 13 juin 2024, à Chartres, à l'âge de quatre-vingt-onze ans.

La cérémonie religieuse a été célébrée le lundi 24 juin, à 10 heures, en la cathédrale de Chartres.

Sceaux, Suresnes (Hauts-de-Seine).
Strasbourg (Bas-Rhin). Lasson (Yonne).

Simon,
son fils,
Jacques,
son frère
et son épouse, Georgette,
leurs enfants, conjoints
et petits-enfants,
Les familles parentes, alliées
et amies,

ont la tristesse de faire part du décès, survenu à Sceaux, à l'âge de soixante-neuf ans, de

Alain KOTOUJANSKY,
ingénieur INA-PG,
chargé de recherches
retraité de l'INRA.

L'enterrement a lieu ce lundi 24 juin 2024, à 14 heures, au cimetière de Sceaux.

Cécile, Pierre, Anne, Pascal, Marie et Antoine,
ses frères et sœurs,
Ses beaux-frères et belles-sœurs,
leurs enfants et petits-enfants,
Sa famille
Et ses ami(e)s,

ont la très grande tristesse de faire part du décès de

Catherine LACOMBE,
astrophysicienne,

survenu à Meudon, le 16 juin 2024, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée ce mardi 25 juin, à 14 h 30, en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption, à Meudon-Bellevue.

L'inhumation aura lieu le jeudi 27 juin, à 16 h 30, au cimetière communal de Bourg-la-Reine.

cecile.lacombe@icloud.com

Castelnau-le-Lez (Hérault).

Ingrid,
son épouse,
Olivier et Sophie,
son fils et sa compagne,
Elsa et Omar,
sa fille et son époux,
Florian, Clément, Hana, Elyès,
ses petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Michel LENNUYEUX-COMNÈNE,
ministre plénipotentiaire (e.r),
ancien ambassadeur,
ENFOM 1955,
officier de la Légion d'honneur,
croix de la Valeur militaire,
grand officier de l'ordre
du Mérite national espagnol,

survenu le 14 juin 2024, à Castelnau-le-Lez, à l'âge de quatre-vingt-onze ans.

Ses cendres seront déposées au cimetière protestant d'Aumessas (Gard).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Geneviève,
sa femme
Frédéric et Nicolas,
ses fils,
leurs conjoints, Ludovic et David,
Juliette, Victor et Théophile,
ses petits-enfants,
Nicole,
sa sœur,
Toute sa famille et ses proches,

ont la très grande tristesse de faire part du décès de

Alain LENOIR,
pupille de la Nation,
chevalier
de l'ordre national du Mérite,
officier de Marine,
DRH humaniste, citoyen engagé,

survenu dans sa quatre-vingt-quatrième année, à Paris, le 19 juin 2024.

Les obsèques seront célébrées ce mardi 25 juin, à 14 heures, en l'église Notre-Dame, à Guyor (Tarn).

In memoriam.

Ses parents,

Frédéric et Denise,
résistant, mort en déportation
et femme remarquable.

Guy Lett,
son mari,
Catherine et François Lett,
ses enfants,

ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Michèle LETT,
née **MONOD,**

survenu le 14 juin 2024, dans sa quatre-vingt-quinzième année.

Un dernier hommage aura lieu au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, 71, rue des Rondeaux, Paris 20°, le jeudi 27 juin, à 10 h 30.

Hélène Nguyen,
son épouse,
Ses enfants
et leurs conjoints,
Ses huit petits-enfants,
Sa famille
Et ses amis,

ont la tristesse d'annoncer le décès du

docteur Pierre NGUYEN,
ancien chef de service
de pédopsychiatrie
du centre hospitalier d'Argenteuil,

survenu le 15 juin 2024, à l'âge de soixante-dix-sept ans.

La crémation aura lieu ce mardi 25 juin, à 11 heures, au crématorium de Rosières-près-Troyes (Aube).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Patricia Pouliquen-Chetcuti,
sa fille,
Nicole Villiers,
sa sœur,
Marc, Louise et Cedric Chetcuti,
ses petits-enfants,
Michael Chetcuti,
son gendre,
Les familles Villiers et Pointeau,

ont la tristesse d'annoncer le décès de

Annette POULIQUEN,
née **VILLIERS**

et rappellent le souvenir de

Jacques POULIQUEN,

son époux,

Jean-Jacques POULIQUEN,

son fils.

L'inhumation aura lieu ce 25 juin 2024, dans l'intimité familiale.

Ni fleurs ni couronnes. Vous pouvez adresser un don à la Fondation Perrin Taze, Fondation de France, 60509 Chantilly Cedex.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Paris.

La famille du

docteur Jean SANTINI,
psychiatre et psychanalyste
en Avignon,

a la douleur d'annoncer son décès, survenu à Paris, le 9 juin 2024, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Bâle. Montélier. Budapest.

La famille
Et les proches,

ont la grande tristesse de faire part de la disparition, survenue le 8 juin 2024, de

Guy WISMER,
officier dans l'ordre
des Palmes académiques,
agréé d'histoire,
ancien élève des Langues O'.

Ses cendres rejoignent celles de son épouse,

Klara,
née **KERTESZ,**

décédée le 18 février 2019, dans la soixantième année de leur mariage.

Cet avis tient lieu de faire-part.

nathalie.welker@bluemail.ch
wismernicolas@gmail.com

Anniversaire de décès

Pierre DUBOURDIEU,
28 janvier 1944 - 25 juin 2021.

« Si mi voz muriera en tierra
llevadla al nivel del mar
y dejadla en la ribera. »
« Mon dernier souffle sur la terre
emportez-le jusqu'à la mer
et que sur la plage il repose. »
R. Alberti.

Pierre nous accompagne.

Nomination



L'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, dans sa séance du vendredi 21 juin 2024, a élu académicien

M. Jean-Michel MOUTON.

Agrégé d'histoire, docteur à la Sorbonne et ancien membre de l'Institut français d'archéologie orientale du Caire (IFAO), M. Jean-Michel Mouton est directeur d'études à l'École pratique des hautes études, 4^e section. Il a également professé à l'université Lumière Lyon 2. Arabisant, spécialiste de l'histoire et de l'archéologie des mondes musulmans, et notamment du Proche-Orient à l'époque des Croisades, il a conduit des fouilles dans le Sinaï, en Libye et en Syrie. Il codirige la mission d'Abū l-Hasan au Liban.

Communication diverse



Envie d'être utile ? Rejoignez-nous !

Les bénévoles de SOS Amitié
écoutent
par téléphone et/ou par internet
ceux qui souffrent de solitude,
de mal-être et peuvent avoir
des pensées suicidaires.

Nous recherchons des écoutants
bénévoles
sur toute la France.
L'écoute peut sauver des vies
et enrichir la vôtre !
Choix des heures d'écoute,
formation assurée.

En IdF RDV sur
www.sosamitieidf.asso.fr
En région RDV sur
www.sos-amitie.com

Vos
signatures
projections-
débats
expositions
colloques
conférences
concerts
Cours



Le Carnet

Pour toute information :
carnet@mpublicite.fr
Prix à la ligne : 33,60 € TTC.

Frédéric Sawicki

« Le scrutin proportionnel est la norme dans la plupart des démocraties en Europe »

Dans les démocraties de compromis, les minorités ont davantage voix au chapitre qu'en France, et les électeurs ne sont pas obligés, en raison du vote tactique du scrutin majoritaire, de choisir des partis dont ils sont éloignés, souligne le politiste

ENTRETIEN

Frédéric Sawicki, professeur de science politique à l'université Panthéon-Sorbonne et chercheur au Centre européen de sociologie et de science politique (Cessp-CNRS), est l'auteur, avec Igor Martinache, de *La Fin des partis?* (PUF, 2020) et des *Réseaux du parti socialiste. Sociologie d'un milieu partisan* (Belin, 1997).

Les élections législatives des 30 juin et 7 juillet vont être régies par un scrutin uninominal majoritaire à deux tours, et non par le scrutin proportionnel des élections européennes. Ces manières de voter modèlent-elles des paysages politiques différents?

Aux européennes, la proportionnelle, qui ne compte qu'un seul tour, a poussé les partis à se compter, et donc à marquer leurs différences. Lorsque les représentants sont élus à la proportionnelle, la désignation du chef de l'exécutif et le

programme du gouvernement résultent de compromis qui sont construits après le vote. Avec le scrutin majoritaire à deux tours des législatives, c'est l'inverse : le système incite les partis à conclure des alliances, voire à présenter des candidatures et un programme communs, avant même le premier tour. La constitution du Nouveau Front populaire en est l'expression la plus exemplaire, mais les tractations rocambolesques entre le Rassemblement national (RN), Reconquête! et le président du parti Les Républicains (LR), ainsi que les accords discrets passés ici et là entre Renaissance et LR pour se partager certaines circonscriptions, s'inscrivent dans la même logique.

Le scrutin majoritaire à deux tours déforme la représentation politique : il lamine les petits partis et amplifie la victoire des gros. Cette logique, qui a longtemps réduit la représentation du Front national (FN), pourrait-elle, demain, augmenter son nombre d'élus?

Le scrutin majoritaire à deux tours a très longtemps tenu le FN, puis le RN, à l'écart du pouvoir – hormis entre 1986 et 1988, où le FN disposait d'un groupe de trente-cinq députés, car l'Assemblée était élue à la proportionnelle. Alors qu'il représentait autour de 20 % de l'électorat dans les années 2000-2020, le FN/RN a été exclu du Parlement jusqu'en 2022. A cette date, la tripolarisation a cependant cessé d'être contenue par le mode de scrutin : en 2022, le RN a obtenu la majorité des suffrages dans des dizaines de circonscriptions.

Le RN peut-il aujourd'hui espérer devenir majoritaire à l'Assemblée?

Tout dépendra du taux de participation, de la mobilisation des différents électorats et de la stratégie des autres partis en lice. Depuis l'instauration du quinquennat, les législatives sont un scrutin de confirmation au taux de participation très faible – comme si nombre de Français, notamment ceux qui ont

soutenu les perdants, considéraient que l'élection présidentielle avait tranché. Cela a permis aux présidents, jusqu'en 2022, de disposer d'une solide majorité parlementaire – même si celle-ci était parfois élue avec moins de 20 % des inscrits, comme en 2017.

En raison du score du RN aux européennes et du caractère quasi référendaire contre Macron du scrutin, les législatives à venir, qui sont découplées de la présidentielle, devraient logiquement mobiliser davantage d'électeurs. Avec une participation plus forte, le seuil de 12,5 % des inscrits pour le second tour sera plus facile à atteindre : il y aura donc mécaniquement plus de triangulaires. Les candidats des partis arrivés en troisième position se désisteront-ils en faveur du candidat anti-RN le mieux placé? S'il y a des consignes de vote, seront-elles suivies par les électeurs? Ces incertitudes pèseront nécessairement sur le nombre de députés qu'obtiendra l'extrême droite.

La France est le seul pays européen, avec l'Angleterre, à ne pas avoir opté, lors des élections législatives, pour le mode de scrutin proportionnel. D'où vient cette réticence?

En 1958, le général de Gaulle avait adopté le scrutin majoritaire à deux tours par calcul politique : il voulait affai-

LA III^E RÉPUBLIQUE
A CONNU, MALGRÉ
UN SCRUTIN
MAJORITAIRE À DEUX
TOURS, UNE FORTE
INSTABILITÉ ET UN
GRAND ÉMIETTEMENT
PARTISAN

blir les partis de la IV^e République, qu'il jugeait responsables du déclin du pays, et il craignait la puissance du Parti communiste, qui était à la fois le seul grand parti de masse et le principal opposant à la nouvelle Constitution. De fait, les législatives de 1958 ont laminé le PC et affaibli considérablement les socialistes, les radicaux et les démocrates-chrétiens. En 1962, le scrutin majoritaire à deux tours a permis aux gaullistes de consolider et de souder leur majorité.

Depuis lors, on prête au scrutin majoritaire à deux tours des vertus magiques : il simplifierait l'offre politique en favorisant la bipolarisation et il garantirait la stabilité du gouvernement en évitant la dispersion des forces politiques. On oublie que la III^e République a connu, malgré un scrutin majoritaire à deux tours, une forte instabilité et un grand émiettement partisan. On oublie également que le scrutin proportionnel est la norme, souvent depuis le début du XX^e siècle, dans la plupart des démocraties européennes sans que ces pays soient mal gouvernés ou plus conflictuels que la France.

Dans ces pays européens qui ont adopté la proportionnelle, le paysage politique diffère-t-il de celui de la France?

Dans ces démocraties de compromis, les minorités ont davantage voix au chapitre que dans l'Hexagone, et les électeurs ne sont pas obligés, en raison du vote tactique du scrutin majoritaire, de choisir des partis dont ils sont éloignés. Ces pays ne sont en outre pas plus ingouvernables que le nôtre, car des dispositions constitutionnelles conditionnent l'adoption d'une motion de censure à l'existence d'une majorité alternative.

Si l'on veut mieux représenter la diversité des forces politiques de notre pays, redonner son lustre à la politique électorale et régler les nombreux problèmes qui se posent de façon moins conflictuelle, il serait temps de s'en inspirer, avant qu'il soit trop tard et que le RN s'empare de tous les leviers du pouvoir à son seul profit. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR ANNE CHEMIN

David Djaïz et Xavier Jaravel Le mode de scrutin en France explique la polarisation extrême de la vie politique

Après la dissolution stupéfiante de l'Assemblée nationale, chaque camp tente de jouer sur la peur de l'un ou l'autre bloc : la majorité présidentielle appelle à voter contre les extrêmes, la gauche appelle à voter contre l'extrême droite et la majorité présidentielle, et le Rassemblement national contre le Nouveau Front populaire et la majorité présidentielle.

Le mode de scrutin bonapartiste des élections législatives explique en partie cette polarisation extrême de la vie politique française. Bien sûr, ce mode de scrutin a eu ses vertus dans le passé. Mais il est aujourd'hui à bout de souffle, car notre paysage politique n'est plus structuré par deux grands partis, l'un de sensibilité sociale-démocrate, l'autre d'obédience libérale ou conservatrice, récoltant chacun 35 % à 40 % des suffrages et au pouvoir par alternance, comme c'était le cas jusqu'en 2017.

En France et ailleurs, l'heure est à la fragmentation de l'offre politique. Les allégeances des citoyens sont du reste plus fluctuantes – la science politique parlant à ce sujet de « volatilité électorale ». La rhétorique des « trois blocs », en plus de faire le jeu du populisme (qu'il s'agisse d'un populisme d'extrême droite, d'extrême gauche ou même du centre), ne reflète aucunement la réalité sociopolitique de la France. Plus que trois blocs, il existe une dizaine de sensibilités politiques différentes : la gauche radicale, l'écologie politique, la social-démocratie, le centre issu de la démocratie chrétienne,

La crise actuelle doit être l'occasion de bâtir un nouvel équilibre politique en instaurant un système électoral proportionnel, estiment l'essayiste et l'économiste

les libéraux, les conservateurs, les souverainistes de droite et les « nationaux populistes ». Sans oublier la sensibilité animaliste qui monte en puissance, et une sensibilité néoagarienne qui émerge sous la bannière de la défense de la ruralité.

Chercher à faire entrer de force ces différentes sensibilités dans les trois blocs à cause du mode de scrutin des élections législatives, c'est enlever aux électeurs la faculté de faire un vote d'adhésion au premier tour, en les contraignant à un « vote utile » dicté par la peur. C'est accroître la polarisation et la conflictualité de la vie démocratique du pays. C'est détruire le peu de confiance qu'il reste dans le système politique. C'est favoriser le bricolage électoral au détriment des idées et des projets pour le pays. C'est faire im-

ploser les partis modérés : le Parti socialiste et Europe Écologie-Les Verts sont sommés de s'allier avec La France insoumise, quand Les Républicains est écartelé entre l'extrême droite et la majorité présidentielle, qui a déjà siphonné une partie de ses électeurs.

Soyons clairs : le vieux clivage gauche-droite ne reviendra pas. Nous pensons au contraire qu'il faut faire vivre plus encore qu'aujourd'hui la diversité politique, en instaurant un système électoral proportionnel, permettant aux électeurs de choisir pleinement en fonction de leur sensibilité politique. Une fois l'élection passée, les formations politiques représentées à l'Assemblée, reflétant mieux la diversité de sensibilités politiques dans le pays, entameraient des discussions en vue de former un gouvernement de coalition, comme cela se fait au Parlement européen et dans la plupart des pays européens.

Choix de cœur et d'adhésion

Des partis rassemblant une majorité de députés pourraient à l'issue de ces négociations passer un « contrat de gouvernement », soit un ensemble d'actions et de réformes sur lesquelles les partis signataires se mettent d'accord pour la durée de la mandature, sans rien renier de leur ADN politique. En Allemagne, par exemple, les Verts, les libéraux du FDP et les

sociaux-démocrates du SPD ont passé un contrat de gouvernement, alors qu'ils proviennent de traditions politiques très différentes. Depuis le départ du Royaume-Uni, nous sommes le dernier pays de l'Union européenne à avoir un scrutin législatif intégralement uninominal et majoritaire.

Le scrutin proportionnel présente plusieurs avantages. Il permet aux électeurs de faire un choix de cœur et d'adhésion plutôt qu'un choix défensif dicté par la peur. Le gouvernement se construit sur un « contrat de programme » négocié après les élections plutôt que sur des accords électoraux bricolés à la hâte par des partis parfois en désaccord sur tout, soudés par la seule peur d'un adversaire commun.

Et ce contrat est une incitation à l'action, puisque le gouvernement sera jugé sur sa capacité à exécuter les points sur lesquels les partis se sont mis d'accord, alors qu'en France les gouvernements reviennent souvent en arrière sur des promesses de campagne incantatoires, alimentant défiance et procès en trahison. Une telle accusation a empoisonné le quinquennat de François Hollande et abîmé durablement la gauche de gouvernement. Enfin, et surtout, la proportionnelle contribuerait à l'émergence d'une culture du compromis entre partis : après l'élection, il faudrait former une

alliance majoritaire à partir de toutes les forces en présence. C'est ainsi que les extrêmes pourraient être amenés à modérer leurs programmes – plutôt que d'être propulsés au pouvoir sans garde-fous ni contre-pouvoirs par un mode de scrutin qui multiplie leur poids électoral réel. C'est ainsi que l'on pourrait mieux lutter contre le populisme, qui fuse aujourd'hui de toutes parts.

Les désavantages de la proportionnelle sont connus : les coalitions majoritaires peuvent prendre du temps à se former et les programmes politiques qui seront effectivement mis en œuvre seront le fruit de négociations, de sorte qu'ils ne sont pas connus des électeurs au moment du vote. Mais il semble bien que, sans avoir les avantages de la proportionnelle, notre système soit déjà victime de ses défauts, avec une Assemblée fragmentée et embolisée depuis deux ans. En outre, la France bénéficie d'un avantage de taille : le président de la République, élu au suffrage universel direct, jouit d'un domaine réservé et de prérogatives régaliennes qui permettent au pouvoir exécutif d'être réactif en cas de crise.

Cette réforme du système électoral nécessite une loi simple. Elle peut être accomplie dès les premières semaines de la prochaine législature. Elle figure dans le programme du Nouveau Front po-

pulaire. Le programme présidentiel du candidat Macron en 2017 prévoyait déjà une dose de proportionnelle. Quant à Marine Le Pen, elle proposait lors de la campagne présidentielle de 2022 une forme de proportionnelle, mais avec une « prime majoritaire » pour un tiers de l'Assemblée nationale, ce qui serait plutôt de nature à conforter l'orientation bonapartiste de nos institutions.

Nous demandons solennellement que la réforme du mode de scrutin législatif dans un sens pluraliste soit une des premières mesures examinées dans le cadre de la prochaine Assemblée, quelle que soit sa composition. Il ne faut jamais gâcher une crise : celle qui se joue sous nos yeux doit être l'occasion d'enfin changer la loi électorale et de bâtir un nouvel équilibre politique, dans lequel les partis recevraient un mandat de leurs électeurs pour construire une alliance de gouvernement après l'élection. C'est la meilleure manière d'aboutir à des réformes à haute valeur démocratique et d'affaiblir le populisme qui ne cesse de progresser depuis quarante ans. ■

David Djaïz est essayiste, coauteur de « La Révolution obligée » (Allary, 2024), et Xavier Jaravel est professeur à la London School of Economics, Prix du meilleur jeune économiste (2021)

Yann Raison du Cleuziou

Le vote des catholiques s'est éparpillé et radicalisé

Historiquement acquis à la « droite de gouvernement » et opposé aux extrêmes, le vote catholique français connaît, depuis moins d’une décennie, une évolution inédite, qu’analyse le politiste Yann Raison du Cleuziou dans une tribune au « Monde ».

Parmi les forces sociales qui structurent les droites, les catholiques ont longtemps occupé une place centrale. La démonstration en avait été faite en leur temps par les sociologues Guy Michelat et Michel Simon dans un ouvrage magistral *Classe, religion et comportement politique* (Presses de Sciences Po, 1977). Selon eux, tous les catholiques ne votent pas en catholiques (la foi ne motivant pas nécessairement leur vote), mais les pratiquants réguliers (c’est-à-dire allant à la messe au moins une fois par mois) le font, et à hauteur d’environ 70 % au profit de la « droite de gouvernement », identifiée aux héritiers du gaullisme et de la démocratie chrétienne.

Les pratiquants réguliers ont souvent constitué un bloc résistant au vote Front national, contrairement aux catholiques non pratiquants qui choisissent historiquement plus le parti lepéniste que le reste des Français. Longtemps, le vote FN a quasiment valu indice de détachement religieux, sauf dans les petites chapelles traditionalistes.

En outre, les pratiquants réguliers ont largement soutenu la construction européenne. A l’occasion des référendums sur le traité de Maastricht (1992) ou sur le traité établissant une Constitution pour l’Europe (2005), le oui fut majoritaire parmi eux (IFOP). Lors des élections européennes de 2019, Nathalie Loiseau, candidate LRM avec un positionnement très proeuropéen et catholique revendiquée, obtenait encore 43 % parmi les pratiquants réguliers (IFOP-*La Croix*).

LA HANTISE DE L’ISLAMISME ET DU DÉCLASSEMENT CULTUREL ONT ACCÉLÉRÉ LE DÉTACHEMENT À L’ÉGARD DE LA DROITE MODÉRÉE

Les catholiques ont donc joué un rôle de stabilisation, de modération et de promotion européenne au sein des droites. Mais force est de constater que celui-ci s’épuise. Le vote en faveur du RN progresse depuis les élections régionales de 2015, en pleine vague d’attentats islamistes. A la présidentielle de 2022, parmi les pratiquants réguliers, Marine Le Pen obtient 21 % et arrive en seconde position derrière Emmanuel Macron à 25 % des voix (IFOP-*La Croix*). La hantise de l’islamisme, du déclassement culturel et une logique « déagiste » attisée par l’échec des espoirs politiques nés de La Manif pour tous ont accéléré le détachement à l’égard de la droite modérée. En additionnant Le Pen, Zemmour, Dupont-Aignan

et Lassalle, on obtient alors 42 % des pratiquants réguliers exprimant des votes que l’on peut qualifier de « contestataire » de droite ou d’extrême droite. En 2017, François Fillon obtenait encore 55 % des voix parmi eux (IFOP-*Pélerin*). Cela montre qu’entre-temps, le vote catholique s’est pour la première fois éparpillé et radicalisé, reflétant l’ampleur des conflits de valeurs et des choix tactiques qui divisent les catholiques.

Attraction de Reconquête !
L’élection européenne du 9 juin confirme ces tendances parmi les pratiquants réguliers. Renaissance s’effondre, même si les variations des sondages ne permettent pas de mesurer si cette dynamique est plus ou moins forte que dans le reste de l’électorat : 10 % pour l’IFOP ; 21 % pour Ipsos. Le soutien à LR est aussi à un niveau historiquement très bas : Ipsos et l’IFOP s’accordent sur 16 % de votes en faveur de François-Xavier Bellamy. Le vote LR des catholiques pratiquants représente néanmoins encore le double des moyennes nationales. C’est une forme de consolation pour le philosophe catholique. Quant au RN, même s’il se banalise, c’est à un niveau inférieur aux moyennes nationales : 18 % pour l’IFOP ; 26 % pour Ipsos lors des européennes. Le constat de Michelat et Simon demeure donc valable. Mais est-ce vraiment la foi qui fait obstacle au vote RN ?

Mes enquêtes me font penser que le programme économique et un certain mépris de classe sont plus détermi-

nants. Marine Le Pen néglige également les enjeux bioéthiques auxquels les catholiques sont attachés. Mais cela ne veut pas dire qu’il n’y a pas de tendance xénophobe parmi les catholiques. Le vote Reconquête ! l’illustre car cette fois, il y a une attraction électorale propre aux catholiques les plus pratiquants qui doublent la moyenne nationale, ce qui était déjà notable en 2022. Aux européennes, 10 % des catholiques pratiquants ont voté Reconquête ! selon l’IFOP et 12 % pour Ipsos. Eric Zemmour et Marion Maréchal ne cessent de mobiliser le catholicisme comme fondement de l’identité nationale. Et le « *grand remplacement* » qu’ils mettent en avant attise la crainte d’une partie des catholiques de voir l’islam devenir la première religion de France.

Un quart à gauche
N’oublions pas la gauche catholique qui, bien que toujours minoritaire, représente autour de 25 % à 30 % du vote des pratiquants réguliers. La liste de Raphaël Glucksmann (PS-Place publique) est donnée à 11 % par l’IFOP et à 9 % par Ipsos ; Manon Aubry (LFI) à 9 % par l’IFOP et à 4 % pour Ipsos ; les Verts obtiennent 4 % selon l’IFOP et 6 % selon Ipsos. Même si c’est à une échelle modeste, la droitisation des pratiquants peut intensifier, par réaction, les engagements à gauche dans une partie de la jeunesse catholique mobilisée par l’urgence de la lutte contre le changement climatique et l’exclusion.

Observer les catholiques pratiquants réguliers permet de mesurer la profondeur des changements qui transforment irréversiblement les droites. Ils n’assurent plus le rôle stabilisateur et modérateur qu’ils jouaient auparavant. Pouvaient-ils en être autrement ? L’éparpillement des voix ne fait qu’accélérer l’érosion quantitative qui, de toute façon, limite leur influence. Ils ne représentent plus qu’environ 4 % de la population française (Bayard-Ipsos 2016). Après l’annonce de la dissolution de l’Assemblée nationale, un théologien Thomas Michelet, écrivait sur Facebook que les catholiques pouvaient refuser de choisir et légitimement s’abstenir. Quoi qu’il advienne, avec l’effondrement statistique du catholicisme, c’est déjà tout un ancrage social, une mémoire et des valeurs fondatrices des droites qui s’effaçaient, favorisant les aventures personnelles et les sorties de route collectives. ■

Yann Raison du Cleuziou est professeur en science politique à l’université de Bordeaux. Il a notamment publié « Une contre-révolution catholique. Aux origines de La Manif pour tous » (Seuil, 2019) et a dirigé, avec Florian Michel, l’ouvrage « A la droite du père. Les catholiques et les droites de 1945 à nos jours » (Seuil, 2022)

Une partie de la gauche radicale a disséminé un antisémitisme virulent et subverti les valeurs qu’elle prétend défendre

Un collectif d’une cinquantaine d’intellectuels et d’universitaires, parmi lesquels Michelle Perrot, Pascal Ory, Judith Lyon-Caen ou Christophe Prochasson, s’inquiète de la montée de l’antisémitisme depuis le 7 octobre 2023 et de sa diffusion dans les universités

Il y a désormais un 7 octobre (2023) comme il y a eu un 11 septembre (2001), tant l’horreur suscitée par les deux événements est singulière et se détache du contexte dans lequel ils se sont produits. A quelques kilomètres de Gaza, sur le territoire de l’Etat d’Israël, le Hamas et ses alliés ont massacré 1192 personnes et commis de multiples viols, avant d’emmener près de 240 personnes, bébés, enfants, femmes, hommes et vieillards, en otages.

L’antisémitisme a explosé dès le lendemain du pogrom : avant même l’entrée de l’armée israélienne à Gaza, on a pu entendre, en France et ailleurs, le slogan, inscrit dans les chartes du Hamas et de ses alliés, appelant à la disparition de l’Etat d’Israël ; en France, 1676 actes antisémites ont été recensés en 2023 (quatre fois plus qu’en 2022), qui mobilisent les plus vieux motifs du répertoire antisémite à peine transposés : la domination de la finance juive sur le monde, l’emprise des juifs sur les médias qui étoufferait les voix des Palestiniens, la duplicité des juifs français.

Conséquence : au quotidien, la réassignation constante des Français juifs à leur origine et la multiplication d’un antisémitisme à bas bruit qui commence par des blagues, continue par

des « dérapages », des jeux sur les noms propres, et finit par des insultes, des menaces, des actes de malveillance.

Que s’ajoute l’amalgame entre les juifs et Israël ou entre les Israéliens et leur gouvernement, et l’on comprend que l’antisémitisme est presque toujours le signifiant de l’antisémitisme : c’est cela qui pousse à huer une chanteuse israélienne pendant l’Eurovision, à empêcher une jeune étudiante juive d’entrer dans un amphithéâtre, à déprogrammer des conférenciers israéliens d’ailleurs critiques à l’égard de leur gouvernement ; c’est cela qui pousse aussi à exiger le boycott des universités israéliennes, pourtant l’un des principaux foyers d’opposition au gouvernement Nétanyahou et d’engagements pour la paix, comme l’étaient les kibboutz décimés par le Hamas.

Toujours coupables
Tous ces raisonnements ont la même logique : les juifs sont toujours coupables, quels que soient les faits et la complexité de leur qualification.

La Cour internationale de justice a émis un avertissement, en janvier, estimant qu’il existe « un risque réel et imminent qu’un préjudice irréparable soit causé » à la population de Gaza et elle a

invité le gouvernement israélien à « prendre toutes les mesures pour éviter des actes de génocide ». De nombreux mouvements, qui proféraient depuis le début une accusation de génocide, ont aussitôt voulu confondre cet avertissement avec un jugement définitif.

De même, les requêtes déposées par le procureur de la Cour pénale internationale, qui n’a pas retenu le chef d’accusation de génocide, ont été comprises et revendiquées comme des jugements définitifs. Approximations, simplification, distortions, mépris pour le sens juridique et historique des mots alimentent la haine et la violence dans nos sociétés, en particulier dans les lieux d’apprentissage et de savoir. Nos universités, où s’enseignent en principe la complexité, l’esprit critique et la méthode dialectique, paraissent incapables de résister à la confusion entre l’affirmation radicale des opinions et l’examen critique des faits.

C’est dans les universités que l’accusation d’Israël comme Etat colonial, génocidaire, et d’apartheid a envahi les discours. L’anticolonialisme (souvent associé à l’anti-occidentalisme) est devenu l’argument central de l’analyse du conflit, ce qui conduit à effacer le caractère pivot

du 7 octobre. Dans cette vision partielle et partielle, il n’y a ni riposte ni guerre ; ce qui a lieu est présenté comme la continuation, l’aggravation d’une oppression coloniale ancienne.

Instrumentalisation de la Shoah
Ceux qui désignent Israël comme un Etat colonial font du 7 octobre l’expression de la « résistance » des Palestiniens et nient la légitimité de l’Etat lui-même, dont la reconnaissance, rappelons-le, a été un des fondements de la reconstruction du monde après 1945. Ils renouent avec le fantasme de la disparition de l’Etat d’Israël, qui est au cœur des revendications du Ha-

NOS UNIVERSITÉS PARAISSENT INCAPABLES DE RÉSISTER À LA CONFUSION ENTRE AFFIRMATION DES OPINIONS ET EXAMEN DES FAITS

mas, du Hezbollah, de l’Iran et de leurs alliés. Qu’on nous comprenne bien : nous sommes horrifiés par ce qui a lieu à Gaza, par la conduite de la guerre du gouvernement israélien, par le désastre de la colonisation en Cisjordanie. Nous ne parlons pas de cela ici. Nous parlons du fait que l’accusation de génocide transforme Israël en bourreau par un retournement qui déplace et instrumentalise le souvenir de la Shoah : c’est le même mécanisme qui fait des Israéliens des nazis, et de tous les juifs leurs complices. Et voici qu’on arrache les photos des otages israéliens, qu’on « oublie » qu’il y a des Français parmi les otages retenus par le Hamas, qu’on ignore les violences sexuelles du 7 octobre, pourtant revendiquées par ceux qui les ont commises.

En faisant de cet argumentaire l’axe principal de son discours politique, une partie de la gauche radicale a disséminé un antisémitisme virulent et subverti les valeurs qu’elle prétend défendre à un moment particulièrement périlleux où l’extrême droite arrive au pouvoir en France et en Europe. C’est dans ce contexte que nous appelons les universitaires à faire entendre leur voix et à dénoncer avec force la montée de l’antisémitisme dans notre pays. ■

Liste des premiers signataires : Charles Dreyfus, vice-président de la Maison Zola-Musée Dreyfus ; Sophie Houdard, professeure en littérature française, Sorbonne-Nouvelle ; Judith Lyon-Caen, historienne, directrice d’études (EHESS) ; Claudia Moatti, professeure émérite d’histoire romaine à l’université Paris-VIII, professeure à l’University of Southern California ; Jean-Yves Mollier, professeur émérite d’histoire contemporaine, université Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines ; Pascal Ory, de l’Académie française, professeur émérite à l’université Panthéon-Sorbonne ; Michelle Perrot, professeure émérite d’histoire contemporaine, université Paris Cité ; Christophe Prochasson, historien, directeur d’études (EHESS) ; Jacques Revel, historien, directeur des études émérite (EHESS).

Retrouvez la liste complète des signataires sur [Lemonde.fr](#)

Dominique Schnapper

« Le président suscite un rejet qui fragilise nos institutions »

La sociologue analyse comment les principes de liberté et d'égalité, au fondement de la démocratie, peuvent se retourner contre celle-ci



LE LIVRE

« Les Désillusions de la démocratie »

Au sortir de la guerre froide, la démocratie, florissante à travers le monde, a semblé en passe de triompher. Elle fait aujourd'hui l'objet de sévères critiques lui reprochant de ne pas être à la hauteur de ses idéaux d'égalité et de liberté. Ce désenchantement ne doit pas lui-même échapper à la critique, nous dit Dominique Schnapper, qui publie *Les Désillusions de la démocratie* (Gallimard, 288 pages, 22 euros). La sociologue, sans ignorer le défi géopolitique posé à la liberté par la Chine et la Russie, choisit d'interroger le « *délitement intérieur* » qui pourrait atteindre la démocratie, sous la pression d'une critique trop acerbe. M^{me} Schnapper en trouve l'expression dans les sciences sociales, au centre de si nombreuses polémiques ces derniers temps. Elle n'y voit pas du « *wokisme* », plutôt une démocratie « *extrême* » dont les citoyens, insatiables dans leur désir de liberté, revendiquent sans cesse de nouveaux droits. Les sciences sociales ont accompagné ce tournant en soulignant les insuffisances de nos démocraties. Elles se sont cependant peu à peu détournées d'un projet d'intégration des particularismes culturels, en s'employant à les préserver de l'universalisme. Dans le même temps, un égalitarisme acharné remet en cause un principe-clé en démocratie, la représentation, selon la chercheuse. Les élus perdent ainsi en légitimité. C'est ce qui explique en partie qu'Emmanuel Macron fasse l'objet de tant de haine, car la « *passion de l'égalité* » ne supporte plus la haute fonction qu'il occupe, estime M^{me} Schnapper.

ENTRETIEN

Directrice d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS), Dominique Schnapper interroge à travers ses travaux de sociologie les évolutions de la démocratie. Elle publie *Les Désillusions de la démocratie* (Gallimard, 288 pages, 22 euros).

Dans votre livre, vous déplorez l'essor d'une démocratie extrême, qu'entendez-vous par là ? Comment se manifeste-t-elle ?

Platon, Montesquieu et Tocqueville ont déjà souligné les excès possibles de la démocratie. Revenir à ces auteurs permet de penser ce moment où les principes qui la fondent, c'est-à-dire la liberté et l'égalité des citoyens, risquent de se retourner contre elle. L'aspiration à la liberté peut alors devenir un libertarisme hostile ou indifférent aux normes communes. L'aspiration extrême à l'égalité peut mener à des formes d'égalitarisme qui gommerait les singularités et les distinctions constitutives de la condition humaine et de la vie sociale. De fait, la distinction entre un élu et un citoyen, entre un professeur et un élève, entre un médecin et un patient est aujourd'hui moins bien acceptée. La dynamique démocratique peut avoir des effets contraires à ses promesses.

Nous assistons à la montée de tensions sociales qui empêchent la tenue des débats rationnels qui, avec l'esprit de compromis, font partie de la pratique démocratique. Le respect des institutions, nécessaire à la pratique démocratique, est ébranlé. L'assaut lancé, le 6 janvier 2021, contre le Capitole par des partisans de Donald Trump, convaincus que l'élection présidentielle avait été truquée, représente un grave exemple de ce délitement. En France, certains continuent de remettre en cause la légitimité de l'élection d'Emmanuel Macron, parce qu'ils ont été contraints de voter pour lui en 2022 pour faire barrage à l'extrême

droite. Mais, en démocratie, il est habituel de voter souvent sans enthousiasme pour celui qui gèrera le mieux ou le moins mal les affaires de la vie collective. L'enthousiasme pour le chef, c'est plus souvent pour un tyran.

La dissolution a été perçue comme un « pari » pris par le président, au mépris du risque qu'il fait courir en cas d'une victoire du Rassemblement national. Ce récit vient ajouter à la défiance dont il fait l'objet et dont vous parlez dans votre livre...

Une partie de la population lui voue une haine particulière. Aucun de nos présidents n'a échappé à une forme de détestation, mais ce sentiment doit rester contrôlé, faute de quoi la démocratie ne peut pas fonctionner normalement. S'agissant de notre président, on en vient à oublier qu'il a été élu de manière conforme à la Constitution. On peut être en désaccord avec sa décision de dissoudre l'Assemblée et la critiquer, sans tomber pour autant dans la haine. Emmanuel Macron continue d'être perçu comme un homme arrogant. Je ne sais pas si c'est vrai, mais cette perception est devenue un facteur politique important. L'aspiration à l'égalité fait que les démocrates ont tendance à refuser toutes les formes de supériorité. Aujourd'hui, le président suscite un rejet qui fragilise nos institutions. Dans la vie politique démocratique, les adversaires politiques ne doivent pas devenir des ennemis. La haine corrompt la démocratie.

Dans votre ouvrage, vous cherchez à préserver un équilibre entre la conservation de la conscience particulière de la nation, de son histoire, et l'universalisme. Le vote pour l'extrême droite exprime-t-il le sentiment que cette particularité nationale serait sacrifiée ?

Il n'y a pas d'opposition entre l'attachement national en tant que tel et l'horizon universaliste de la nation. C'est à travers l'appartenance à une nation particulière, ouverte aux autres



YANN LEGENDRE

« DANS LA VIE POLITIQUE DÉMOCRATIQUE, LES ADVERSAIRES POLITIQUES NE DOIVENT PAS DEVENIR DES ENNEMIS »

et au dialogue, que l'on participe à l'universel. Cependant, au cours des dernières décennies, le sentiment national n'a pas été reconnu. On en a sous-estimé la force. Que ce soit aux Etats-Unis avec Donald Trump ou en France avec le succès du Rassemblement national, remonte la volonté d'affirmer le national. Le résultat est que chacun ne considère que son propre pays. En France, alors que les démocraties sont menacées par la guerre en Ukraine qui se déroule à nos portes, la géopolitique est comme évacuée du débat. Cette campagne pour les législatives, rétrécie dans le temps, l'est aussi dans l'espace. Penser que la France pourrait agir seule, sans tenir compte de l'Europe et de la réalité du monde avec ses échanges de toute nature et les traités qui nous engagent, constitue une régression intellectuelle et un immense danger pour notre avenir.

Quel regard portez-vous sur le Nouveau Front populaire formé par la gauche ?

La gauche française s'est toujours divisée entre réformistes et révolutionnaires. Un accord électoral à cette fois-ci été trouvé, comme c'est souvent le cas. Mais le compromis aboutit à des propositions économiques dont l'application stricte serait désastreuse. D'autre part, le radicalisme et l'antisémitisme de La France insoumise, ses positions sur la situation internationale posent un véritable problème. Les socialistes ont obtenu que les formules les plus choquantes soient évacuées du programme, ce qui va dans le bon sens, mais il n'est pas raisonnable d'oublier les affirmations de Jean-Luc Mélenchon et de ses proches sur ces sujets. On ne peut pas leur faire confiance.

Depuis le 7 octobre 2023, il y a eu une forte montée des actes antisémites. Dans ce climat, l'« antisémitisme » de l'extrême gauche, qui attribue à Israël les caractéristiques que la tradition antisémite attribue aux juifs, est dangereux. Les flambées d'antisémitisme sont toujours des signes de crise de la démocratie, elles signifient que la République est menacée. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
MARC-OLIVIER BHERER

La France visée par la désinformation « anticoloniale » de l'Azerbaïdjan

ANALYSE

Les cris d'orfraie des autorités françaises, ces derniers mois, sur les ingérences azerbaïdjanaises en Nouvelle-Calédonie ont pu surprendre et même conduire à s'interroger sur la réalité d'une menace venant d'un petit pays du Caucase peu influent sur la scène internationale. Néanmoins, la répétition de ses attaques contre les intérêts français, visant à exacerber les séparatismes régionaux ou insulaires, a fini par convaincre que le régime de Bakou ne visait pas qu'à défendre le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Il est apparu que cette stratégie s'inscrivait dans une histoire de déstabilisation des démocraties lancée par l'Union soviétique après la seconde guerre mondiale. Les tensions entre la France et l'Azerbaïdjan sont au plus haut depuis la reprise des hostilités avec l'Arménie pour qui Paris a pris fait et cause. Fidèle aux techniques d'ingérence et de désinformation du KGB soviétique et du régime russe d'aujourd'hui, le régime totalitaire de Bakou, dirigé par le président Ilham Aliyev, orchestre sa campagne anti-française avec un certain sens de l'organisation.

Bakou a notamment soutenu la création, en juillet 2023, du Groupe d'initiative de Bakou (GIB) qui invite les indépendantistes d'outre-mer à se fédérer contre « le néocolonialisme » de la France. Selon lui, les Antilles françaises seraient en proie à « un génocide par substitution » et les ressources de la Guyane seraient

« pillées ». Accusé d'être en service commandé pour son gouvernement, malgré le statut d'ONG de son organisation, Abbas Abbasov, le directeur du GIB, rétorquait, en février : « *Ce n'est pas de la faute du Groupe d'initiative si ces colonies sont françaises.* »

L'œil grave, le 16 mai, le ministre de l'intérieur et des outre-mer, Gerald Darmanin, accusait Bakou d'ingérence en Nouvelle-Calédonie alors que des drapeaux azerbaïdjanais flottaient lors de rassemblement d'insurgés. Le 2 mars, devant le palais de justice de Bastia, en Corse, deux journalistes azerbaïdjanais avaient attiré l'attention lors d'une manifestation indépendantiste. L'un travaillait pour l'agence de presse gouvernementale d'Azerbaïdjan et l'autre pour la chaîne de télévision turque Haber Global. Dans leurs reportages, ils dépeignaient une Corse au bord de l'indépendance et dénonçaient l'arrestation de deux militants nationalistes.

Entre influence et ingérence

Début 2024, le Parlement azerbaïdjanais a réclamé « la reconnaissance pure et simple de l'indépendance de la Corse », au même titre que celle de « la Kanaky [la Nouvelle-Calédonie] et de Maohi Nui [la Polynésie française] ». Pour la direction générale de la sécurité intérieure (DGSI), l'activité du Groupe d'initiative de Bakou, né en marge du mouvement des pays non-alignés que l'Azerbaïdjan a présidé de 2019 à 2024, et dont le président Aliyev est le secrétaire général, se situe à la lisière entre l'influence et l'ingérence.

L'Azerbaïdjan peut, en effet, compter sur le soutien public des responsables des mouvements indépendantistes. Le 30 avril 2023, le GIB signait un memorandum avec le parti polynésien Tavini huiraatira en faveur de « la décolonisation ». Le 18 avril, c'est le Congrès de la Nouvelle-Calédonie, à majorité indépendantiste, qui s'engageait à coopérer avec le Parlement azerbaïdjanais. Pour sa part, le parti indépendantiste guadeloupéen (UPLG) disait avoir conscience de l'agenda politique de l'Azerbaïdjan, mais justifiait sa proximité avec le GIB au nom de la libération du « *joug colonial* », à l'instar des nationalistes corses de Nazione.

Mais l'activisme de Bakou devient ingérence lorsqu'il emprunte des moyens clandestins. « *Le régime de Bakou alimente les réseaux sociaux en fake news, comme l'histoire du gendarme qui aurait abattu de sang-froid un militant kanak lors des événements en Nouvelle-Calédonie* », relève un responsable de la DGSI. Des pratiques qui rappellent les campagnes de désinformation des pays de la sphère soviétique inondant les démocraties de fausses nouvelles à l'époque de la guerre froide.

Si les moyens techniques du numérique décuplent les capacités de propagande, le principe reste identique : créer des divisions au cœur des pays démocratiques en espérant affaiblir leurs gouvernements. Les nombreux documents internes du KGB transmis, en 1992, aux services secrets britanniques par Vassili Mitrokhine, l'un des principaux archivistes du service de renseignement soviétique, attes-

tent de la permanence de campagnes d'intoxication lancées dès 1949 et prenant une ampleur manifeste à partir de 1956-1957.

Ainsi, en 1972, comme l'atteste une note du KGB, l'arme du séparatisme est très courue. « *Des lettres et des proclamations ont été préparées au nom de la légendaire organisation anglaise For the Independence of Brittany avec un appel en faveur de l'indépendance de la Bretagne, appelant au boycott des élections [référendum sur l'adhésion du Royaume-Uni, du Danemark, de l'Irlande et de la Norvège à la CEE], puisque la véritable patrie des Bretons est la Grande-Bretagne.* »

La même année, une autre note du renseignement soviétique assure que « *selon les thèses du KGB, des articles ont été publiés contre les Etats-Unis, montrant les côtés sombres de la politique nationale américaine, l'oppression des Noirs, des Chicanos, des Portoricains, des Indiens ; la répression, en Angleterre, des natifs des pays du Commonwealth, des Ecosais, des Irlandais et des Gallois ; en France, les Bretons et les Algériens ont été maltraités.* »

La démocratie française a mis du temps à saisir le danger du poison de la désinformation, peu coûteux et difficile à contrer. En novembre, la délégation parlementaire au renseignement appelait au réveil national face à « la naïveté » et au « déni » contre « *une guerre informationnelle et de réputation menée par les régimes autoritaires* », autrement dit, selon elle, par la Russie, la Chine et la Turquie. Peut-être faudrait-il y ajouter l'Azerbaïdjan... ■

JACQUES FOLLOROU

LES MÉTHODES DE PROPAGANDE, HÉRITÉES DU KGB, ONT LE MÊME BUT : CRÉER DES DIVISIONS AU CŒUR DES PAYS DÉMOCRATIQUES DANS L'ESPOIR D'AFFAIBLIR LEURS GOUVERNEMENTS



ÉCONOMIE | CHRONIQUE

PAR JEAN-MICHEL BEZAT

Promesses électorales : tenir ou trahir

P romettez, promettez, il en restera toujours quelque chose. Cet aphorisme inspiré de celui du philosophe anglais Francis Bacon (1561-1626) sur la calomnie sied très bien aux engagements électoraux : s'il en reste toujours quelque chose, c'est bien qu'une partie du bagage programmatique a été abandonnée en route. Surtout en économie, domaine privilégié de la procrastination et du reniement. A la veille des législatives du 30 juin et du 7 juillet, étourdis par la valse des milliards dans laquelle nous entraînent le Rassemblement national (RN) mais aussi le Nouveau Front populaire (NFP), le naturel revient au galop.

Avec lui ressurgissent deux moments politiques où des projets de rupture avaient été abandonnés plus ou moins vite : le début des septennats de François Mitterrand, en 1981, et de Jacques Chirac, en 1995. Premier ministre d'Emmanuel Macron en cas de majorité absolue du parti d'extrême droite à l'Assemblée nationale, Jordan Bardella a-t-il retenu les leçons de leurs revirements post-électoraux ? Comme pris de vertige au seuil de Matignon, le voilà qui édulcore et réduit ses promesses comme peau de chagrin, bien plus vite que ces deux présidents de la V^e République.

Loi intangible de la politique

Le socialiste voulait « *changer la vie* », titre d'un ouvrage qu'il avait publié en 1972, l'année de la signature du programme commun avec le PCF. En mars 1983, après de vifs débats au sein du gouvernement, il avait tourné le dos à sa politique de relance à contre-cycle et décrété la rigueur, présentée par le premier ministre, Pierre Mauroy, comme « *l'austérité plus l'espoir* ». Des années après son départ de Matignon, il rappellera justement que « *plus de 90 %* » des 110 propositions du candidat avaient été mises en œuvre (cinquième semaine de congés payés, revalorisation du smic, indexation des salaires sur les prix, retraite à 60 ans, impôt sur la fortune, nationalisations...). Las, la vie n'a pas changé, et si l'histoire a retenu la trahison plus que les acquis, c'est que 1983 a marqué la conversion de la gauche à l'économie de marché et à l'Europe.

Chirac, lui, ne voulait pas « *changer la vie* », mais au moins « *réduire la fracture sociale* » dans une France rongée par le chômage. Fin 1994, devancé par Edouard Balladur dans la course à l'Élysée, il avait trouvé la martingale dans une note du démographe Emmanuel Todd. En réponse au « *désarroi populaire* », écrivait-il dans son programme « *La France pour tous* », « *trop de responsables raisonnent sur des chiffres, pas sur des hommes. Or les chiffres en eux-mêmes n'expriment pas la gravité de la fracture sociale qui menace – je pèse mes mots – l'unité nationale* ». Il fallait sortir de la « *pensée unique* » incarnée par Balladur et « *inverser l'ordre des priorités* » : la lutte contre le chômage avant la réduction des déficits.

Au moins Mitterrand avait-il rempli une partie du contrat envers ses électeurs. Le nouveau président, lui, n'attend pas. Dès l'été

COMME PRIS DE VERTIGE AU SEUIL DE MATIGNON, JORDAN BARDELLA ÉDULCORE SES PROMESSES

1995, il augmente la pression fiscale et demande au premier ministre, Alain Juppé, un plan de redressement des comptes sociaux qui comporte, entre autres, l'abrogation des régimes spéciaux de retraite. Présenté en novembre, le « plan Juppé » déclenchera le plus grand mouvement social depuis 1968. Chirac assure qu'il a une bonne raison de renouer avec une politique orthodoxe : qualifier la France pour la monnaie unique. Comme le président socialiste s'était laissé convaincre de maintenir la France dans le système monétaire européen.

Deux présidents, deux trahisons. Pour la bonne cause européenne. Bon gré, mal gré, les Français les ont absous. Ils les ont même réélus pour un second mandat, comme s'ils avaient intégré qu'une promesse n'engage que ceux qui la reçoivent et que l'oublier est une loi intangible de la politique. Les temps changent. D'élection en élection, cette capacité d'acceptation (et d'oubli) s'est émoussée. Est-ce pour cela que Bardella admet qu'il ne pourra pas « raser gratis » – ce que font des économistes sociaux-démocrates comme Olivier Blanchard sur le programme du NFP ? Qu'il affirme devant le Medef que « *la déraison budgétaire dans laquelle nous sommes plongés depuis 2017 fait peser un risque de décrochage économique* »... tout en assurant le soir même aux Français, sur TF1, qu'il « *ne renonce à rien* » ?

Le président du parti d'extrême droite sait qu'il n'aura pas les coudees franches dans une cohabitation avec Macron et qu'il s'expose au veto de Bruxelles sur les baisses de TVA, la réduction de la contribution française au budget européen ou la sortie du marché de l'électricité. S'il met entre parenthèses de ruineuses promesses fiscal-sociales, c'est qu'il a cimenté dans l'électorat populaire un socle assez robuste pour prendre ce risque et aller rassurer celui des personnes âgées et des classes moyennes. La vieille ficelle de l'« *audit des comptes publics* » fera le reste : il est inutile – leur état est connu –, mais il lui permettra de procrastiner avec le blanc-seing de la Cour des comptes.

Les politistes sont unanimes : depuis quarante ans, les infidélités à la parole donnée ont nourri la défiance des citoyens et approfondi la crise démocratique. Le RN et le NFP n'en persévèrent pas moins dans leur course aux promesses dont le « bouclage » budgétaire est incertain, au moment où l'agence Standard & Poor's dégrade la note de la France et la Commission européenne ouvre une procédure pour déficit excessif. Machiavélien ? Si tous les politiques n'ont pas lu Machiavel (1469-1527), tous reproduisent ce qu'il décrit dans *Le Prince*. Celui-ci est « *parfois contraint d'agir contre sa parole* » dès que son pouvoir est menacé ou que les circonstances l'exigent. Il doit alors « *par ruse circonvenir l'esprit des hommes* », observe l'inspirateur des spin doctors d'aujourd'hui. La « *ruse du renard* » décrite par l'écrivain florentin pouvait fléchir les Toscans de la Renaissance ; elle ne trompe plus les Français du XXI^e siècle. ■

DEPUIS QUARANTE ANS, LES INFIDÉLITÉS À LA PAROLE DONNÉE ONT NOURRI LA DÉFIANCE DES CITOYENS

RESTRUCTURER LA DETTE UKRAINIENNE

ÉDITORIAL M

Envahie par la Russie le 24 février 2022, l'Ukraine tente de gérer, en même temps que la guerre sur le front, une économie mise à mal par les bombardements, la destruction systématique de ses infrastructures énergétiques et une pénurie massive de main-d'œuvre en raison de la mobilisation militaire et de l'exode d'une partie de la population. Une autre épreuve se greffe sur cette liste de défis : la renégociation de sa dette souveraine avec ses créanciers privés.

Au lendemain de l'invasion, ces gestionnaires d'actifs, parmi lesquels les géants américains BlackRock et Pimco et le français Amundi, filiale du Crédit agricole et premier fonds d'Europe, avaient consenti à Kiev un moratoire de deux ans sur le rem-

boursement d'environ 20 milliards de dollars (18,7 milliards d'euros) d'obligations d'Etat. Ce moratoire arrive à échéance le 1^{er} août, alors que le conflit, que les financiers avaient peut-être envisagé comme un affrontement de courte durée, se transforme en guerre d'usure dont personne ne peut actuellement prédire l'issue.

Face à une armée russe soutenue par une économie totalement recentrée par le Kremlin sur l'effort de guerre, l'Ukraine consacre aujourd'hui environ 40 milliards de dollars par an à ses dépenses militaires, soit 22 % de son produit intérieur brut. La restructuration de sa dette est donc, dans ce contexte, une priorité. Elle est en outre l'une des conditions posées par le Fonds monétaire international (FMI) pour poursuivre le versement de son aide de 15,6 milliards de dollars.

Les négociations en cours sur de nouvelles échéances achoppent sur le montant de la restructuration. Un comité représentant les créanciers privés vient de rejeter la proposition de l'Ukraine, qui avait reçu le feu vert du G7, d'une réduction de 60 % sur la valeur de leurs titres. Les créanciers ont limité leur offre à hauteur de 20 %.

Cette offre est insuffisante. Les gestionnaires d'actifs se trouvent, certes, dans la situation inédite et inconfortable de négocier une restructuration de dette avec un pays où la guerre fait rage. Mais les mon-

tants en jeu ne sont pas insurmontables pour de telles institutions financières. Il ne leur est pas interdit par ailleurs de prendre en compte le facteur géopolitique de cette guerre, qui menace aussi la sécurité des pays occidentaux, ni l'attrait que présentera pour les investisseurs, une fois la guerre terminée, la reconstruction du pays.

Cette guerre, qu'elle n'a pas provoquée, coûte à l'Ukraine des sommes monumentales pour assurer sa défense face à l'agresseur russe. Les Etats occidentaux, qui la soutiennent dans cet effort, lui ont accordé depuis deux ans une importante aide militaire et financière, sans laquelle elle se serait effondrée. Kiev observe cependant avec inquiétude l'incertitude politique qui règne chez plusieurs de ses alliés, aux Etats-Unis et en Europe, et en appréhende les échéances électorales : rien ne dit que les gouvernements produits par d'éventuelles alternances, en particulier à Washington mais aussi en France, lui seront aussi favorables.

Pour assurer ses arrières, le gouvernement ukrainien souhaite pouvoir être en mesure de faire appel aux marchés financiers, mais il ne pourra emprunter sur ces marchés que si sa dette est restructurée. Dans le soutien à l'Ukraine, les Etats ont fait, laborieusement, leur part du chemin. Aux créanciers privés, maintenant, d'assumer la leur, en formulant des propositions de restructuration plus généreuses. ■

Le Monde

VOUS PARTEZ EN VACANCES ? FAITES SUIVRE VOTRE JOURNAL !

Rendez-vous sur votre compte, à la rubrique « **Votre abonnement - Vacances et déplacements** » au moins 9 jours avant votre départ.

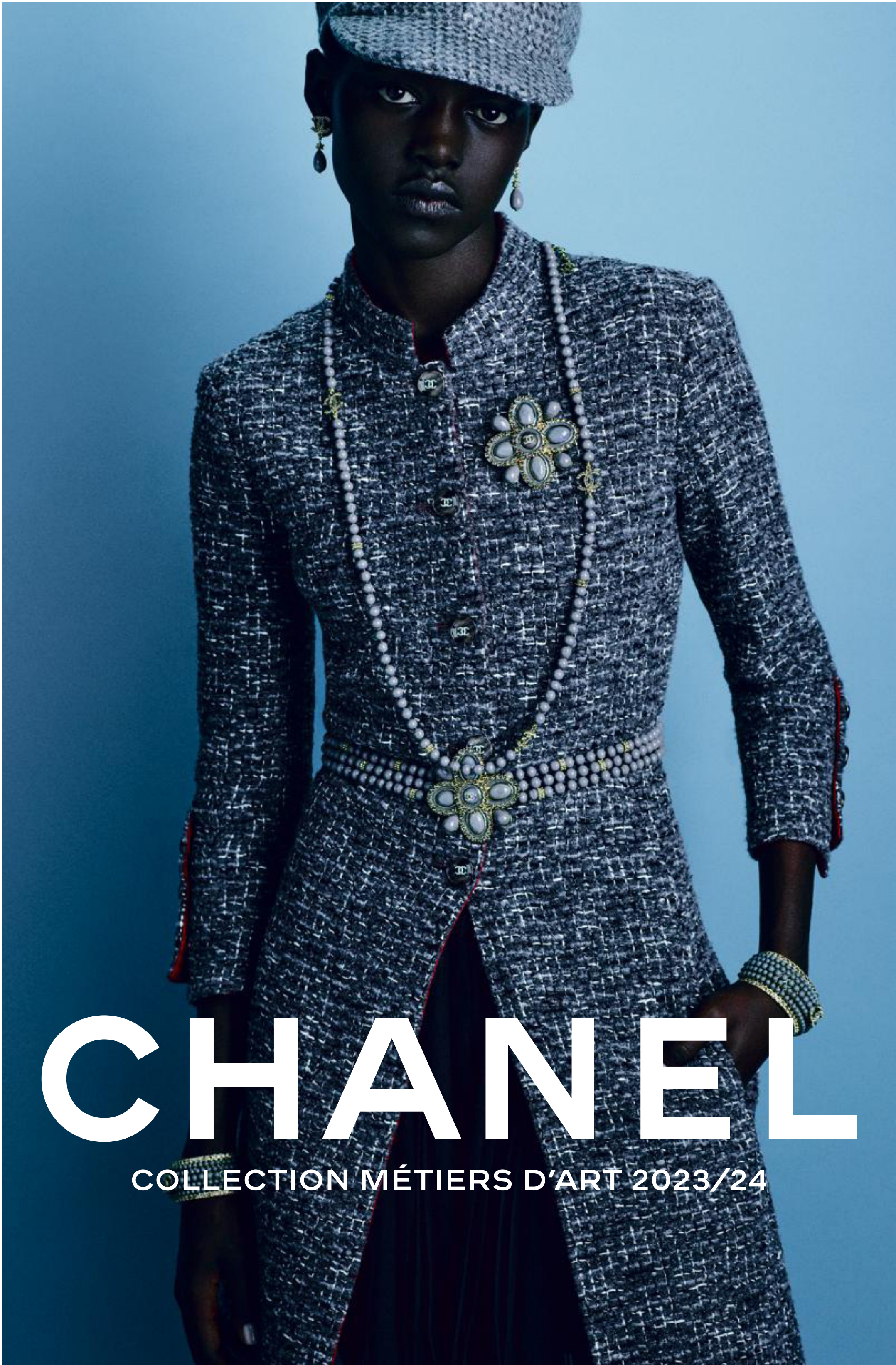
Valable pour une durée minimale de 7 jours et maximale de 3 mois, en France métropolitaine.

■ **C'est votre première visite :**

Créez votre compte au moyen de votre numéro de client + votre code postal + votre adresse courriel sur lemonde.fr/sfuser/account

■ **Vous possédez déjà un compte sur le site lemonde.fr :**

identifiez-vous directement avec votre adresse courriel sur secure.lemonde.fr/sfuser/connexion, rubrique « **Votre abonnement-Vacances et déplacements** »



CHANEL

COLLECTION MÉTIERS D'ART 2023/24